

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1907.

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. JOS HOYOIS.

MESSIEURS,

Le budget du ministère des finances pour l'exercice 1908 est en augmentation de 281,715 francs sur celui de l'exercice en cours, savoir : à concurrence de 279,215 francs du chef de dépenses ordinaires et à concurrence de 2,500 francs du chef de dépenses exceptionnelles.

Cette augmentation se trouve justifiée sous chacun des articles pour lesquels des crédits plus forts que précédemment sont demandés. Elle n'a pas fait l'objet de critiques dans les sections ni en section centrale.

* * *

L'examen du projet de budget en sections n'a, d'ailleurs, pas donné lieu à d'autres observations et questions que les suivantes, qui se lisent ainsi aux procès-verbaux :

- 1° Un membre a demandé « où en sont les travaux de la Commission de » la réforme des lois d'impôts et spécialement de la contribution foncière »;
- 2° Un autre membre a demandé « qu'on améliore le sort des accisiens »;
- 3° Un troisième membre aurait voulu connaître « les mesures que le Gouvernement se propose de prendre pour faire face à la crise monétaire — » l'élévation du taux de l'escompte à la Banque Nationale faisant, selon » lui, subir un grave préjudice au commerce belge ».

* * *

En section centrale cette dernière question a fait l'objet d'un échange de vues entre les membres présents. Mais il importe de remarquer qu'elle a été

(1) Budget, n° 4^{III}.

(2) La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Hoyois, Verhaegen, Bertrand, Maenhout, Denis, de Smet de Nayer.

aussi soulevée à l'occasion de l'examen du budget des voies et moyens et que même le rapporteur de ce budget l'a développée dans son rapport. Comme elle concerne plutôt le budget des voies et moyens que celui des finances et, pour éviter d'inutiles redites, elle n'est pas autrement exposée dans le présent rapport.

* * *

Quant à l'amélioration du sort des accisiens, elle vient de faire l'objet d'une question posée à la Chambre à M. le Ministre des finances, qui y a répondu dans les termes que voici, le 17 décembre 1907 :

« La réorganisation du service des accises s'encadre dans un projet d'ensemble qui comporte d'autres objets et constitue un travail de longue haleine.

» Les études relatives à ce projet seront terminées prochainement. »

Cette réponse n'a pas la précision qu'elle aurait si les décisions de M. le Ministre des Finances étaient définitivement prises. Mais, telle qu'elle est, elle est une preuve manifeste de sa volonté d'aviser au mieux, en conciliant comme il convient les intérêts du Trésor et ceux des agents du service des accises.

Sans doute M. le Ministre estimera que, d'une part, le grade de sous-contrôleur ne doit pas être maintenu et que, d'autre part, un certain remaniement des circonscriptions des contrôleurs est nécessaire.

Les circonscriptions des contrôleurs ont, en effet, été établies il y a fort longtemps. Elles ont, certes, fait l'objet de remaniements fragmentaires; mais, s'arrêter là serait difficile, étant donné le développement toujours plus considérable que prennent certaines de nos agglomérations et le fait qu'un grand nombre de circonscriptions ont, depuis leur ancienne fixation, fort augmenté en importance sinon en étendue.

Il est vraisemblable aussi que la suppression des sous-contrôleurs et le remaniement, dans des vues d'ensemble, des circonscriptions des contrôleurs seraient accompagnés de mesures avantageuses pour les commis de première classe.

Il importe toutefois, puisque rien ne semble être encore tout à fait décidé, que les intéressés n'escomptent pas dès à présent des innovations qui peut-être seront toutes autres que ce que pense la section centrale.

En attendant que les bonnes dispositions de M. le Ministre des finances aient pu prendre une forme tangible et appréciable, peut-être ne sera-t-il pas inutile d'attirer une fois de plus son attention sur certains *desiderata* des contrôleurs des contributions — ce qui l'amènera à examiner du même coup ceux des contrôleurs des douanes, à raison du caractère de connexité que les intéressés eux-mêmes donnent aux uns et aux autres.

Cette question, on l'a soulevée déjà maintes fois, à la Chambre, tant à l'occasion du budget des finances que dans d'autres circonstances. Elle a, du reste, fait l'objet de diverses pétitions distribuées aux membres de la Législature.

D'une part, les deux catégories de fonctionnaires dont il s'agit ont la même origine, c'est-à-dire qu'à leur entrée dans l'administration ils ont subi les mêmes

examens et que, ensuite, ils ont, avant bifurcation, passé par les mêmes emplois subalternes. D'autre part, leurs fonctions sont différentes, mais elles sont également importantes et également laborieuses.

Or, les deux groupes sont traités différemment à plusieurs points de vue.

Les contrôleurs des contributions ont quatre classes à parcourir et leur traitement va de 3,150 francs à 6,000 francs; les contrôleurs des douanes n'ont que trois classes, mais, à part le traitement de début, qui est le même, ils sont, à chaque degré, notablement en dessous de leurs collègues des contributions.

Par contre, les contrôleurs des douanes jouissent de certaines allocations que n'ont pas les contrôleurs des contributions : indemnité de résidence dans les localités importantes, libre parcours sur les chemins de fer dans leur ressort.

Cette organisation disparate date d'une époque fort reculée. A plusieurs reprises depuis quelques années, les contrôleurs des douanes ont demandé le relèvement de leur position en argumentant de celle des contrôleurs des contributions, et ceux-ci, de leur côté, ont demandé qu'on leur attribue les mêmes avantages accessoires qu'à leurs collègues des douanes.

La section centrale se plaît à espérer que l'honorable M. Liebaert, nouveau venu au Département des finances, continuera, avec le maximum possible de bienveillance pour les intéressés, l'étude, qui avait été entreprise par son honorable prédécesseur, de la question de l'unification des situations pécuniaires des contrôleurs des douanes et des contrôleurs des contributions.

Le traitement de début lui paraîtra peut-être faible, surtout s'il tient compte des dépenses occasionnées aux agents en cause par les courses de service très fréquentes, souvent longues, pouvant prendre assez souvent une journée entière et même devant se faire parfois la nuit.

Il recherchera s'il est rationnel que les contrôleurs des contributions, astreints à des voyages multiples dans une circonscription souvent étendue, doivent supporter, notamment, leurs frais de parcours en chemin de fer, à la différence de leurs collègues des douanes et d'autres fonctionnaires qui ont, soit le libre parcours, soit une indemnité de déplacement.

Il sera amené en même temps à rechercher si la surveillance que les contrôleurs des contributions doivent exercer, au grand profit du Trésor, ne s'en ressent pas — spécialement celle qui leur incombe la nuit sur les usines, fabriques, etc., soumises aux lois d'accise. A raison précisément de cette circonstance qu'ils ne sont pas remboursés de leurs frais de déplacement et de séjour, l'administration supérieure n'hésite-t-elle pas quelquefois à exiger d'eux la nuit tout ce que leur travail et leur activité pourraient et devraient donner?

Et, cependant, c'est surtout la nuit que leur présence est utile dans les usines soumises à leur contrôle, non seulement pour empêcher la fraude de s'y exercer, mais encore pour stimuler le personnel préposé à la surveillance des distilleries, fabriques de sucre, etc.

S'il faut améliorer la situation des contrôleurs des contributions, comment faut-il s'y prendre? Il semble d'abord qu'on pourrait s'en tenir aux contrô-

leurs des deux classes inférieures — les autres étant mieux lotis. Pour le surplus, le choix demeure entre une indemnisation, fixe de préférence, des dépenses de déplacement et de séjour, et le libre parcours, limité au ressort territorial des agents dont il s'agit — libre parcours auquel ceux-ci paraissent tenir beaucoup. Si M. le Ministre se décidait pour l'octroi du libre parcours, rien n'empêcherait, à dessein d'arriver à ce que la comptabilité des chemins de fer ne s'en trouvât pas faussée, que le Département des finances payât ce libre parcours à celui des chemins de fer sous forme d'abonnements spéciaux. Rien n'empêcherait tout au moins qu'il procurât à ses contrôleurs, en les payant préalablement au Département des chemins de fer, des carnets de tickets que ces fonctionnaires détacheraient au fur et à mesure de leurs déplacements, renseignés dans le précis de leurs opérations — système qui aurait peut-être l'avantage de mieux prévenir tout abus de leur part.

* * *

Ce n'est du reste pas d'hier qu'est née la question de l'amélioration du sort des agents chargés à un titre quelconque du service des accises. — Et ce ne sera pas, quand on améliorera leur sort, la première fois qu'on le fera — pas plus que ce ne sera la première fois qu'on agira semblablement à l'endroit du personnel des douanes.

La preuve s'en trouve dans le très suggestif tableau que voici :

TABLEAU COMPARATIF

par période, des traitements, des retenues et des pensions des employés inférieurs des accises et des douanes, de 1830 à 1908.

des employés inférieurs des accises et des douanes, de 1830 à 1905.

PENSIONS (2).								
Règlement du 29 mai 1822.		Loi du 21 juillet 1844.			Lois du 17 février 1849 et du 10 janvier 1886 (3).			
		Minimum.		Maximum.				
Age.	Taux. (1/2 du traitement fixe après 30 années de service, plus 1/40e de ce traitement par année au delà de 30	Age.	Taux. (1/50e du traitement moyen des 5 dernières années multiplié par le nombre des années de service.)	Age.	Taux. (3/4 du traitement moyen des 5 dernières années.)	Age. (1)	Lot de 1849 1/55e Loi de 1886 1/50e du traitement moyen des 5 dernières années multiplié par le nombre des années de service. — Maximum 3/4 dudit traitement moyen.	Observations.
13	14	15	16	17	18	19	20	21
55		55		58 1/2		65		
—	684 »	—	»	—	»	—	»	
—	«	—	816 »	—	900 »	—	900 »	
—	»	—	»	—	»	—	975 »	
—	»	—	»	—	»	—	1,125 »	
—	»	—	»	—	»	—	1,237 »	
—	»	—	»	—	»	—	1,462 »	
—	»	—	»	—	»	—	—	

(1) Les retenues relevées dans les colonnes 3 à 6 ont cessé d'exister.

Les colonnes 7 à 12 présentent seulement les retenues ordinaires au profit de la Caisse des veuves et orphelins, savoir :

1° La retenue générale appliquée à tous les agents, mariés ou non (col. 7 et 8);

2° La retenue supplémentaire appliquée aux agents mariés (col. 9 et 11).

Il existe, en outre, des retenues extraordinaires ou exceptionnelles, dont la nature et le taux ont subi diverses variations depuis 1830. Ce sont actuellement :

1° La retenue de la totalité ou de la moitié du premier mois de tout traitement, selon que celui-ci atteint ou n'atteint pas 1,200 francs;

2° La retenue des deux premiers mois de toute augmentation de traitement;

3° La retenue d'arriéré appliquée aux agents qui se marient après leur entrée dans l'administration et à ceux qui, mariés au moment de leur entrée dans l'administration, possèdent des services antérieurs admissibles pour la pension;

4° La retenue supplémentaire du chef de disproportion d'âge entre les époux.

(2) Les chiffres de pension inscrits dans les colonnes 14, 16, 18 et 20 ont été calculés en supposant les agents admis dans l'administration à l'âge de 24 ans et pensionnés à l'âge légal.

(3) Sous le régime de la loi de 1849, le maximum de la pension pouvait être atteint après 41 ans et 3 mois de service actif. Ce maximum pouvait donc être obtenu à 65 ans — âge fixé pour la mise à la retraite — par des agents entrés dans l'administration à l'âge de 23 ans 9 mois au plus.

Sous l'empire de la loi de 1886, actuellement en vigueur, le maximum de la pension peut être obtenu, au même âge, après 57 1/2 années de service actif, donc même par des agents entrés à l'âge de 27 1/2 ans.

(4) L'âge indiqué dans la colonne 19 n'est pas un âge fatal : c'est l'âge où l'agent peut être mis à la pension sans autre condition que celle de 30 années de service.

Périodes	GRADES ET TRAITEMENTS.	RETENUES (1)										
		au profit de l'ancienne caisse de retraite du Département des Finances.			Au profit de l'État	au profit de la caisse des veuves et orphelins.						
		2 % de 1830 à juillet 1832 (Règlement du 21 mai 1822.)	3 % de juillet 1832 à 1844 inclus (Arrêté royal du 15 novembre 1832)	5 % de janvier 1833 à 1844 inclus, sur traitements supérieurs à 1,200 fr. (Arrêté royal du 2 novembre 1833)		1 % de 1849 à 1857 (Lois du 17 février 1849 et du 3 avril 1857.)	Retenue générale		Retenue supplémentaire appliquée aux agents mariés.			
					De 1845 à mars 1847 A sur traitements inférieurs à 1,200 fr. 2 1/2 % B sur traitements de 1,200 fr. et plus 3 % (Arrêté royal du 29 décembre 1844)		Depuis 1857. A sur traitements inférieurs à 1,200 fr. 3 1/2 % B sur traitements de 1,200 fr. et plus 4 % (Arrêté royal du 30 avril 1857.)	Depuis mai 1857 jusqu'en mai 1874. 1 % due par les agents mariés. (Arrêté royal du 30 avril 1857.)	Total jusqu'en 1874 pour les agents mariés. (Colonnes 8 et 9.)	Depuis mai 1874 1 1/2 % due par les agents mariés. (Arrêté royal du 25 avril 1874.)	Total depuis 1874 pour les agents mariés. (Colonnes 8 et 11.)	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
	Brigadiers des douanes :											
Avant 1837.	— 1,100	22	55	»	11	27.50	»	»	»	»	»	»
En 1837.	— 1,200	»	»	»	»	»	48	12	60	»	»	»
En 1862.	— 1,400	»	»	»	»	»	56	14	70	21	77	»
En 1875.	— 1,550	»	»	»	»	»	62	»	»	25.25	85.25	»
En 1898.	— } * 1,800 1,600	»	»	»	»	»	72	»	»	27	90	»
							64	»	»	24	88	»
	Sous-brigadiers des douanes :											
Avant 1846.	— 940	18.80	28.20	»	»	25.50	»	»	»	»	»	»
En 1846.	— 900	»	»	»	9	22.50	»	»	»	»	»	»
En 1857.	— 1,000	»	»	»	»	»	35	10	45	»	»	»
En 1862.	— 1,100	»	»	»	»	»	38.50	11	49.50	16.50	55	»
En 1875.	— 1,200	»	»	»	»	»	48	»	»	18	66	»
En 1898.	— } * 1,500 1,500	»	»	»	»	»	60	»	»	52.50	82.50	»
							52	»	»	19.50	71.50	»
	Préposés des douanes :											
Avant 1846.	— } 640 740	12.80	19.20	»	»	16	»	»	»	»	»	»
En 1846.	— 700	»	»	»	7	17.50	»	»	»	»	»	»
En 1857.	— } 900 800	»	»	»	»	»	31.50	9	40.50	»	»	»
En 1862.	— } 1,000 900 800	»	»	»	»	»	28	8	36	»	»	»
							53	10	43	15	50	»
							31.50	9	40.50	15.30	45	»
							28	8	36	12	40	»

PENSIONS (2).							
Règlement du 29 mai 1892.		Loi du 21 juillet 1864.			Lois du 17 février 1849 et du 10 janvier 1886 (3).		
		Minimum.		Maximum.			
Age.	Taux. (1/2 du traitement fixe après 30 années de service, plus 1/40e de ce traitement par année au delà de 30.	Age.	Taux. (1/50e du traitement moyen des 5 dernières années multiplié par le nombre des années de service.)	Age.	Taux. (3/4 du traitement moyen des 5 dernières années.)	Age. (4)	Loi de 1849 1/55e. Loi de 1886 1/50e du traitement moyen des 5 dernières années multiplié par le nombre des années de service — Maximum 3/4 dudit traitement moyen.
13	14	15	16	17	18	19	20
55		55		58½		65	
—	660 »	—	748 »	—	825 »	—	825 »
—	»	—	»	—	»	—	900 »
—	»	—	»	—	»	—	1,050 »
—	»	—	»	—	»	—	1,162 »
—	»	—	»	—	»	—	1,550 »
55		55		58½		65	
—	584 »	—	650 »	—	705 »	—	»
—	»	—	»	—	»	—	675 »
—	»	—	»	—	»	—	750 »
—	»	—	»	—	»	—	825 »
—	»	—	»	—	»	—	900 »
—	»	—	»	—	»	—	1,125 »
55		55		58½		65	
—	414 »	—	505 »	—	555 »	—	»
—	»	—	»	—	»	—	525 »
—	»	—	»	—	»	—	675 »
—	»	—	»	—	»	—	750 »

Observations.

(*) Les traitements des brigadiers et des sous-brigadiers des douanes n'ont pas été augmentés depuis 1898, mais on a réduit de 10 à 5 ans le temps qu'il faut pour arriver au traitement maximum. (Arrêtés du 5 novembre 1906 et du 29 avril 1907.)

(1), (2), (3), (4). Voir page 7.

PENSIONS (2).								Observations.
Règlement du 29 mai 1822.		Loi du 21 juillet 1814.				Lois du 17 février 1849 et du 10 janvier 1886 3).		
		Minimum.		Maximum.				
Age.	Taux. (1/2 du traitement fixe après 30 années de service, plus 1/400 de ce traitement par année au delà de 30)	Age.	Taux. (1/50 ^e du traitement moyen des 5 dernières années multiplié par le nombre des années de service.)	Age.	Taux. (3/4 du traitement moyen des 5 dernières années.)	Age. (1)	Loi de 1849 1/55 ^e Loi de 1886 1/50 ^e du traitement moyen des 5 dernières années multiplié par le nombre des années de service. Maximum 3/4 dudit traitement moyen.	
13	14	15	16	17	18	19	20	21
55		55		58 1/2		65		
—	»	—	»	—	»	—	825 »	
—	»	—	»	—	»	—	1,050 »	
55		55		58 1/2		65		
—	564 »	—	659 »	—	705 »	—	»	
—	»	—	»	—	»	—	712 »	
—	»	—	»	—	»	—	825 »	
—	»	—	»	—	»	—	900 »	
—	»	—	»	—	»	—	1,125 »	
55		55		58 1/2		65		
—	500 »	—	510 »	—	575 »	—	»	
—	»	—	»	—	»	—	450 »	
—	»	—	»	—	»	—	525 »	
—	»	—	»	—	»	—	600 »	

N. B. Pour les renvois des nos (1), (2), (3), (4), voir page 7.

(*) Le traitement initial des préposés des douanes a été porté de 1,000 francs à 1,100 francs.

Ces agents obtiennent aujourd'hui :

Le traitement de 1,200 francs après 5 années de services (au lieu de 10.)

Le traitement de 1,350 francs après 15 années de services (au lieu de 20.)

Le traitement de 1,400 francs après 25 années de services (au lieu de 30.)

(Arrêté royal du 5 novembre 1906).

PENSIONS (*)							
Règlement du 29 mai 1822.		Loi du 21 juillet 1844.				Lois du 17 février 1849 et du 10 janvier 1886 (3).	
		Minimum.		Maximum.			
Age.	Taux. (1/2 du traitement fixe après 30 années de service, plus 1/40 ^e de ce traitement par année au delà de 30	Age.	Taux. (1/50 ^e du traitement moyen des 5 dernières années multiplié par le nombre des années de service)	Age.	Taux. (3/4 du traitement moyen des 5 dernières années.)	Age.	Loi de 1849 1/50 ^e Loi de 1886 1/50 ^e du traitement moyen des 5 dernières années multiplié par le nombre des années de service. Maximum 3/4 dudit traitement moyen.
13	14	15	16	17	18	19	20
55		55		58 1/2		65	
—	»	—	»	—	»	—	1,050 »
—	»	—	»	—	»	—	1,125 »
—	»	—	»	—	»	—	1,200 »
—	»	—	»	—	»	—	»
—	»	—	»	—	»	—	1,050 »
—	»	—	»	—	»	—	1,200 »
—	»	—	»	—	»	—	»
—	»	—	»	—	»	—	1,125 »
—	»	—	»	—	»	—	1,200 »
—	»	—	»	—	»	—	1,257 »
—	»	—	»	—	»	—	»

Observations.

21

N. B. Pour les renvois des notes (1), (2), (3), (4), voir page 7.
(*) Arrêté royal du 5 novembre 1906.

Tableau des indemnités allouées aux employés

NATURE DES INDEMNITÉS.	COMMIS DES ACCISES. Nombre total : 930	
	Nombre de participants.	Dépense
Indemnités de résidence dans certaines localités (1)	203	(1)35,600 »
{ 200 francs } { 150 — } { 125 — }	33	4,350 »
{ selon la catégorie dans laquelle la localité est rangée }	94	10,312 »
Indemnité aux employés des douanes astreints au port de l'uniforme et exerçant dans une localité où ils ne touchent pas d'indemnité de résidence : 100 francs	»	»
Indemnité des commis faisant partie des sections ambulantes des accises	6	5,400 »
{ 900 francs lorsque le service de la section ambulante s'étend à une province entière }	25	15,000 »
{ 600 francs dans les autres cas }		
Indemnité aux chefs de service des sections des accises importantes	5	1,250 »
{ 250 francs (sections de 13 hommes au moins) }	15	2,250 »
{ 150 francs (sections de 6 hommes au moins) }		
Indemnités allouées aux commis des accises exerçant dans certaines sections de grande étendue	6	2,100 »
{ 350 francs }	4	1,200 »
{ 300 — }	2	500 »
{ 250 — }		
Indemnité pour la surveillance des fabriques de sucre	30	6,915 »
Indemnités pour la surveillance de certaines raffineries de sucre	3	900 »
{ Chefs de service }	10	2,000 »
{ 300 francs } { 200 — } { 150 — }	23	3,450 »
{ Adjoints }		
{ 100 — }		
Indemnité pour la surveillance des fabriques d'acide acétique : 300 francs	19	5,700 »
Indemnité pour le recensement des plants de tabac	477	8,791 »
Indemnité aux employés de la douane pour la surveillance des travaux extraordinaires de chargement et de déchargement des navires en dehors des jours ou des heures réglementaires	»	»
Part dans le fonds réservé du contentieux	143	7,350 »
Suppléments de traitement accordés aux employés qui, par suite de maladies, de malheurs de famille ou d'autres circonstances semblables se trouvent dans une position exceptionnelle	77	12,062 »
TOTAL approximatif, par grade, des diverses indemnités, pour une année		125,130 »
TOTAL, par grade, des retenues prélevées sur les traitements au profit de la Caisse des veuves et orphelins (année 1902)		84,772 »

inférieurs des accises et des douanes.

BRIGADIERS DES DOUANES. Nombre total : 433.		SOUS-BRIGADIERS DES DOUANES. Nombre total : 767.		PRÉPOSÉS DES DOUANES. Nombre total : 2,710.		Observations.
Nombre de participants.	Dépense.	Nombre de participants.	Dépense.	Nombre de participants.	Dépense.	
101	(1)20,200 »	293	(1)58,600 »	1,218	(1)203,000 »	(1) Les célibataires sans charge de famille ne touchent que la moitié de l'indemnité de résidence.
6	900 »	13	1,950 »	40	2,025 »	
10	1,250 »	23	2,875 »	85	8,875 »	
62	6,200 »	116	11,600 »	154	15,400 »	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	10	2,455 »	543	87,481 »	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
28	225 »	11	102 »	55	756 »	
79	23,887 »	237	68,516 »	867	207,197 »	
69	3,450 »	98	4,900 »	200	10,000 »	
28	5,140 »	41	5,155 »	228	28,410 »	
	61,232 »		156,153 »		566,153 »	Dépense totale en indemnités . . . 908,688
	42,216 »		69,718 »		252,860 »	Total des retenues sur traitements . . . 448,566

Pour plus de clarté, voici d'ailleurs les changements apportés à l'état antérieur des choses par l'arrêté royal du 5 novembre 1906, qui figure au *Recueil administratif*, sous le n° 2836, et qui a été modifié lui-même par l'arrêté royal du 29 avril 1907 (*Recueil administratif*, n° 2848) :

LEOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 20 juillet 1875 (1) réglant les traitements fixes affectés aux emplois de l'administration des contributions directes, douanes et accises dans les provinces, et Nos arrêtés du 6 octobre 1879, du 27 juin 1896, du 14 avril 1898, du 25 juin 1898 et du 14 avril 1901 (2) modifiant notamment les dispositions relatives aux traitements des employés subalternes et inférieurs des douanes et des commis des accises ;

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et des travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — Les traitements des employés subalternes et inférieurs des douanes et des commis des accises sont réglés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le Ministre peut accorder aux employés désignés ci-après, en sus du maximum normal de leur grade ou du traitement normal de leur classe, à titre de récompense du zèle et du dévouement aux devoirs, les augmentations suivantes :

1° Aux brigadiers des douanes, une augmentation de 100 francs après cinq années (3) de services au traitement maximum ;

2° Par modification au 2° de l'article 2 de Notre arrêté du 5 novembre 1906, l'augmentation spéciale de 100 francs, destinée à récompenser le zèle et le dévouement aux devoirs, est accordée aux sous-brigadiers des douanes après cinq années de services au traitement maximum normal de leur grade (4) ;

3° Aux préposés des douanes, deux augmentations successives de 100 francs chacune, la première après quinze années de services dans l'emploi de préposé effectif, la seconde après vingt-cinq années de services dans cet emploi ;

4° Aux commis des accises de 1^{re} classe, deux augmentations successives de 100 francs chacune, la première après cinq années de services de cette classe, la seconde après une nouvelle période de cinq années (5) ;

5° Aux commis des accises des 2^e et 3^e classes, une augmentation de 150 francs après dix années de services dans la classe.

ART. 3. — Les sous-brigadiers des douanes qui étaient parvenus au traitement de 1,300 francs antérieurement à leur promotion, peuvent obtenir

(1) *Moniteur*, n° 315. R. 1465.

(2) R. 1691, R. 2372, R. 2507, R. 2508, R. 2621.

(3) Précédemment il fallait dix années.

(4) Arrêté royal du 29 avril 1907 (R. 2848).

(5) Précédemment ils obtenaient 150 francs après dix années de services à la 1^{re} classe.

le traitement maximum de 1,400 francs affecté à leur nouveau grade, dès qu'ils ont joui du traitement précédent, pendant cinq années, tant en qualité de préposé qu'en qualité de sous-brigadier.

Notre Ministre des finances et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté; il déterminera notamment la date à partir de laquelle les diverses dispositions de celui-ci sortiront leurs effets.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des finances et des travaux publics,

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

*Tableau présentant l'échelle des traitements des employés subalternes
et inférieurs des douanes et des commis des accises.*

DÉSIGNATION DES EMPLOIS	INDICATION de l'ancienneté dans l'emploi ou de la classe.	TRAITEMENTS AFFECTÉS AUX EMPLOIS.		
		divisés par classe.	non divisés par classe.	anciens traitements.

I. — Service des douanes.

Lieutenant	{ 5 ans et plus	»	2,700	2,650
	{ moins de 5 ans	»	2,400	2,300
Sous-lieutenant	{ 5 ans et plus	»	2,300	2,100
	{ moins de 5 ans	»	2,100	2,000
Brigadier	{ 5 ans et plus	»	1,700	
	{ moins de 5 ans	»	1,600	
Sous-brigadier	{ 5 ans et plus	»	1,400	
	{ moins de 5 ans	»	1,300	
Préposé	{ 5 ans et plus	»	1,200	1,100
	{ moins de 5 ans	»	1,100	1,000
Préposé temporaire	»	»	1,000	»
Patron des embarcations à vapeur.	{ 10 ans et plus	»	2,400	2,100
	{ 5 à 10 ans	»	2,100	1,900
	{ moins de 5 ans	»	1,800	1,700
Sous-patron des embarcations à vapeur.	{ 10 ans et plus	»	1,800	1,650
	{ 5 à 10 ans	»	1,650	1,600
	{ moins de 5 ans	»	1,500	1,500
Machiniste	{ 10 ans et plus	»	2,400	2,100
	{ 5 à 10 ans	»	2,100	1,900
	{ moins de 5 ans	»	1,800	1,700
Machiniste-chauffeur.	{ 10 ans et plus	»	1,800	1,650
	{ 5 à 10 ans	»	1,650	1,600
	{ moins de 5 ans	»	1,500	1,500
Matelot	{ 25 ans et plus	»	1,500	
	{ 20 à 25 ans	»	1,400	
	{ 10 à 20 ans	»	1,300	
	{ moins de 10 ans	»	1,200	
Mousse	»	»	900	800

II. — Service des accises.

Commis des accises	{ 1 ^{re} classe	1,800	»	1,800
	{ 2 ^e —	1,600	»	1,500
	{ 3 ^e —	1,400	»	1,300
	{ 4 ^e —	1,300	»	1,200

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 3 novembre 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des finances et des travaux publics,

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

Une question spéciale, mais cependant intéressante, est celle que soulèvent les employés subalternes des douanes (préposés, sous-brigadiers et brigadiers), qui préféreraient généralement ne pas devoir subir le déplacement qu'on leur impose après un séjour maximum de huit années dans une même localité.

Leurs plaintes à ce sujet sont fréquentes. Ils prétendent que le motif qu'on donne à ce déplacement forcé n'a plus la valeur qu'il pouvait avoir au temps où la règle qu'ils critiquent, déjà fort ancienne, a été établie et où la fraude avait peut-être une intensité plus grande qu'aujourd'hui.

« Est-il raisonnable », disent-ils, « de craindre des complaisances coupables de la part d'agents qui ont fait leurs preuves et qui sont, d'ailleurs, soumis à une surveillance hiérarchique étroite ? »

Subsidiairement ils n'omettent pas de faire remarquer que, si tout au moins on allongeait le temps de résidence permis dans une même localité, on arriverait, notamment, à éviter aux préposés devenus sous-brigadiers un second déplacement, conséquence de cette promotion, suivant d'assez près un déplacement imposé à l'échéance du terme de huit ans.

Ceux qui ne sont pas d'Anvers ou de Bruxelles ajoutent — est-ce à tort ou à raison? — qu'on n'applique pas à leurs collègues de ces deux villes la règle dont ils se plaignent, eux.

Sans doute, les préposés reçoivent une indemnité de déplacement de 50 francs, et les sous-brigadiers et brigadiers de 80 francs (arr. roy. du 20 déc. 1862); mais, fixée il y a près d'un demi-siècle, cette indemnité est-elle suffisante pour l'employé en ménage? — « Trois déménagements valent un incendie! », dit-on.

Peut-être aussi le service se trouve-t-il parfois plutôt désorganisé qu'amélioré par certains changements s'opérant dans le personnel sans autre raison que l'expiration du terme au bout duquel ces changements sont obligatoires.

Tout en se bornant à attirer sur cette question l'attention de M. le Ministre des finances, la section centrale émet le vœu que, dans la pratique, et aussi longtemps que la règle susvisée restera en application, chaque fois qu'il existera des raisons suffisamment sérieuses, déduites de l'intérêt respectable des familles, pour qu'il y soit dérogé, cette dérogation ait lieu. Ce pourrait être le cas, par exemple, quand il s'agit d'employés parvenus presque au terme de leur carrière, n'ayant plus à passer au service que quelques années avant d'atteindre l'âge de la retraite. Et aussi, peut-être, quand la continuation des études des enfants, dans des conditions normales, peut devenir impossible ou du moins très difficile à raison d'un déplacement à effectuer pour une localité dépourvue des établissements d'enseignement qu'il faudrait.

On peut d'ailleurs terminer l'exposé de ces considérations par cette observation que, plus on réduira la quantité des déplacements qui ne sont pas vraiment nécessaires et qui n'ont pas leur pendant dans une série d'autres services administratifs plus ou moins analogues qu'on pourrait citer, plus on pourra, soit économiser sur les indemnités de déplacement, soit augmenter le taux de ces indemnités, tout en servant mieux l'intérêt des familles en cause.

Deux autres questions encore, soulevées fréquemment par le personnel des douanes, méritent de fixer l'attention et de M. le Ministre des Finances et de la Chambre : l'une est celle du repos et l'autre celle des langues.

* * *

La question du repos dominical ou périodique ne se pose, vraiment, que pour le personnel inférieur de la douane chargé d'un service extérieur continu.

Le repos dominical complet, pour la généralité des douaniers, est un idéal bien difficile à réaliser, semble-t-il, parce que la surveillance douanière ne peut jamais être suspendue.

Le service devrait toutefois être organisé, les dimanches et jours de grandes fêtes, de telle façon que chaque agent puisse remplir ses devoirs religieux. Les instructions ministérielles sont, si la section centrale est bien renseignée, en ce sens. Aussi est-elle persuadée que M. le Ministre tiendra la main à ce qu'elles soient scrupuleusement observées.

Outre cela, il lui paraît indispensable que chaque agent ait une journée de repos complet, si ce ne peut être tous les huit ou dix jours, au moins par quinzaine. Les douaniers étant groupés par brigades qui comptent en général de 8 à 12 hommes, on se demande ce qui empêcherait de régler entre ceux-ci un roulement amenant pour chacun, à tour de rôle, un jour de congé à intervalles réguliers.

* * *

Quant à la question des langues, elle se pose au Département des finances comme dans tous les autres, à propos du recrutement et de l'avancement des agents.

On peut dire qu'on ne connaît pas, à ce département, de barrière linguistique proprement dite, en ce sens que, d'une manière générale, les emplois dans les provinces wallonnes restent ouverts aux candidats flamands qui connaissent la langue française — et c'est probablement le cas de presque tous les employés inférieurs de la douane — et que, de même, les candidats d'origine wallonne ont accès aux emplois dans la partie flamande du pays pourvu qu'ils justifient préalablement d'une connaissance suffisante de la langue flamande (les épreuves d'examen instituées à cette fin étant diverses suivant les fonctions envisagées).

Il n'en est pas moins vrai que ce système, en fait, aboutit à un avancement des agents flamands plus rapide que celui des agents ne connaissant que le français. L'honorable prédécesseur de M. le Ministre des Finances actuel s'était préoccupé de l'inégalité existant entre ces deux catégories d'agents et avait pris, à l'égard des employés des douanes tout au moins, diverses dispositions pour y obvier — ce à quoi il est parvenu dans une certaine mesure en ce qui les regarde. La section centrale, ne voulant pas traiter en ce moment de façon approfondie la question des langues, qui devient de plus en plus délicate sur divers terrains, se borne pour l'instant à former le vœu que le titulaire actuel du Département des finances ne néglige aucun effort pour lui ôter tout caractère aigu.

* * *

Avant d'abandonner le chapitre des douanes, il n'est pas inutile de rappeler que maints détenteurs de bétail dans la zone frontière continuent à se

plaindre d'avoir de longues, de trop longues courses à fournir pour se rendre aux bureaux où doivent s'accomplir les formalités qui leur sont imposées. Il serait hautement désirable que M. le Ministre des finances rouvât le moyen de leur donner satisfaction.

* * *

Au même chapitre se rattachent les doléances de ceux des partisans de l'industrialisation de l'agriculture qui s'étonnent de voir l'administration refuser l'autorisation d'établir une laiterie dans le rayon de la douane, si ce n'est à la condition de s'engager à ne pas s'approvisionner de lait étranger. Ils soutiennent que l'administration ne peut, sur le pied de la loi existante, interdire l'introduction du lait destiné à la fabrication du beurre naturel et déclarent ne pas deviner où le Département des finances puise le droit qu'il s'arroge.

« Pourquoi, » ajoutent-ils, « le lait caillé, le fromage blanc ou mou ne sont-ils pas frappés de droits à l'entrée, quand ils sont destinés à la fabrication des fromages fermentés, et ce surtout étant donné le tort considérable que leur importation cause à notre industrie laitière? Pourquoi..., puisque la logique commanderait que ces produits, en tant qu'ils nous viennent de l'étranger, soient frappés à leur entrée dans le pays, s'il est admissible et défendable que les laiteries ne puissent s'établir dans le rayon de la douane, quand elles ne contractent pas l'engagement de refuser le lait étranger, sous prétexte que les matières grasses du lait servent à la fabrication du beurre? »

La section centrale n'a pas recherché s'il est inadmissible, comme l'affirment les réclamants, que l'administration emploie à l'égard du lait une mesure qu'elle n'emploie à l'égard d'aucune autre matière brute — toutes les matières brutes pouvant entrer en Belgique à leur tarification, quelle que soit leur destination. Elle se borne à la signaler à M. le Ministre des finances pour nouvel examen, qu'elle souhaite particulièrement bienveillant, s'il demeure exact que notre production nationale de beurre est déficitaire à l'égard de notre consommation de ce produit alimentaire.

Ce problème, ainsi qu'une série d'autres, pourrait être étudié par la Commission des frontières, dont l'institution a parfois été demandée au Gouvernement,... s'il se décidait à la créer.

* * *

Les observations présentées ci-dessus en ce qui regarde un redoublement d'activité, la nuit surtout, de la part des contrôleurs chargés d'exercer la surveillance des usines et fabriques sont d'autant plus d'actualité qu'il est permis de se demander si la distillation clandestine de l'alcool ne fait pas d'inquiétants progrès et si, en conséquence, plus de vigilance que jamais et des mesures nouvelles de contrôle ne s'imposent pas.

Les statistiques publiées dans la pensée de montrer les effets du relèvement des droits d'entrée et d'accise et aussi pour la défense du droit de licence ne cessent d'accuser, depuis 1896, une diminution dans la consom-

mation humaine de l'alcool produit... à la connaissance du fisc; mais, on en consomme certainement aussi de l'autre, produit... à l'insu du fisc.

Est-ce en quantité suffisante pour que les prédites statistiques induisent en erreur, d'une manière sensible, sur l'état vrai des choses? Tout ce que l'on peut affirmer à cet égard, sans crainte de se tromper, c'est que la distillation, en dehors des distilleries proprement dites soumises à la surveillance du fisc, est devenue si aisée qu'il y a lieu de craindre que les débitants d'alcool eux-mêmes n'y recourent déjà pour augmenter sensiblement leurs bénéfices.

On n'a pas oublié la démonstration humoristique de ce fait à laquelle se livra un jour, à la tribune du Palais Bourbon, un député français, qui avait installé à côté de lui, pendant qu'il discourait, un petit appareil distillateur fonctionnant automatiquement et dont l'emploi par nos débitants d'alcool, s'il se généralisait, ferait aux finances de l'État et à la santé publique un tort considérable.

Aussi la section centrale s'est-elle demandée s'il ne convient pas de renforcer à cet égard le contrôle du fisc.

Un membre a même proposé de renforcer le droit de visite que les agents du fisc peuvent exercer chez les débitants d'alcool. Toutefois, sur ce desideratum, la section centrale n'a pas émis de vœu, parce que certains de ses membres ont objecté que, actuellement, quand il y a des raisons sérieuses de supposer qu'il y a fraude à la loi, les agents peuvent exercer un droit de visite aussi large que possible moyennant une simple ordonnance du juge de paix, facile à obtenir mais qui, d'autre part, est pour les débitants une garantie sérieuse contre des excès de zèle éventuels.

Par contre, la section centrale ne voit aucun inconvénient à faire sien le vœu d'étendre la surveillance du fisc, non seulement comme aujourd'hui sur la production de l'alcool dans l'usine, mais encore sur sa sortie de l'usine, — cette surveillance pouvant s'exercer comme elle se pratique sur la sortie du sucre raffiné. Il est, en effet, à remarquer que, outre l'alcool qui passe par le vaisseau mesureur et sur lequel les accisiens peuvent exercer leur contrôle, il peut, dans l'usine, en être fabriqué clandestinement de l'autre. Or, comment pourrait-on mieux empêcher cette production frauduleuse qu'en empêchant — ce qui n'a pas lieu aujourd'hui — toute sortie d'alcool de l'usine sinon par des issues déterminées, ne pouvant s'ouvrir sans la clef dont les agents du fisc seraient détenteurs?

Reste à voir si la circulation, le transport lui-même de l'alcool ne devrait pas être couvert — comme cela existe pour d'autres marchandises — par des documents. Sinon, comment empêcher que, même si l'alcool produit dans les usines se trouve mesuré à la sortie de celles-ci, il ne soit échangé en cours de route contre de l'autre, produit d'une distillation clandestine pratiquée en dehors de l'usine?

Cette innovation entraînerait peut-être quelques protestations des intéressés. Mais, il existe cependant plus de raisons de la leur imposer qu'il n'en existe pour maintenir dans toute leur rigueur certaines dispositions fiscales — comme celles qui concernent la saccharine, produit nullement nocif — tandis

que l'alcool, en tant qu'il est l'objet de consommation par l'homme, apparaît avec un caractère tout différent!

Toutefois, la loi du 13 avril 1896 ne prévoyant pas de pénalités pour la circulation et la détention des flegmes et des alcools, pourrait-on en imposer l'une ou l'autre sans une intervention législative? Il semble que non. Il paraît en être autrement en ce qui regarde les transports d'alcool effectués de l'usine du fabricant à celle du rectificateur : pour ces transports, l'administration est suffisamment armée pour pouvoir exiger un document couvrant la marchandise. Et, si l'on y recourait, il deviendrait beaucoup plus malaisé aux usines de rectification d'épurer des flegmes produits frauduleusement ou clandestinement.

* *

Ce n'est pas à dire que le zèle des agents du fisc ne dépasse pas parfois les bornes d'une juste modération : la Chambre a entendu maintes protestations à ce sujet, notamment celles formulées, il n'y a pas si longtemps, par l'honorable M. Delbeke, aujourd'hui ministre des travaux publics.

Il est désirable que, remplissant leur délicate mission avec toute l'activité nécessaire, ils apportent cependant dans son accomplissement, plutôt désagréable pour les assujettis, toute la discrétion et le tact possibles. Ils ont à appliquer la loi, mais non à se servir d'elle pour vexer sans raison les citoyens.

S'ils agissent généralement avec loyauté et mesure, il arrive aussi qu'il en soit autrement.

En tous cas, bien souvent leurs procès-verbaux sont rédigés dans un style spécial et dans un esprit de prévention qui font que leur lecture doit inévitablement, à raison même de ces caractéristiques, impressionner défavorablement, pour ceux à charge de qui ils sont dressés, et l'administration supérieure et éventuellement les magistrats appelés à les lire! Il est hautement désirable que ces pratiques ne soient pas tolérées par M. le Ministre des Finances et qu'il y mette un terme quand il les constate. Peut-être même conviendrait-il de rappeler de temps en temps aux agents, par voie de circulaires, la façon dont ils doivent exercer leur mission, qu'ils croient ou non se trouver devant un délinquant. Sinon, spécialement quand les procès-verbaux ont plutôt l'allure d'un réquisitoire, des condamnations ou des décisions administratives trop sévères ou même totalement injustes peuvent s'ensuivre : or, c'est ce qu'il faut éviter à tout prix.

Les procès-verbaux des agents du fisc doivent être de simples comptes-rendus de constat, exempts d'appréciations, explicites ou implicites — celles-ci étant du domaine de ceux qui auront à se prononcer ultérieurement sur le mérite et les suites qu'il convient de donner à ces procès-verbaux.

* *

Au surplus, il a été avancé et non dénié plusieurs fois à la Chambre que les agents du fisc ont un intérêt personnel, pécuniaire, à la constatation des infractions à la loi fiscale ou mieux à la réussite des poursuites entamées

sur leur initiative. Ce système prête manifestement à l'abus. Il n'existe pas en matière judiciaire : les infractions de droit commun se recherchent et se poursuivent sans que les agents de l'autorité administrative ou judiciaire qui les ont fait connaître et éventuellement réprimer aient une part quelconque des amendes que l'Etat peut avoir à encaisser de ce chef. Il ne semble pas qu'il y ait, en matière fiscale, des raisons suffisamment graves pour maintenir un système contre lequel de continuelles critiques ne peuvent manquer de s'élever et qui justifie toutes les défiances.

Certes, le droit de grâce peut s'exercer, en matière fiscale, pour réparer les erreurs d'appréciation auxquelles des excès de zèle et même d'éventuelles malhonnêtetés de certains agents du fisc peuvent avoir conduit ; mais, il vaut mieux que les intéressés n'aient pas à escompter cette suprême ressource.

M. le Ministre des finances dispose aussi d'une autre ressource pour arriver aux mêmes fins et surtout pour atténuer dans une large mesure la rigueur des pénalités en matière fiscale : c'est le droit de transaction.

Il en use, ainsi que le faisaient déjà ses honorables prédécesseurs, avec une très grande bienveillance, sauf — la section centrale n'appréciera pas ici si c'est à tort ou à raison — en matière de distillerie clandestine ou d'importation frauduleuse.

Il en use même parfois plus largement que la jurisprudence des tribunaux et cours de justice ne semble l'y autoriser : car, il ne peut manquer d'y avoir parfois conflit entre le pouvoir judiciaire chargé d'appliquer strictement la loi, dont le texte ne laisse pas toujours apparaître l'esprit comme il conviendrait, et le ministre des finances sentant, par la pratique journalière des affaires, combien en toute matière du domaine fiscal il peut y avoir de motifs graves pour ne pas se refuser à un arrangement, à une transaction honorable.

Or, le texte même des dispositions législatives d'où résulte son droit de transiger, texte plutôt archaïque, est conçu de telle manière que l'accord ne doit pas toujours se faire facilement entre le ministre des finances, auquel l'inhumanité doit forcément répugner quand il se trouve devant certaines situations particulièrement intéressantes où serait manifestement excessive l'application pure et simple des peines (même du minimum des peines) comminées par les lois fiscales, et le pouvoir judiciaire, moins au courant des considérations qui peuvent émuouvoir le Ministre des finances — considérations auxquelles la nature même de la mission du pouvoir judiciaire commande à celui-ci de rester étranger.

Ces dispositions législatives, qui se lisent dans la loi générale du 26 août 1822 ont, en effet, la teneur que voici :

« Art. 229. Il pourra être transigé par l'Administration ou d'après son autorisation, en ce qui concerne l'amende, la confiscation, la fermeture des fabriques, usines ou ateliers, sur toutes contraventions à la présente loi et aux lois spéciales sur la perception des accises, toutes et autant de fois que l'affaire sera accompagnée de circonstances atténuantes, et qu'on pourra raisonnablement supposer que la contravention doit être attribuée plutôt à la négligence ou erreur qu'à l'intention de fraude préméditée.

» Art. 230. Toute transaction est interdite, si la contravention doit être considérée comme pouvant être suffisamment prouvée en justice et si l'on ne peut douter de l'intention de fraude préméditée. »

Il y aurait lieu, évidemment, de remanier ces dispositions, de les approprier mieux aux exigences des situations devant lesquelles le Ministre des Finances peut se trouver. Son droit de transiger devrait être absolu, sans qu'aucune contestation puisse s'élever à cet égard.

*
*

D'autre part, n'y aurait-il pas aussi quelque chose à faire pour permettre aux cours et tribunaux de tempérer, quand l'équité et l'humanité le commandent, la rigueur de la loi fiscale : 1° lorsque l'intéressé, ignorant qu'il pouvait essayer de transiger ou escomptant avec trop de présomption son acquittement, pour tenter une tentative d'arrangement, ne l'a pas fait ; 2° lorsque l'administration s'est refusée à une transaction ; 3° lorsque les conditions de la transaction qu'elle a proposée ont paru inacceptables au prétendu délinquant ou fraudeur ?

Pour résoudre cette question, il faut se rappeler : 1° que les tribunaux ne peuvent appliquer au prévenu, en matière fiscale, le bénéfice des circonstances atténuantes ; 2° qu'ils ne peuvent non plus le faire bénéficier d'un *sursis*, c'est-à-dire rendre la condamnation purement conditionnelle, tout au moins quand il s'agit d'amendes ou de l'emprisonnement subsidiaire prononcé pour le cas de défaut de règlement de l'amende. Il convient, d'autre part, de ne pas perdre de vue : 1° qu'il arrive fréquemment que le prévenu est hors d'état de payer l'amende énorme (s'élevant parfois à 10,000 fr.), à laquelle il a été condamné ; 2° qu'il y a souvent disproportion manifeste et choquante entre les peines prononcées par les tribunaux contre des délinquants de droit commun, dont les agissements délictueux ont fait scandale et même causé à d'aucuns et parfois à beaucoup un préjudice considérable — par exemple, lorsqu'il s'agit d'affaires financières véreuses, d'escroqueries, de vols d'une réelle importance — et les peines prononcées en matière fiscale, voire pour simple détention matérielle ou uniquement pour transport sans dessein de frauder la loi, sans mauvaise foi, d'une marchandise déterminée ; 3° que les auteurs de ces actes sont souvent de petites gens, dont l'amende fiscale commence la ruine ou dont l'emprisonnement — un emprisonnement toujours long — fait le déshonneur et celui des leurs.

Il semble qu'étendre aux matières fiscales les dispositions du droit commun en ce qui regarde l'admission des prévenus au bénéfice des circonstances atténuantes et du *sursis* ce serait réaliser un progrès véritable — sauf à sauvegarder convenablement les droits du Trésor de l'État et éventuellement de la caisse des administrations provinciales ou communales, en tant qu'il s'agirait purement et simplement du montant d'un droit ou d'une taxe fraudés. Le législateur seul peut réaliser ce progrès.

*
*

Les modifications à apporter à la teneur des lois fiscales actuelles sont loin d'être uniquement celles auxquelles il vient d'être fait allusion.

Un seul exemple suffit à le démontrer : malgré les principes généraux du droit, rendant chacun responsable pénalement de ses seuls agissements personnels, on voit des citoyens — tels les maris — poursuivis devant les juridictions répressives et condamnés du chef de contraventions — notamment du chef de refus d'exercice — commises par leur femme, à leur insu et même en leur absence ! De pareilles dérogations aux règles les plus élémentaires du droit pénal ne résisteraient probablement pas à une discussion publique au sein du Parlement.

Il est quantité d'autres anomalies, pour ne pas dire plus, qu'il faudrait pouvoir faire disparaître. Seulement, il serait trop long de les énumérer ici.

*
* *

Au surplus, il serait malaisé, ou tout au moins relativement imprudent de réaliser la plupart d'entre elles sans qu'une première mesure préalable ait été prise, savoir la codification des lois fiscales.

C'est aujourd'hui chose fort difficile, à qui n'est pas spécialiste consommé, que de se guider dans le fouillis de nos lois fiscales, particulièrement de celles qui règlent la matière des contributions directes et celle des droits d'enregistrement.

L'honorable M. de Smet de Naeyer, à qui l'on doit la codification des lois d'accises et celle des lois sur le fonds communal et le fonds spécial, a institué, au commencement de l'année dernière, une Commission chargée de préparer la refonte des textes innombrables, éparpillés dans une multitude de lois, qui concernent les droits d'enregistrement, de timbre, etc. (1). L'idée est fort louable ; la Commission travaille activement, dit-on, et nous ne pouvons que souhaiter de la voir produire au plus tôt une œuvre bien conçue et pratique ; mais, celle-ci ne suffira pas.

En matière de contributions directes, la dernière codification administrative date de 1871. Or, un grand nombre de lois ou de dispositions législatives insérées dans des lois ayant d'autres objets, par exemple dans une série de budgets des voies et moyens, sont intervenues depuis lors. Aussi serait-il d'une grande utilité que le Département des finances publiât une nouvelle édition, mise à jour, du Code de 1871.

Quand les codifications nécessaires seront faites, peut-être pourra-t-on répondre, plus justement que maintenant, à ceux qui prétendraient avoir enfreint la loi fiscale par ignorance — et par une ignorance contre laquelle ils ne pouvaient guère se prémunir — que « nul n'est censé ignorer la loi ». Mais, aujourd'hui, souvent, quand on leur oppose ce brocard de droit, on peut s'entendre répliquer que le législateur devrait d'abord fournir aux citoyens le moyen de connaître la loi et de la comprendre.

Il importe, d'ailleurs, d'ajouter qu'il ne suffira pas de codifier les lois existantes et de les remanier dans la mesure où on l'estimera utile. Il faudra aussi empêcher la situation, dont on se plaint aujourd'hui, de renaître et

(1) Voir au *Moniteur belge* du 27 janvier 1907, page 424, l'arrêté royal du 24 janvier.

organiser en conséquence convenablement la publicité, la classification et la codification ultérieure des dispositions législatives, arrêtés royaux, circulaires ou instructions ministérielles, décisions administratives ou judiciaires qui ne tarderont pas, si l'on n'y prend garde, à encombrer encore le domaine fiscal et à embarrasser les citoyens.

* * *

Quand on codifiera, on n'oubliera pas qu'une chose non moins indispensable serait sans doute de prendre un arrêt organique ou un règlement général déterminant l'organisation des divers services ressortissant au département des finances. Il y a bien une multitude d'arrêtés ministériels, dont chacun a pour objet une certaine branche d'administration ou un certain groupe de personnel, mais c'est tout. C'est évidemment trop peu, — aussi bien pour le Parlement que pour le Département des finances et pour le public. Il faut souhaiter que la lacune existant de ce côté soit comblée à bref délai.

* * *

Le chapitre III du budget (*administration des contributions directes, douanes et accises dans les provinces*) a encore donné lieu aux observations suivantes :

Tout d'abord, il semble hautement désirable que les contribuables voyent plus nettement qu'aujourd'hui si les contributions directes dont ils sont frappés sont perçues pour l'État, pour la province ou pour la commune. Il se produit actuellement à cet égard, dans l'esprit de beaucoup d'entre eux, une confusion provenant de ce que les contributions perçues au profit de l'État, au profit de la province et au profit de la commune, se trouvent confondues sur une même feuille de contributions. Beaucoup de contribuables, peu habitués à détailler des documents de l'espèce, ne fixent guère leur attention que sur la somme qui y est indiquée comme étant, en fin de compte, celle qu'ils ont à acquitter. Et, si elle augmente d'année en année, ils ignorent souvent à qui — État, province ou commune — incombe la responsabilité de cette augmentation.

Il en serait tout autrement si ces diverses sortes de contributions étaient portées sur des feuilles distinctes, surtout si celles-ci étaient de couleurs différentes : toute erreur deviendrait impossible chez le contribuable sur le point précité.

Il ne faut, pour qu'il en soit ainsi, qu'un ordre de M. le Ministre des Finances et, d'après les renseignements parvenus à la section centrale, il n'en résulterait aucune complication ni difficulté administratives.

La section centrale exprime, en conséquence, le vœu que cette réforme soit effectuée de suite et déjà pour l'exercice 1908 — du moins à titre d'essai dans certaines provinces, si M. le Ministre des Finances croyait préférable de ne pas généraliser du premier coup la mesure que préconise la section centrale.

*

Les lois de douanes et d'accises peuvent être envisagées sous le rapport de leur effet sur le rendement de l'impôt. A ce point de vue, elles relèvent du budget des voies et moyens.

Mais, elles peuvent l'être aussi en ce qui regarde leur action sur la marche du commerce et surtout de l'industrie, à raison des facilités, de l'aide ou des entraves qu'elles leur apportent. A cet égard, elles relèvent du budget des finances.

Il a paru très utile de montrer à la Chambre et au pays combien, depuis 1884, a été constant le souci du Gouvernement de contribuer efficacement, par d'incessantes initiatives législatives ou d'ordre administratif, à assurer la prospérité de notre commerce et de notre industrie. D'où les tableaux ci-dessous :

Relevé de mesures prises, en matière de douane, dans l'intérêt de l'industrie et du commerce, depuis le mois de juin 1884.

Arrêté royal du 4 décembre 1884.

Admission au régime de la franchise temporaire des droits d'entrée des toiles cirées destinées à être imprimées et converties en tapis pour l'exportation.

Loi du 11 juin 1887.

Libre importation de l'acide acétique destiné à des usages industriels.

Arrêté royal du 18 novembre 1887.

Admission des viandes fraîches congelées au régime de l'entrepôt fictif.

Arrêté royal du 3 septembre 1888.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Charleroi.

Loi du 30 juillet 1889.

Réduction du minimum des quantités de vins, liquides alcooliques et liqueurs, admises à l'entrée et à la sortie des entrepôts publics.

Loi du 30 janvier 1892.

Autorisation pour le Gouvernement de frapper de surtaxes les produits primés à l'exportation dans les pays d'origine.

Arrêté royal du 2 octobre 1892.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Alost.

Loi du 12 juillet 1895.

Loi portant, notamment :

Exemption du droit de fanal pour les navires de mer ;

Suppression des droits d'entrée sur le cacao en fèves, les pelures et le beurre de cacao ; — le vieux fer, le fer-blanc (fer étamé) non ouvré, les peaux de chèvre et de mouton tannées en croûte et de chevreau mégies en croûte ;

Réduction notable des droits d'entrée sur les bois de construction et d'ébénisterie autres que de chêne et de noyer, en grume ou non sciés et sciés de 5 centimètres et moins d'épaisseur ; — les fils de coton et les fils de laine ; — la fonte brute ; — l'acier fondu dégrossi ; — les tissus de coton et les tissus de laine ; — les fanons de baleine coupés ou apprêtés, y compris les baleines factices en corne, etc. ; — les bobines en bois servant à enrouler les fils à coudre pour la vente au détail ; — les apprêts pour fleurs artificielles, tels que : areignes, bruyères en bandes, calices, fils raides, pistils, ovaires, tubes en étoffe et en caoutchouc, etc.

La loi du 12 juillet 1895 a donné, en outre, au Ministre des Finances le pouvoir de ranger, dans l'intérêt de l'industrie, parmi les *Produits divers pour l'industrie*, imposables à raison de 5 p. c. *ad valorem*, les articles classés sous la rubrique *Mercerie et Quincaillerie* — passibles du droit de 15 p. c. *ad valorem* (actuellement 15 p. c.) — et nécessaires au parachèvement d'autres produits.

Cette mesure a été appliquée aux marchandises désignées ci après, savoir :

Accessoires en carton pour la cordonnerie, tels que contreforts, cambrures, avant-bouts, etc. (Arrêté du 22 mai 1896, R. 2362);

Accessoires en cuir destinés à la garniture d'objets de vannerie (Décision du 16 juillet 1895, R. 2313);

Accessoires (petits) en métal commun destinés à la confection des bretelles, jarretières, jarretelles et porte-chaussettes, à l'exclusion des œillets et des boucles à ardillons ou avec porte-mousqueton (Arrêté du 10 juillet 1905, R. 2781);

Accessoires pour épingles de cravate, composés d'une lamelle de verre à laquelle adhère une pellicule de nacre recouverte de dessins et d'inscriptions. (Arrêté du 13 septembre 1897, R. 2445);

Agrafes-fermoirs en tôle estampée pour ceintures (Arrêté du 10 juillet 1905, R. 2781);

Anneaux avec raccords en os, servant au montage des sucettes (Arrêté du 2 mars 1896, R. 2353);

Bandes tordues en papier destinées à remplacer les cordes, les ficelles, les fils doublés, etc., dans les industries de la bonneterie, de la passementerie, de la reliure, etc. (Arrêté du 14 décembre 1898, R. 2517);

Boules en celluloïd destinées à la confection de peignes, épingles, etc. (Arrêté du 3 avril 1907, R. 2845);

Coulants et boucles-fermoirs destinés à la confection des chaussures (Arrêté du 7 octobre 1897, R. 2448);

Capsules en bois pour collage des bouchons, raccords en bois, os ou porcelaine et rondelles en os et en porcelaine, servant au montage des biberons (Arrêté du 2 mars 1896, R. 2353);

Capsules en étain, en plomb ou en alliage d'étain et de plomb, servant à la fermeture de bouteilles, de pots ou d'autres récipients (Arrêté du 9 novembre 1895, R. 2342);

Cartes en gélatine destinées à la fabrication d'images (Arrêté du 26 juillet 1905, R. 2782);

Chevilles en bois pour la confection des chaussures (Arrêté du 15 mars 1907, R. 2814);

Embouts en métal commun pour buses de corsets et laçures ou ressorts de toilette (Arrêté du 13 mars 1907, R. 2814);

Fermoirs, avec ou sans encadrement, en métal, en métal et os, etc., pour couvertures de livres (Arrêté du 25 novembre 1898, R. 2510);

Fermoirs à pression pour cravates (Arrêté du 10 juillet 1905, R. 2781);

Ferrets en métal commun pour lacets (Arrêté du 10 juillet 1905, R. 2781);

Feuilles ou plaques de mica découpées pour la garniture de poêles, d'abat-jour, d'éventails, etc. (Décision du 16 juillet 1895, R. 2313);

Formes de boutons et de passementeries en bois (Arrêté du 7 octobre 1897, R. 2448);

Menus objets consistant en estampes, bâtes découpées et paillettes en métal, destinés à la confection d'ornements pour modes (Arrêté du 24 décembre 1895, R. 2347);

Mines pour fabrication des crayons (Arrêté du 21 août 1896, R. 2379);

Montures d'éventails (Arrêté du 24 décembre 1895, R. 2347);

Petits ornements en métal brillanté servant à la garniture de peignes (Arrêté du 26 mai 1900, R. 2574);

Petits ornements en métal destinés à être incrustés dans les plaques en corne, en celluloïd, etc., servant à la confection de porte-monnaies, de couvertures de livres ou d'autres objets analogues. (Arrêté du 31 janvier 1898, R. 2468);

Petits tubes en bois servant au montage des ballons-musique (Arrêté du 2 mars 1896, R. 2353);

Poignées ou manches en bois destinés à la confection de cordes à sauter (Arrêté du 6 février 1901, R. 2612);

Procédés pour queues de billards (Arrêté du 3 avril 1907, R. 2845);

Roues en liège destinées à polir le verre (Arrêté du 9 novembre 1895, R. 2342);

Tiges en carton pour galoches (Arrêté du 25 mai 1898, R. 2489);

La même loi a, entre autres mesures édictées dans l'intérêt de l'agriculture établi des droits d'entrée sur le beurre, la margarine et les avoines; le droit d'entrée sur le beurre a eu pour conséquence de favoriser la constitution des laiteries coopératives.

En outre, la dite loi a créé des droits d'entrée sur les farines et le malt, pour compenser les primes d'exportation accordées pour ces produits dans les pays étrangers.

Arrêté royal du 12 juillet 1895.

Admission de l'avoine et des farines au régime de l'entrepôt fictif.

Arrêté royal du 11 septembre 1895.

Autorisation d'enlever temporairement, en franchise partielle des droits d'entrée, des verges d'acier destinées à être converties en fils galvanisés ou non, en clous dits pointes de Paris ou en ronces artificielles pour l'exportation.

Circulaire du 20 septembre 1895.

Autorisation de restituer les droits perçus sur les colis postaux non remis au destinataire et réexpédiés à l'étranger.

Arrêté royal du 25 septembre 1895.

Admission du saindoux artificiel au régime de l'entrepôt fictif.

Arrêté royal du 22 septembre 1896.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Tirlemont.

Arrêté royal du 3 novembre 1896.

Eulèvement temporaire de l'entrepôt public, en franchise *partielle* des droits d'entrée, des fils de coton simples, écrus, destinés à être retordus pour l'exportation.

Circulaire du 7 novembre 1896.

Importation, en franchise *partielle*, des droits d'entrée, des fils de coton destinés à être convertis en tissus pour l'exportation.

Loi du 30 décembre 1896.

La loi du budget des voies et moyens pour l'exercice 1897 porte réduction du droit d'entrée sur les poutres sciées.

L'article 1^{er} de cette loi a autorisé le Ministre des Finances à ranger dans la catégorie des *produits divers pour l'industrie* — passibles du droit de 5 p. c. *ad valorem* — les articles imposés sous une autre rubrique du tarif des douanes, à raison d'un droit plus élevé, et qui sont destinés à être adaptés à des machines, mécaniques ou outils, ou à servir d'accessoires à ces appareils.

Cette mesure a été appliquée aux marchandises désignées ci-après, savoir :

Bandes en tissu de laine pour presses à filtrer (1) (Arrêté du 10 décembre 1898, R. 2514);

Boyaux en feutre, destinés au garnissage des machines à mouler les briques (Arrêté du 31 octobre 1901, R. 2639);

Feutres destinés à la fabrication d'accumulateurs électriques (2) (Arrêté du 26 avril 1899, R. 2536.)

Manchons en laine, en coton ou en cuir, destinés au garnissage des cylindres de métiers à filer ou à peigner (Arrêtés des 6 juillet 1897 et 4 mars 1898, R. 2426 et 2470);

Segments en cuir pour peigneuses (Arrêté du 4 mars 1898, R. 2470);

Tissus de coton imprégnés de créosote ou d'une huile lourde provenant de la distillation du pétrole, utilisés pour le travail des pâtes aux filtres-presses dans les fabriques de faïence et de porcelaine (Arrêté du 15 février 1899, R. 2527);

Tissus de laine feutrés pour fabriques de faïence et de porcelaine (3) (Arrêté du 6 septembre 1899, R. 2546);

Tissus de laine dit *roller cloth*, destinés au garnissage de cylindres de machines (3) (Arrêté du 6 juillet 1897, R. 2426);

(1) Les importateurs doivent justifier, à la satisfaction des agents de la douane, que ces tissus sont réellement destinés à l'usage indiqué.

(2) Les importateurs doivent justifier, à la satisfaction des agents de la douane, que ces tissus sont réellement destinés à l'usage indiqué.

(3) Les importateurs doivent justifier, à la satisfaction des agents de la douane, que ces tissus sont réellement destinés aux usages indiqués.

Tissus feutrés (1) et manchons en tissus feutrés, pour papeteries (Arrêté du 6 juillet 1897, R. 2426);

Tresses de coton ou de lin, pour broches de filature, pour métiers Jacquart ou destinées à d'autres usages industriels (Arrêté du 6 juillet 1897, R. 2426).

Arrêté royal du 5 mai 1897.

Réduction du minimum des quantités de vins admises à l'entrée et à la sortie des entrepôts particuliers.

Arrêté royal du 7 juin 1897, remplaçant celui du 22 octobre 1883.

Admission au régime de la franchise temporaire des droits d'entrée des tabacs destinés à la fabrication de cigares pour l'exportation.

Loi du 9 août 1897.

Suppression des droits d'entrée sur les thés. — Interdiction de l'importation, de la fabrication, du transport, de la détention et de la vente de saccharine et des produits renfermant de la saccharine ou des substances similaires.

Loi du 19 août 1897.

Cette loi autorise la concession d'entrepôts particuliers et d'entrepôts fictifs dans une zone s'étendant à 2,500 mètres environ de l'hôtel de ville de Bruxelles, sur le territoire des communes qui ont contribué à la formation du capital de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles.

Loi du 28 décembre 1897.

La loi du budget des voies et moyens pour l'exercice 1898 modifie les droits d'entrée sur la crème et le lait, les raisins frais écrasés, les montres et fournitures pour montres et les dentelles, et autorise le Gouvernement à établir un droit de 5 p. c. de la valeur, ou un droit spécifique équivalent, sur les éthers, le chloroforme, le collodion, le chloral hydraté, l'iodure d'éthyle et les autres produits analogues préparés à l'aide de l'alcool et dont celui-ci a été éliminé au cours de la fabrication.

Arrêté royal du 1^{er} mars 1898.

Admission des tubes en fer au régime de l'entrepôt fictif.

Circulaire du 12 décembre 1898.

Autorisation d'importer les objets de valeur par la voie de la poste.

(1) Les importateurs doivent justifier, à la satisfaction des agents de la douane, que ces tissus sont réellement destinés aux usages indiqués.

Loi du 29 décembre 1899.

La loi du budget des voies et moyens, pour l'exercice 1900, autorise l'admission en franchise des droits, aux conditions à déterminer par le Ministre des finances, des matériaux servant à la construction, à l'armement, au grément et à l'ameublement des navires et bateaux, non exemptés des droits d'entrée par le tarif des douanes.

Cette loi supprime ou réduit les droits d'entrée sur les eaux distillées, la caséogomme ou caséine préparée à l'aide d'alcalis pour des usages industriels, les peaux et plumes d'oiseaux, les fleurs en faïence ou en porcelaine destinées à la confection des couronnes mortuaires, le jus d'épine-vinette pur.

10 janvier 1900.

Construction d'un nouvel entrepôt public, à Bruxelles.

Arrangement du 7 avril 1900.

Nouvel arrangement entre la Belgique et l'Allemagne pour le règlement du trafic des fabriques à la frontière belge-allemande.

Novembre 1900

Publication d'une nouvelle édition du Tarif officiel des douanes, comprenant un résumé des principales dispositions de la législation des douanes, le répertoire général des marchandises avec notes explicatives, le tableau des droits d'entrée et un appendice composé de divers tableaux indiquant les attributions des bureaux, des succursales de bureaux et des entrepôts de douane.

Loi du 31 décembre 1900.

La loi du budget des voies et moyens pour l'exercice 1901 établit un régime de faveur pour le moût de vin stérilisé et porte exemption des droits d'entrée pour les rouleaux-compresseurs à vapeur servant au cylindrage de l'empierrement des routes.

Circulaire du 15 mars 1901.

Admission au régime de l'entrepôt fictif des tubes de fer ou d'acier sans distinction, y compris les manchons, même importés isolément, qui constituent des accessoires de tubes.

Arrêté royal du 9 octobre 1901.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Ath.

Loi du 30 décembre 1901.

La loi du budget des voies et moyens pour l'exercice 1902 porte :
Suppression des droits d'entrée sur les bois de fusil et les pierres à feu.

Réduction de 30 à 15 francs les 100 kilogrammes des droits afférents aux peaux de mouton dites « peaux paille ».

Exemption des droits d'entrée de divers produits appartenant à la classe des *parfumeries*

Loi du 19 mai 1902.

Loi déterminant le régime douanier applicable dans certains cas spéciaux. Autorisation de frapper d'une surtaxe les produits primés à l'exportation dans les pays d'origine.

Loi du 27 décembre 1902.

La loi du budget des voies et moyens pour l'exercice 1903 porte :

Assimilation des fils de laine dits « fils mixtes » aux fils de laine peignée en ce qui concerne l'application du tarif des douanes.

Établissement d'un droit de 5 francs par 100 kilogrammes sur l'acide carbonique liquéfié.

Dispense du paiement de l'amende et des droits ou de la valeur en cas de perte de marchandises expédiées en transit.

Loi du 18 février 1903.

Suppression du droit d'entrée sur le café non torréfié. Réduction de 15 à 10 francs les 100 kilogrammes du droit d'entrée sur le café torréfié.

Circulaire du 14 mai 1903.

Autorisation de restituer les droits acquittés par les administrations de chemins de fer sur les marchandises non remises au destinataire et renvoyées à l'étranger.

Arrêté royal du 25 juin 1903.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Saint-Nicolas.

Loi du 21 août 1903.

Nouvelle législation des droits d'entrée sur les sucres : Diminution des droits sur les sucres, les sirops et mélasses, le cacao préparé et les conserves alimentaires au sucre. Suppression des droit d'entrée sur les betteraves.

Arrêté royal du 26 août 1903.

Établissement d'une surtaxe sur les sucres importés de l'étranger.

Loi du 28 décembre 1904.

La loi du budget des voies et moyens pour l'exercice 1905 porte : Libre entrée des peaux d'oiseaux décolorées, blanchies ou teintées, non autrement apprêtées ni montées, et des plumes d'oiseaux simplement dégraissées, décolorées, blanchies ou teintées, non raclées. Fixation d'un droit d'entrée de 12 francs les 100 kilogrammes, poids brut, (en remplacement du droit de 15 p. c. *ad valorem*) sur la moutarde préparée.

Loi du 16 juin 1905.

Loi approuvant le traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891 conclu le 22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne.

Libre entrée de certains fils d'acier employés à la confection des montures de parapluies ou de parasols, ainsi qu'à la confection de garnitures de cartes.

Réduction au droit de 5 francs les 100 kilogrammes (représentant dans l'espèce 1.15 p. c. *ad valorem*) du droit de 40 p. c. *ad valorem* afférent aux tôles ou feuilles en aluminium découpées en rond ou suivant croquis.

Réduction de droits en ce qui concerne les objets rangés parmi la *mercerie et quincaillerie*.

Arrêté ministériel du 8 novembre 1905.

Dispense de remplir les formalités douanières prescrites pour la détention et la circulation du bétail par arrêté royal du 26 juin 1887, R. 2029, dans la partie du rayon s'étendant à plus de 2,500 mètres de la frontière allemande.

Loi du 30 décembre 1905.

La loi du budget des voies et moyens pour l'exercice 1906 porte :

Réduction au taux de 5 francs les 100 kilogrammes du droit d'entrée sur les bananes en régime ou détachées de leur tige ;

Admission au droit réduit de 5 p. c. *ad valorem* des boutons en porcelaine pour la fabrication des bouchons mécaniques ;

Libre entrée des tissus caoutchoutés, doublés ou non de feutre, spécialement fabriqués pour la confection de rubans de cartes.

Mars 1906.

Publication d'une nouvelle édition du Tarif des douanes.

Loi du 1^{er} mars 1906.

Loi approuvant le traité de commerce et de navigation conclu, le 12 février 1906, entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie.

Arrêté royal du 25 mai 1906.

Création d'un bureau des douanes à Zeebrugge.

Circulaire du 17 juillet 1906.

Extension du régime de l'admission en franchise partielle des droits d'entrée aux verges d'acier devant servir à la fabrication de grillages ou treillages pour l'exportation.

Loi du 21 décembre 1906.

Loi approuvant la Convention de commerce conclue, le 5 juin-25 mai 1906, entre la Belgique et la Roumanie.

Loi du 24 décembre 1906.

La loi du budget des voies et moyens pour l'exercice 1907 porte :

Réduction à 1 franc les 100 kilogrammes des droits d'entrée de 2 francs et 3 francs les 100 kilogrammes sur les fils d'acier, clairs et galvanisés, d'un diamètre inférieur à 5 millimètres et d'une résistance de 120 kilogrammes au moins par millimètre carré, destinés à la fabrication des câbles et des cordes;

Conversion en un droit de 3 francs les 100 kilogrammes du droit de 5 p. c. *ad valorem* sur le liège moulu, aggloméré avec d'autres matières sous forme de briques, carreaux, panneaux, planches, coquilles pour revêtement de tuyaux et autres objets de même composition destinés à la construction ou à des usages industriels.

Arrêté royal du 11 mars 1907.

Conversion en droits spécifiques des droits *ad valorem* sur les bougies, les carreaux pour pavement et constructions de toute espèce, en faïence ou porcelaine, et les tissus de jute écrus, purs ou mélangés, unis ou croisés.

Arrêté royal du 12 août 1907.

Conversion en droits spécifiques du droit *ad valorem* afférent aux « tissus de laine pesant moins de 200 grammes par mètre carré ».

Loi du 23 décembre 1907.

La loi du budget des voies et moyens pour l'exercice 1908 porte :

Réduction des droits d'entrée sur :

1° Les pièces de bois sciées sur les quatre faces mesurant au moins 0^m.25 × 0^m.25 d'équarissage ;

2° Les fils d'acier pour la confection de montures de parapluies ou de parasols importés en rouleaux ;

3° Les tubes, tuyaux et raccords en fer ou en acier recouverts d'une enveloppe enduite de goudron ou d'asphalte.

Mesures prises depuis 1894 par le Gouvernement et qui ont eu pour résultat d'encourager ou de favoriser celles de nos industries dont les produits sont soumis à l'accise.

BIÈRES ET VINAIGRES.

En vertu de la loi du 2 août 1822, l'accise sur la fabrication des bières était perçue exclusivement d'après la capacité de la cuve-matière. Sous le ministère de M. Beernaert, la loi du 20 août 1883 a établi un second mode d'imposition basé sur la quantité de farine déclarée. Les brasseurs avaient le choix de travailler sous l'un ou l'autre de ces régimes.

Les lois suivantes ont ultérieurement modifié et amélioré le régime existant :

Loi du 20 mai 1898. exemptant de tout droit d'accise la fabrication des vinaigres de pommes, de poires ou de miel indigène.

Loi budgétaire du 31 décembre 1900, simplifiant les dispositions légales relatives à la perception de l'accise sur les bières et vinaigres. Les dispositions de détail que cette loi contient facilitent à la fois le travail des brasseurs et la surveillance des agents des accises.

Loi budgétaire du 31 décembre 1901, stipulant en son article 4 que l'accise sur la fabrication des bières sera perçue, à partir du 1^{er} janvier 1904, exclusivement d'après la quantité de farine déclarée. Cette disposition a eu pour conséquence de faire disparaître le mode d'imposition d'après la capacité de la cuve-matière, lequel laissait moins de latitude dans le travail aux brasseurs.

En vertu du même article, les dispositions de la législation sur les bières et vinaigres restant en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1904 ont été codifiées : il en est résulté une grande facilité, non seulement pour les brasseurs et pour les agents de l'Administration, mais en outre pour les personnes qui désirent ou qui par état doivent consulter cette législation.

ACIDE ACÉTIQUE.

Arrêté royal du 14 mars 1903, réduisant le taux du droit d'accise sur la fabrication de l'acide acétique.

EAUX-DE-VIE.

La loi du 15 avril 1896 a substitué à l'impôt d'après la contenance, l'impôt d'après les quantités de flegmes ou alcools produites. Cette loi a assuré à la distillerie : 1° une plus grande stabilité de l'impôt, qui ne varie plus d'année en année; 2° une plus grande liberté de travail; 3° une diminution très sensible des frais généraux; 4° l'amélioration de la qualité des produits; 5° la suppression des excédents de rendement, indemnes de droits, qui rendaient impossible la lutte des petits contre les grands distillateurs; 6° le moyen de lutter plus favorablement sur les marchés d'exportation; 7° la faculté de produire a) du levain employé en distillerie, b) de la levure de boulangerie, dont nous étions

tributaires vis-à-vis de l'étranger. Pour apprécier l'importance de cette dernière mesure, il suffit de dire, d'une part, que pendant l'année 1896 on a importé de l'étranger 16,787,652 kilogrammes de levure, alors qu'en 1907 l'importation n'a plus atteint que 320,521 kilogrammes ; d'autre part, que la fabrication, qui était nulle en 1896, s'est élevée en 1907 à 10 millions de kilogrammes, dont 1,912,155 kilogrammes ont été exportés à l'étranger.

La loi autorise, en outre, le Gouvernement à accorder la décharge totale ou partielle des droits pour les alcools destinés à des usages industriels. Les industries admises jusqu'à ce jour à bénéficier de cette décharge sont les suivantes : fabrication des éthers, de la soie artificielle, des vernis, du vinaigre ; dorure des cadres ; épuration et lavage des huiles brutes ; gazage des ficelles ; fabrication de peptones à l'aide de levures de brasseries ; fabrication de feutres et chapeaux, de fulminate de mercure, de produits pharmaceutiques ou chimiques d'où l'alcool est entièrement éliminé au cours de l'opération ; fabrication des simili-cuirs, de collodion utilisé dans l'usine même, d'ouates antiseptiques et médicamenteuses, de couleurs d'aniline, de fleurs artificielles, de savons transparents, du tannin, de produits pyrotechniques et de poudre sans fumée. Cette même décharge est accordée aux préparations anatomiques ou scientifiques dans les établissements supérieurs d'enseignement.

La *loi budgétaire du 27 décembre 1902* accorde aux distillateurs, à son article 7, des facilités pour l'apurement de leur compte de crédit.

La *loi budgétaire du 28 décembre 1904* décrète, à son article 8, des mesures complémentaires destinés à empêcher l'emploi clandestin d'appareils de distillerie.

Les *arrêtés royaux des 2 août 1898, 23 mars 1899 et 16 mai 1903* accordent une décharge supplémentaire de l'accise, pour perte à la rectification, sur les alcools et les eaux-de-vie rectifiés lorsqu'ils sont exportés ou dénaturés pour des usages industriels avec exemption total des droits.

GLUCOSES, MALTOSE, SIROPS ET SUCRE INVERTI.

Loi du 19 mai 1898, remplaçant l'impôt à la contenance par l'impôt au rendement. Cette loi permet un travail plus rationnel et moins onéreux, met en concordance les droits sur les glucoses avec ceux établis sur les bières, autorise l'exportation des glucoses avec décharge de l'accise et accorde la décharge des droits pour les glucoses dénaturées destinées à des usages industriels non alimentaires. La loi autorise, en outre, la fabrication du maltose et du sucre interverti, ce dernier en exemption partielle de l'impôt.

Arrêté royal du 27 juillet 1898, accordant une déduction pour perte à la fabrication des glucoses.

Arrêté royal du 8 décembre 1903, accordant une décharge de 5 francs par 100 kilogrammes de sucre employé à la fabrication du sucre interverti et une décharge de 15 francs par 100 kilogrammes d'extrait sec contenu dans le sucre interverti destiné à l'exportation.

MARGARINE.

Loi du 12 juillet 1895, établissant, à ses articles 5 à 10, un droit d'accise sur la margarine. Cette mesure a eu pour effet de donner un essor remarquable à la laiterie et de créer dans le pays, au profit de la classe ouvrière, l'industrie de la margarine (qui constitue un aliment très sain).

SUCRES.

Convention internationale signée à Bruxelles le 23 mai 1902. Cet accord, réalisé après plusieurs tentatives infructueuses faites pendant une vingtaine d'années, a eu pour conséquence de faire disparaître le système des primes à la production et à l'exportation des sucres et a remplacé l'industrie et le commerce de ce produit sous l'empire des lois économiques générales.

Loi du 21 août 1903. Cette loi, modifiant le régime ancien de l'impôt au rendement présumé, fixe, conformément aux stipulations de la Convention précitée, la perception du droit sur la base du rendement réel et réduit de fr. 51.15 à 20 francs, par 100 kilogrammes, le droit d'accise pour toutes les espèces de sucres uniformément. La loi, soumet, en outre, les fabriques et les raffineries au régime d'entrepôt; autorise le Gouvernement à accorder la décharge de l'accise sur les sucres et les sirops destinés à des usages industriels ou à l'alimentation du bétail; rend l'obligation de garantir les droits moins onéreuse et détermine des mesures rigoureuses en vue d'empêcher l'importation, la fabrication, le transport, la détention et la vente de la saccharine et de produits similaires.

Arrêté royal du 21 août 1903, accordant la décharge totale des droits d'accise pour les sucres employés à la fabrication de conserves de légumes, de confitures, de gelées ou de sirops de fruits, de lait condensé et de farine lactée, ainsi que pour les sucres et sirops de raffinage destinés à des usages industriels ou à l'alimentation du bétail.

TABACS.

Loi du 17 avril 1896, modifiant le régime fiscal des tabacs. Cette loi supprime l'impôt à la culture et les formalités qu'entraînait ce système, fixe un droit d'accise de 15 francs par 100 kilogrammes sur les tabacs étrangers non fabriqués et sur les tabacs indigènes séchés, stipule l'exonération complète de l'accise en ce qui concerne le tabac récolté par le planteur pour sa consommation domestique, augmente la protection dont jouit le tabac indigène, admet les tabacs au régime de l'entrepôt particulier et de l'entrepôt fictif.

Loi budgétaire du 28 décembre 1897, fixant, à son article 4, la décharge applicable, du chef de dessiccation, aux tabacs déposés en entrepôt particulier.

Loi budgétaire du 31 décembre 1900, autorisant le Ministre des finances à accorder, en ce qui concerne les tabacs étrangers en feuilles, séchés artificiellement, une décharge supérieure à celle fixée par la loi du 28 décembre 1897 précitée.

VINS.

Loi budgétaire du 30 décembre 1896, réduisant, entre autres, à 20 francs par hectolitre le droit d'accise sur les vins importés autrement qu'en bouteilles, afin de mettre ce produit à la portée des classes laborieuses.

*
* *

A ce double relevé des mesures prises, en matière de douane et d'accise, dans l'intérêt de l'industrie et du commerce, il importe d'ajouter le suivant, pour raisons de connexité :

Mesures prises en ce qui regarde le régime du fonds communal.

La loi du 30 décembre 1896 a fait intervenir dans le calcul de la répartition du fonds communal, outre l'ancienne base de l'aisance présumée, le chiffre de la population des communes. Pour justifier ce changement à l'état antérieur des choses, il a été dit que, à raison de la nature des recettes du fonds communal, la contribution de chaque commune dans l'alimentation de ce fonds dépend à la fois des deux éléments précités.

En outre, il a été attribué, à partir de 1896, à chaque commune, à titre de minimum de quote-part, une somme égale à celle touchée en 1895. Quant à l'excédent, il est réparti chaque année d'après le chiffre de la population.

La loi du 26 décembre 1904 a garanti aux communes, comme minimum à distribuer, la somme répartie en 1903, augmentée suivant une progression annuelle de 700,000 francs.

La loi du 29 septembre 1906 a maintenu le principe du minimum, mais en stipulant que, à partir de l'année 1906 et jusqu'en 1913, la partie des revenus du fonds communal distribuée aux communes ne peut être inférieure à la somme répartie en 1905, augmentée suivant une progression annuelle calculée, à raison de 10 centimes par habitant, sur le chiffre de population qui sert de base à la répartition.

*
*
*

Il a été indiqué ci-dessus dans quels cas la décharge, totale ou partielle, des droits est accordée aux alcools destinés à des usages industriels. Il est nécessaire de revenir sur cette question.

Déjà plus d'une fois et à bon droit, elle a retenu l'attention du Parlement. Elle a retenu déjà aussi celle de diverses sections centrales chargées de l'examen du budget des finances.

C'est ainsi, que dans le rapport de celle qui eût à examiner ce budget pour l'exercice 1902, se rencontre le passage que voici :

« La question de la dénaturation de l'alcool a été soulevée à la 5^e section et reprise par la section centrale.

» La question suivante a été posée à M. le Ministre des Finances.

QUESTION.

» Où en sont les études pour la dénaturation de l'alcool ?

RÉPONSE.

» L'autorisation de faire usage d'alcool dénaturé, avec exemption partielle ou totale de l'accise, a été accordée, sauf de très rares exceptions, aux industriels qui en ont fait la demande.

» La question de la dénaturation des alcools destinés au chauffage et à l'éclairage n'a pas été perdue de vue. Le Gouvernement suit attentivement les études poursuivies à ce sujet en France et en Allemagne. De son côté, il a fait procéder à des expériences qui ont établi que, dans la situation actuelle, l'usage de l'alcool dénaturé serait moins économique en Belgique que celui du pétrole.

» Si en France et en Allemagne la consommation de l'alcool à brûler a pris quelque développement, c'est grâce surtout aux droits de douane élevés qui frappent le pétrole dans ces pays. »

Le rapport poursuit :

« La section centrale constate avec satisfaction que le Gouvernement continue à se préoccuper de la question de la dénaturation de l'alcool. Elle se demande, cependant, si la Belgique n'est pas restée en arrière des pays voisins. Il semble en effet que des progrès importants ont été réalisés en France et en Allemagne et que dans ces deux pays l'usage de l'alcool dénaturé a pris une grande extension tant pour l'éclairage que pour le chauffage.

» C'est ce que constate, dans un rapport fait par lui à la séance du 8 janvier dernier à la Société centrale d'agriculture, M. Everard, secrétaire de cette société.

» Ce rapport signale les mesures prises par les Gouvernements français et allemand et appelle sur ces mesures l'attention du Gouvernement belge. Nous ne pouvons que nous associer aux vœux exprimés par la Société d'agriculture de voir le Gouvernement s'inspirer, dans la plus large mesure possible, de l'exemple des pays voisins. Ces pays n'ont pas attendu pour favoriser l'usage de l'alcool dénaturé que le véritable dénaturant soit trouvé et ils

sont arrivés cependant à d'excellents résultats sans avoir à se plaindre des fraudes que l'on redoute en Belgique.

» Pourquoi ne pourrions-nous arriver aux mêmes résultats? »

Des renseignements recueillis par la section centrale chargée de l'examen du budget des finances pour l'année 1908 il semble résulter que les études de l'administration sont restées au point où elles en étaient quand fut faite à sa devancière la réponse consignée ci-dessus. En tout cas, la manière de voir de l'administration n'apas changé : celle-ci ne paraît croire ni à la possibilité actuelle de la dénaturation de l'alcool sans régénération possible, ni à la généralisation de l'emploi de l'alcool dénaturé pour l'éclairage, à cause du prix de revient de la lumière et parce que la lampe voulue n'est pas encore trouvée — selon elle.

Cela étant, la section centrale ne peut guère, à son tour, que faire siens les vœux de la section centrale qui eut à examiner le budget des finances pour 1902 et qu'insister pour que ces vœux soient bientôt suivis d'effet.

En attendant, elle croit rendre service à l'administration des finances en lui rappelant que, en France, la Chambre vient d'instituer une Commission d'enquête dont la mission est de rechercher les moyens d'étendre les emplois industriels et domestiques de l'alcool et que cette Commission a établi comme suit, sous forme de questionnaire, le canevas de ses travaux — reproduit d'ailleurs ici à titre purement documentaire :

I

« 1. — Emplois industriels et domestiques de l'alcool : automobilisme, éclairage, chauffage, usage de l'alcool comme dissolvant, etc...

» 2. — Avantages et inconvénients de l'emploi de l'alcool pur ou carburé.

Différents modes de carburation de l'alcool.

3. — Résultats obtenus en France et à l'étranger.

4. — Progrès techniques à réaliser.

II

» 5. — Prix de l'alcool pur ou carburé, suivant les divers usages industriels ou domestiques auxquels il est employé.

6. — Comparaison de l'alcool, au point de vue du prix de revient, avec le pétrole et les essences.

7. — Coût minimum de production de l'alcool industriel.

8. — Procédés et frais de dénaturation.

9. — Formalité de régie. Frais de transport des alcool dénaturés.

III

» 10. — Moyens proposés pour abaisser le prix de l'alcool dénaturé et en assurer la fixité.

a) Association des producteurs,

b) Prime,

- c) Dénaturation obligatoire d'une partie des alcools de rectification,
- d) Monopole de la vente en gros des essences et des alcools dénaturés. »

* * *

Ce document français, d'ordre législatif, n'est pas le seul analogue, venant de nos voisins du Sud, sur lequel il soit peut-être utile d'attirer l'attention.

C'est le cas encore pour le projet de loi dont le ministre français des finances vient de saisir le Parlement et qui a pour objet le recensement et l'évaluation de la propriété non bâtie.

En effet, chez nous comme en France, la question de l'évaluation de la propriété non bâtie, au point de vue fiscal, est d'actualité.

Certes, elle ne se présente pas de même façon et avec un caractère absolument pareil dans les deux pays. Cependant, ce n'est pas non plus de façon tout-à-fait différente.

C'est pourquoi la Chambre peut avoir intérêt à connaître la teneur du projet de loi français sur la matière.

La voici :

Projet de loi sur le recensement et l'évaluation de la propriété non bâtie.

Article premier. — Dès la promulgation de la présente loi, il sera procédé au recensement de toutes les propriétés non bâties avec évaluation de leur valeur locative.

Art. 2. — Un mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture des opérations dans chaque commune, il sera adressé à chaque propriétaire foncier un avis indicatif de la contenance totale des immeubles figurant à son compte à la matrice cadastrale. Cet avis devra être renvoyé à la mairie, dans le délai d'un mois, par le soin des intéressés, avec indication des rectifications à apporter dans la contenance totale et de la répartition par lieudit et par nature de culture des immeubles non bâtis, possédés dans la commune.

Ceux des propriétaires qui négligeraient de remplir ou de retourner cet avis dans le délai fixé, ou qui donneraient des indications frauduleuses, ne seront pas admis à contester l'évaluation sauf pour rectifier les erreurs matérielles.

Art. 3. — L'évaluation a pour objet de faire ressortir en un chiffre global la valeur locative réelle de l'ensemble des immeubles non bâtis possédés dans la commune par chaque propriétaire.

Cette valeur locative est déterminée soit au moyen de baux authentiques ou de déclarations de locations verbales dûment enregistrées, soit par comparaison avec les propriétés similaires dont le loyer a été régulièrement constaté ou est notoirement connu, soit au moyen des procédés prévus à l'article suivant.

Art. 4. — En ce qui concerne les propriétés non bâties qui ne pourront être évaluées directement et dans les conditions prévues à l'article précédent, il sera procédé à un travail d'évaluation qui comportera :

1. L'établissement pour chaque commune d'un tarif présentant, pour chacune des classes en lesquelles les diverses natures de propriétés sont susceptibles d'être divisées, la valeur locative moyenne par hectare à leur attribuer ;

2. La répartition de ces propriétés dans les classes prévues au dit tarif ;

3. L'application du tarif des évaluations aux contenances rangées dans chaque classe et la totalisation par propriété des valeurs locatives ainsi déterminées.

Le tarif des évaluations devra être arrêté par le directeur des contributions directes.

Art. 5. — Les opérations seront effectuées par l'administration des contributions directes, avec le concours du service de recouvrement et, au besoin, de l'administration de l'enregistrement. Les agents de l'administration devront être assistés du maire et de six commissaires nommés moitié par le conseil municipal, moitié par le préfet ; tous les commissaires nommés par le conseil municipal et un au moins des commissaires nommés par le préfet devront être des propriétaires fonciers de la commune.

Il sera nommé six commissaires suppléants dans les mêmes formes que les commissaires titulaires.

A défaut des commissaires nommés par le conseil municipal, ou si ces commissaires refusent de prendre part aux opérations, il y sera suppléé par un expert désigné par le préfet.

Deux commissaires ou l'expert devront être présents aux diverses parties du travail.

Art. 6. — Les résultats de la nouvelle évaluation resteront déposés pendant un mois au secrétariat de la mairie, afin que les intéressés puissent en prendre connaissance et remettre au maire leurs observations.

Le directeur des contributions directes procédera à l'examen des observations présentées et leur donnera la suite qu'elles comportent, après avoir pris l'avis d'une Commission d'arrondissement comprenant :

Le receveur des finances,

Un conservateur des hypothèques,

Un sous-inspecteur d'enregistrement désigné par son chef de service,

Un inspecteur des contributions directes désigné dans les mêmes conditions,

Un notaire et deux propriétaires fonciers désignés par le sous-préfet.

Si ce qui se passe à l'étranger peut importer à la Chambre, ce qui l'intéresse davantage ce sont les intentions du Gouvernement.

Or, M. le Ministre des finances a fait récemment au Sénat, au cours de la discussion du budget des voies et moyens, des déclarations qui, n'étant pas plus étrangères à l'objet spécial du budget des finances qu'à l'objet du budget des voies et moyens, méritent d'être mises en lumière.

Les voici, telles qu'on les lit aux *Annales* (séance du Sénat du 17 décembre 1907), p. 126 :

« L'honorable M. Astère Vereruyse a recommandé la substitution d'un cadastre mobile à notre cadastre immuable.

» Ce serait une réforme fort heureuse, cela n'est pas douteux. En effet, messieurs, il est à peine compréhensible que, par des décisions successives dont l'une date de 1845 et l'autre de 1877, on ait fixé les évaluations cadastrales à des chiffres immuables jusqu'à une prochaine péréquation générale à ordonner par la législature, sauf pour les propriétés bâties en cas de reconstruction ou de changements importants.

» La loi fondamentale du 3 frimaire an VII stipule expressément que l'impôt oncier doit être établi sur la base de l'égalité proportionnelle ; or, il est évident que cette égalité ne peut être assurée qu'à la condition que le revenu pris comme base de l'impôt soit soumis, en dehors de toute revision générale, à une vérification suivant de près les fluctuations notables, c'est-à-dire à une vérification périodique, quinquennale ou décennale par exemple.

» Malheureusement, de la théorie à la pratique il y a loin, et la juste fixation du revenu imposable est une opération d'une difficulté dont on ne peut vraiment se rendre compte que lorsqu'on a quelque peu creusé le sujet, comme j'ai été amené à le faire, et qu'on a eu l'occasion d'entrevoir ainsi la complexité extrême de la matière.

» Une première fois — c'était en 1826 — on a voulu évaluer toutes les parcelles cadastrales ; le travail n'a été terminé qu'en 1844, dix-huit ans après !

» En 1860, des plaintes se sont produites nombreuses au sujet des inégalités survenues, destructives de la proportionnalité ; l'on décida de procéder à une revision partielle, fragmentaire. Alors qu'on avait espéré la voir terminée en dix-huit mois, le travail a duré sept ans : ses résultats ne furent consacrés que par une loi du 7 juin 1867. Or, nous vivons encore sous le régime de cette revision incomplète ».

Revenant sur le même sujet, au cours de la même séance du Sénat, l'honorable ministre des finances ajoutait :

« Je l'ai déclaré déjà, je suis partisan du système que mon honorable prédécesseur appelait la péréquation permanente, c'est-à-dire la faculté réciproque, comme je viens de le dire, de demander la revision individuelle. »

« M. le baron della Faille d'Huyssse. — On ne diminue jamais, on augmente.

« M. Liebaert, ministre des finances. — Dans le système que j'indique, on pourra diminuer comme on pourra augmenter.

« Pour le moment, une question importante est celle de savoir si la péréquation de la propriété non bâtie doit être basée sur une nouvelle évaluation parcellaire ou si une évaluation globale peut suffire. Je souhaite ardemment que cette seconde solution puisse être adoptée. J'étudie la question. (*Approbatum sur divers bancs.*) »

*
*
*

Parlant du cadastre, comme cela vient d'être fait, il convient de mentionner que la section centrale a reçu une notice portant la signature de M. Thiry, ancien contrôleur du cadastre, qui paraît être l'organe de la Fédération des sociétés provinciales formées entre géomètres du cadastre.

Cette notice est, d'un bout à l'autre, une critique de l'organisation actuelle du service du cadastre et une plainte au sujet de la situation de son personnel. Après avoir indiqué, dans le préambule, une réforme idéale de l'organisation administrative, l'auteur précise les desiderata immédiats de la Fédération :

« Création de nouveaux ressorts, c'est-à-dire de nouvelles places de géomètres en service actif ;

- » Augmentation du taux de l'indemnité allouée aux agents de service sédentaire pour travaux effectués en dehors des heures réglementaires de bureau;
- » Allocation d'une indemnité de résidence, à l'instar de ce qui existe pour d'autres agents de l'administration des contributions;
- » Augmentation de l'indemnité pour frais de tournées allouée aux géomètres en service actif;
- » Suppression des cadres, c'est-à-dire de la limitation du nombre des géomètres dans chaque classe;
- » Modification du programme de l'examen d'entrée. »

La section centrale n'est pas en situation de contrôler les faits et les considérations exposés dans le mémoire que nous venons d'analyser. Elle doit se borner à constater que le service du cadastre prend une importance de plus en plus grande, tant au point de vue des relations d'affaires entre particuliers qu'au point de vue de l'assiette de l'impôt. Elle ne doute pas que M. le Ministre des Finances ne soumette à un examen attentif les diverses questions qui concernent cette branche très intéressante de son administration.

Il y aura, du reste, pour lui, lieu d'observer et de ne pas perdre de vue que les changements apportés éventuellement par la suite à notre régime hypothécaire pourraient avoir leur répercussion, dans une certaine mesure, sinon sur l'organisation du service du cadastre lui-même, du moins peut-être sur les questions concernant le personnel de ce service.

* * *

L'examen du chapitre IV du budget, concernant l'administration de l'enregistrement et des domaines à laquelle ressortit le service des hypothèques, a fourni à la section centrale l'occasion de rappeler à M. le Ministre des Finances et à la Chambre que celle-ci est, depuis 1904, saisie d'une proposition de loi, due à l'initiative de MM. Hoyois et consorts, qui a pour objet la division des trop grandes conservations d'hypothèques.

Récemment, il a été question à la Chambre, au cours de la discussion du projet de loi sur l'hypothèque maritime, de cette division et le bureau de la Chambre a été saisi d'une demande de prompt examen de la susdite proposition de loi, après que M. le Ministre de la Justice avait lui-même fait allusion à la division éventuelle, voire même prochaine, de la conservation des hypothèques de Bruxelles.

La section centrale ne peut, à son tour, qu'exprimer le vœu de voir promptement réaliser la division des grandes conservations d'hypothèques.

Rien n'empêche de commencer par une, celle de Bruxelles, qui pourrait aisément être divisée en trois conservations.

On tardera d'autant moins, si on ne le fait pas en même temps, à diviser celle d'Anvers que le projet de loi sur l'hypothèque maritime, tel qu'il vient d'être voté par la Chambre, va apporter à cette conservation d'hypothèques un fort surcroît de besogne et de responsabilités.

Le cas d'autres conservations d'hypothèques présente peut-être une certaine analogie avec celui des conservations de Bruxelles et d'Anvers. C'est ce que le département des finances pourrait rechercher.

* * *

La division des trop grandes conservations d'hypothèques et, s'il y a lieu, la création d'un bureau spécial nouveau, à Anvers, pour l'exécution de la loi sur l'hypothèque maritime, n'est pas la seule réforme qui s'impose et à bref délai dans le domaine hypothécaire. Ce n'est pas la première fois qu'une section centrale, chargée de l'examen du budget des finances, signale ce fait à l'attention diligente du Gouvernement. C'est ainsi qu'on lit, dans le rapport de la section centrale chargée de l'examen du budget pour l'exercice 1901, pp. 7 et suiv., l'extrait suivant des développements de la proposition de loi sur la réforme hypothécaire de MM. Hoyois et consorts, dont la Chambre est saisie depuis le 3 mai 1900 :

« Notre régime à nous, c'est le règne de la confusion et de l'incertitude.

» Les transmissions par décès, les partages sans soulte, les contrats de mariage et une foule d'autres actes échappent à la transcription hypothécaire.

» Le mode de spécialité établi par la loi du 16 décembre 1831, et consistant à n'exiger la désignation des biens dans les actes que par leur nature et leur situation, ajoute à ces lacunes des obscurités souvent impénétrables.

» Il s'ensuit que la recherche des titres de propriété et la formation des états de charges sont d'ordinaire hérissées de difficultés insurmontables. Aussi est-il rare qu'on obtienne à l'aide des seuls documents hypothécaires des renseignements complets.

» Si l'on veut connaître la situation hypothécaire des biens d'un citoyen, il ne suffit pas de désigner le nom de ce dernier. Il faut y joindre les noms des précédents propriétaires pendant les trente dernières années, voire même jusqu'au 1^{er} janvier 1832, à cause des inscriptions légales qui pourraient encore subsister. Et, même à ce prix, il n'est pas certain que le certificat sera complet, car il existe une foule de causes d'éviction qui peuvent entraîner la résolution des contrats et dont les documents hypothécaires ne renferment aucune trace. Ils n'apprennent au tiers ni les éventualités résolutoires, ni l'incapacité des parties, ni l'indisponibilité des biens, etc.

» Et ce qui augmente encore les difficultés et alourdit triplement la tâche, c'est que les recherches se font dans des tables et des répertoires séculaires, renfermant des milliers de noms, même des centaines de mille, appartenant à des générations disparues. Ceux de la génération présente se mêlent et se confondent avec ceux des ancêtres dans un désordre indescriptible où rien ne permet de distinguer les morts des vivants. »

On lit enfin dans ce même rapport :

« L'attention de la section centrale s'est trouvée spécialement attirée sur la législation hypothécaire néerlandaise et sur les avantages d'un régime où le service du cadastre est rattaché étroitement à l'organisation de l'hypothèque. Dans cet ordre d'idées, elle a soumis au Gouvernement la question suivante :

QUESTION II.

» Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y aurait lieu de procéder à une révision du cadastre en ce sens qu'une manière d'état civil serait donnée à chaque parcelle? Tout intéressé pourrait ainsi immédiatement se renseigner au sujet des hypothèques qui grèveraient un fonds.

» La section centrale fait remarquer que déjà en Hollande semblable régime existe. (Voir le projet de loi déposé par M. Hoyois.)

» Quelle est l'opinion du Gouvernement au sujet de cette réforme.

RÉPONSE.

» Le Gouvernement n'est pas en mesure de répondre à cette question, qui demande une étude approfondie de la part du Département des Finances et des Travaux publics ainsi que du Département de la Justice.

» Dans les Pays-Bas, en effet, l'organisation du cadastre est intimement liée à celle du régime hypothécaire. »

Et le rapport sur le budget de 1901, après avoir enregistré cette réponse du Gouvernement, continue :

« La réponse du Gouvernement a paru à plusieurs membres de la section centrale une fin de non-recevoir.

» Le moment cependant semble venu de refondre notre régime hypothécaire, à la fois défectueux et suranné.

» Un projet de loi dû à l'initiative de l'honorable M. Hoyois, et déposé par lui en séance du 5 mai 1900, ouvre la voie à cette réforme nécessaire. Ce projet s'inspirant principalement des lois hypothécaires italienne, allemande et néerlandaise, tend à introduire, en matière d'hypothèques, un mode et des règles de publicité meilleurs, et en même temps à mieux assurer qu'elles ne le sont actuellement l'identification des parties et celles des biens transmis ou grevés.

» La section centrale exprime le désir que le Gouvernement s'occupe activement de l'étude de cette question, dont l'importance ne saurait lui avoir échappé, et qu'il soumette le plus tôt possible à la Chambre un projet de loi complet sur la matière. »

La section centrale chargée de l'examen du budget des finances pour l'exercice 1908 ne peut que faire sien le vœu de sa devancière. Elle croit cependant devoir ajouter que, si le projet de réforme hypothécaire soulève des questions plus ou moins délicates sur lesquelles des vues divergentes peuvent exister, il est des innovations simples à réaliser sur lesquelles il y aurait accord unanime et dont la prompte réalisation apparaît comme d'autant plus désirable que les conservations d'hypothèques s'encombrent toujours davantage, que les recherches y deviennent de jour en jour plus difficiles pour les conservateurs, plus périlleuses pour eux et pour le public. Parmi ces innovations figurent, en premier lieu, la meilleure spécialisation des biens et des parties, la fixation d'un laps de temps — de 50 ans, par exemple — sur lequel devraient uniquement porter les états des charges, des simplifications d'écritures et d'autres mesures du même genre, ne tou-

chant en rien aux principes sur lesquels repose notre régime hypothécaire actuel.

* * *

La Section centrale a cru devoir porter son attention sur le mode de recrutement du personnel du département des finances.

Voici tout d'abord l'exposé de la situation :

Au département des finances ressortissent l'administration de la trésorerie et de la dette publique, l'administration des contributions directes, douanes et accises, l'administration de l'enregistrement et des domaines et l'administration des monnaies.

On distingue, quant au mode de recrutement du personnel, entre les agents dont la carrière est normalement restreinte à une sphère inférieure (employés des douanes, commis des accises, agents du service du timbre) et ceux qui, constituant le personnel dénommé « de carrière », peuvent être appelés à tous les emplois jusqu'au sommet de la hiérarchie. Les premiers sont recrutés par la voie de l'examen individuel, les autres — à l'exception de ceux, très peu nombreux, appartenant à l'administration des monnaies — par la voie de concours généraux.

PERSONNEL AUTRE QUE CELUI DIT « DE CARRIÈRE ».

I. Les préposés des douanes sont recrutés principalement parmi les anciens militaires de rang inférieur et parmi les commis particuliers des receveurs et autres fonctionnaires de l'administration des contributions directes, douanes et accises. Les candidats reconnus aptes à la suite d'un examen élémentaire, sont assujettis à un stage en qualité de préposés temporaires.

II. Les commis des accises sont recrutés, par la voie d'un examen portant sur des notions simples en matière de contributions directes et de droits d'accises, parmi les préposés des douanes possédant de très bonnes notes de service et parmi les commis particuliers des receveurs et autres fonctionnaires de l'administration des contributions directes, douanes et accises.

PERSONNEL DIT DE « CARRIÈRE ».

Des concours sont organisés sur des matières d'examen et dans des conditions d'admission différentes pour le recrutement des seconds commis de l'administration de la trésorerie et de la dette publique, des surnuméraires de l'administration des contributions directes, douanes et accises, et des surnuméraires de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

I. ADMINISTRATION CENTRALE.

La Direction générale des administrations précitées forme, avec le Secrétariat général, l'Administration centrale du département des finances.

Il existait autrefois un régime particulier pour le recrutement du personnel des diverses branches de l'Administration centrale (Arrêté royal du 30 mars 1849, contresigné par M. Frère-Orban).

Le Ministre choisissait les jeunes gens qu'il admettait dans les bureaux en qualité d'aspirants surnuméraires. Les surnuméraires étaient également choisis par lui, parmi les aspirants ayant fait un stage d'un an soit à l'Administration centrale, soit dans les bureaux d'un service supérieur de province, et parmi les candidats possédant le diplôme de docteur ou de candidat en droit, en sciences ou en philosophie et lettres. Après avoir servi pendant deux ans au moins en qualité de surnuméraire, on était admis à un examen pour l'obtention d'un emploi à traitement.

Plus tard, vint un nouvel arrêté organique supprimant les emplois de stage qui existaient à l'Administration centrale (ceux d'expéditionnaire, d'aspirant-surnuméraire et de surnuméraire) et ne fixant aucune condition d'examen ou de diplôme pour l'obtention de l'emploi de second commis, devenu désormais le poste de début : cet arrêté royal, du 20 décembre 1862, portait aussi la signature de M. Frère-Orban.

L'arrêté royal du 31 décembre 1875, qui régit encore aujourd'hui l'Administration centrale, émane de M. Malou. Sauf des modifications successives ne touchant pas aux principes de l'organisation, il a établi la règle du recrutement des seconds commis par le moyen du concours.

Cette règle est restée en vigueur, telle quelle, pour l'administration de la Trésorerie et de la Dette publique. Quant aux deux autres grandes administrations — Contributions directes, Douanes et Accises, d'une part, Enregistrement et Domaines, d'autre part — elles possèdent en province des employés débutants, nommés aussi à la suite de concours, parmi lesquels sont choisies les jeunes recrues pour l'administration centrale.

Pour être complet, il convient d'ajouter que le règlement des concours pour la Trésorerie a été révisé par l'arrêté du 3 octobre 1904, dû à l'initiative de M. de Smet de Naeyer. Le programme de ces concours porte sur des matières classiques (langue française, histoire, géographie, mathématiques), sur le droit constitutionnel, la législation financière et l'économie politique.

Aucun stage n'est exigé préalablement au concours.

II. ADMINISTRATIONS EN PROVINCE.

De leur côté, les services de province dépendant du département des Finances ont vu maintes fois modifier les modalités de leur recrutement.

A. Contributions, douanes et accises.

Voici comment on entraît autrefois dans le personnel de carrière de l'administration des contributions directes, douanes et accises, au temps de l'arrêté royal du 24 avril 1849, contresigné par M. Frère-Orban :

On devait d'abord faire un stage en qualité de commis agréé dans les bureaux d'une direction ou d'une inspection de province, où l'on était admis par décision ministérielle. Après un stage d'un an au moins et moyennant

un examen de capacité, le commis agréé pouvait être admis par le Ministre à la position, embryonnaire encore, d'aspirant-surnuméraire; devenu ensuite surnuméraire, il pouvait enfin aspirer, après un nouveau stage de deux ans en cette dernière qualité et moyennant un nouvel examen, à un petit emploi à traitement fixe.

Ce régime fut modifié par un arrêté royal du 20 décembre 1862, contresigné également par M. Frère-Orban. Dans ce nouveau règlement, il ne s'agissait plus d'examens : le brevet de surnuméraire des contributions pouvait être accordé aux candidats qui, admis par le Ministre en qualité de commis agréés dans les bureaux d'une direction provinciale, y avaient fait un stage d'un an au moins, et, d'autre part, aux porteurs d'un diplôme de candidat en droit, en lettres ou en sciences.

Le système actuellement en vigueur a été établi au temps de M. Malou, par un règlement du 20 mars 1878, en exécution d'un arrêté royal du 26 février précédent. C'est le concours général, ouvert à deux catégories de candidats : d'une part, aux jeunes gens qui sont en stage en qualité de commis agréés dans une direction provinciale ou au bureau d'un receveur, ou en qualité de commis particulier chez un inspecteur provincial ou un contrôleur; d'autre part, à tous les employés inférieurs de l'administration, notamment les préposés des douanes et les commis des accises.

Le programme de ce concours est mi-partie « classique » (langue française et, à titre facultatif, langues flamande, allemande et anglaise; histoire, géographie, mathématiques) et mi-partie juridique et professionnel (éléments du droit constitutionnel et de la législation fiscale).

Les postulants porteurs de certains diplômes d'études supérieures (docteurs et candidats en philosophie et lettres, en droit ou en sciences, candidats notaires, licenciés en sciences commerciales) peuvent s'abstenir de concourir sur les matières classiques : à ceux qui usent de cette faculté il est attribué d'office 80 points sur les 100 que comporte le concours. Mais, il y a un correctif à ce grand avantage : le groupe des candidats diplômés ne peut obtenir qu'un sixième du nombre total des emplois de surnuméraires à conférer à la suite de chaque concours.

B. Cadastre.

Le service du cadastre a son recrutement particulier.

Sur le pied d'un arrêté ministériel du 28 décembre 1904, émané de M. de Smet de Naeyer, on y débute aussi par l'emploi de surnuméraire conféré à la suite d'un concours. Pour être admis au concours, il faut posséder le diplôme de géomètre-arpenteur ou un autre diplôme technique équivalent et avoir fait un stage de dix-huit mois au moins en qualité de commis-agréé d'un géomètre du cadastre.

C. Enregistrement et Domaines.

Passons à l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Là aussi le premier stade dans la carrière comportait autrefois deux

phases successives : la position d'aspirant-surnuméraire et celle de surnuméraire.

Le postulant était admis aspirant-surnuméraire, par décision ministérielle, moyennant un examen professionnel (juridique et administratif) subi devant une Commission de fonctionnaires existant dans chaque province. Toutefois, les docteurs en droit et même les candidats en droit pouvaient être admis sans examen. Les aspirants-surnuméraires travaillaient dans les bureaux des receveurs et pouvaient être nommés surnuméraires, pourvu qu'ils eussent atteint l'âge de 21 ans.

Tel était le mode de recrutement organisé par M. Frère-Orban (arrêté ministériel du 29 juin 1849).

Quelques années plus tard, par arrêté du 21 juillet 1857, émané de M. Mercier, le grade d'aspirant surnuméraire fut aboli et l'on organisa l'examen par province en vue directement de l'emploi de surnuméraire.

Pour être admis à cet examen, qui devait avoir lieu à chaque vacance d'emploi — le nombre des surnuméraires étant fort minime dans chaque province —, il fallait avoir fait un stage de deux ans dans un bureau de recettes. L'examen était en partie écrit et en partie oral et le programme continuait à porter sur des matières de droit et d'administration. Les docteurs et les candidats en droit, les docteurs en sciences politiques et administratives et les candidats notaires étaient dispensés de l'examen sur les branches principales; il leur était alloué d'office, sur ces branches, un nombre de points allant des trois cinquièmes jusqu'à la totalité, selon le degré de leur diplôme (d'une manière satisfaisante, avec distinction, etc.).

Après quelques modifications accessoires, réalisées en 1862 par M. Frère-Orban, intervint un nouvel arrêté organique, daté du 14 mars 1863 et dû à l'initiative du même ministre, dont l'objet principal fut d'instituer une épreuve commune à tous les postulants du pays.

L'arrêté de 1863 réduisait le stage préalable à six mois pour les docteurs en droit et à un an pour les autres diplômés, et il supprimait l'épreuve orale.

L'arrêté du 31 juillet 1884, dû à M. Malou, tout en maintenant dans ses grandes lignes le système organisé en 1863, faisait de l'épreuve antérieure un « concours général » et accorda certaine faveur, sous forme de points supplémentaires, aux candidats ayant fait des humanités complètes et même à ceux qui les avaient poussées jusqu'en poésie seulement.

Le règlement actuellement en vigueur est l'œuvre de M. de Smet de Naeyer (arrêté ministériel du 9 septembre 1896). Il est la suite d'un arrêté royal qui a réorganisé l'administration de l'Enregistrement et des Domaines et dont l'article 6 porte : « Les brevets de surnuméraire sont mis au concours. Le » Ministre règle les formes et conditions des concours. »

Les seuls candidats jouissant d'un régime spécial sont les docteurs en droit. L'économie de ce régime vise à leur permettre d'obtenir à bref délai, à la suite d'une unique épreuve d'examen, une position déjà fort convenable, à laquelle les autres sujets n'arrivent qu'après cinq ou six années passées dans les emplois de début et moyennant deux épreuves d'examen subies

successivement et d'ordinaire à quelques années d'intervalle. Mais on n'a pas ouvert la porte toute large aux docteurs en droit. Afin de n'admettre dans l'administration que des sujets de cette catégorie vraiment appliqués et capables, et aussi dans le but de sauvegarder les intérêts des jeunes gens qui entrent par la voie ordinaire, les docteurs en droit sont assujettis, comme ces derniers, à un stage d'un an préalablement au concours; de plus, les docteurs en droit ne sont admissibles que s'ils obtiennent les 7/10 des points et seulement à concurrence de 6 par tournée bisannuelle (le concours spécial des docteurs en droit n'ayant lieu que tous les deux ans). Comme précédemment, le programme des matières du concours est presque entièrement juridique (droit public, civil, commercial, fiscal).

Service du Timbre.

Le service spécial du Timbre, dépendant de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines, doit être étudié à part.

Il a été réorganisé par deux arrêtés royaux de 1896 et de 1900 et par un arrêté ministériel de cette dernière année. Il comporte, pour tout le pays, un fonctionnaire portant le titre de *conservateur du timbre*, et 48 employés appelés *chef-comptables, chefs-timbreurs, comptables, timbreurs et tourne-feuilles*.

Le conservateur dirige l'atelier général du timbre, établi à Bruxelles, où sont timbrés les papiers de fabrication spéciale devant servir à la rédaction des actes, des jugements, des effets de commerce, etc., et à la confection de certains registres sujets à l'impôt du timbre.

À l'atelier général sont attachés un chef-comptable, un chef-timbreur, des comptables, des timbreurs et des tourne-feuilles. Ce service approvisionne de papiers timbrés les bureaux de débit établis dans les provinces.

On sait que le timbre peut être appliqué, par une formalité appelée *timbrage à l'extraordinaire*, à des papiers autres que ceux de provenance administrative, notamment aux vignettes destinées à la confection des effets de commerce et aux affiches. Cette formalité s'accomplit dans les chefs-lieux de province — à quelle fin deux ou trois timbreurs et tourne-feuilles sont attachés à chaque direction provinciale de l'Enregistrement et des Domaines.

Les employés débutants sont recrutés parmi deux catégories de candidats : d'une part, les commis particuliers des receveurs de l'enregistrement, des droits de succession, etc.; d'autre part, les anciens militaires.

Comme le personnel du timbre est fort peu nombreux et n'a pour ainsi dire pas de débouché d'avancement, les vacances d'emploi sont fort rares dans ce service.

Il n'y a pas de concours ni d'examen réglementé pour ce groupe minuscule du personnel. Il suffit, d'ailleurs, d'une instruction tout à fait élémentaire pour devenir tourne-feuille. On est certain, *a priori*, qu'un employé qui a travaillé pendant quelques années dans un bureau d'enregistrement possède amplement l'instruction nécessaire; il en est de même d'un ancien sous officier de l'armée. On commence d'ailleurs, en général, par mettre le candidat à l'essai comme aide temporaire salarié.

D. Administration des Monnaies.

Les emplois techniques de l'Administration des Monnaies sont conférés aux porteurs d'un diplôme scientifique, tel que celui d'ingénieur des arts et manufactures, de docteur en sciences naturelles ou en sciences physiques et mathématiques, de chimiste, etc.

* * *

De l'exposé qui précède, il résulte que le recrutement du personnel de carrière du département des Finances, qui se faisait, jadis, — au temps de M. Frère-Orban, notamment, — tout autrement, ne se fait plus aujourd'hui que par la voie du concours.

Il en résulte aussi que les conditions d'aptitude, autres que celles révélées par les concours, n'entrent plus aucunement en ligne de compte et que les jeunes gens sont admis ou non dans les diverses branches de l'administration suivant qu'ils ont ou non obtenu quelques points ou quelques dixièmes de point de plus que leurs concurrents, examinés comme eux sur des matières dont la connaissance pourrait leur servir plus ou moins par la suite.

Certes, ce système peut être défendu, mais il peut également être critiqué — et il l'a souvent été, non sans apparence de raison.

Qu'on exige de ceux qui aspirent à entrer dans les services du département des Finances un minimum de connaissances dont ils ont à justifier par l'obtention d'un minimum de points — aussi élevé qu'on le voudra, — soit !

Mais que, parmi tous ceux qui ont prouvé être *admissibles* aux emplois qu'ils sollicitent parce qu'ils possèdent les connaissances exigées, aucun choix ne soit plus possible et qu'il faille les admettre ou non dans les cadres administratifs uniquement en tenant compte du numéro de classement qu'ils ont, plus ou moins par chance souvent, obtenu à un examen-concours, c'est autre chose !

Tel aspirant-fonctionnaire possède peut-être des aptitudes administratives marquées : il a de l'énergie, du sens pratique, de l'esprit d'initiative. Il conviendrait, en conséquence, mieux que beaucoup d'autres, totalement dépourvus peut-être de ces qualités indispensables. Et cependant, quoiqu'il ait prouvé qu'il possède aussi les connaissances nécessaires, il ne pourra être admis dans les cadres, parce que le malheur aura voulu que, si, par exemple, 25 places sont à attribuer, il aura obtenu le n° 26 au classement des concurrents ! C'est fâcheux, non seulement à son point de vue, mais encore et surtout au point de vue de l'administration intéressée, de l'État, de l'intérêt général. Cela paraît très fâcheux surtout à ceux qui savent que, dans certains établissements d'enseignement, on pousse plus ou moins systématiquement les jeunes gens vers les carrières administratives, développant ainsi chez eux de bonne heure ce qu'on appelle parfois « l'esprit de fonctionnarisme ». Et si, dans ces mêmes milieux, on bourre la mémoire de ces jeunes gens de notions spéciales dont la connaissance est requise pour l'obtention des emplois administratifs auxquels on les destine, négligeant

D. *Administration des Monnaies.*

Les emplois techniques de l'Administration des Monnaies sont conférés aux porteurs d'un diplôme scientifique, tel que celui d'ingénieur des arts et manufactures, de docteur en sciences naturelles ou en sciences physiques et mathématiques, de chimiste, etc.

* * *

De l'exposé qui précède, il résulte que le recrutement du personnel de carrière du département des Finances, qui se faisait, jadis, — au temps de M. Frère-Orban, notamment, — tout autrement, ne se fait plus aujourd'hui que par la voie du concours.

Il en résulte aussi que les conditions d'aptitude, autres que celles révélées par les concours, n'entrent plus aucunement en ligne de compte et que les jeunes gens sont admis ou non dans les diverses branches de l'administration suivant qu'ils ont ou non obtenu quelques points ou quelques dixièmes de point de plus que leurs concurrents, examinés comme eux sur des matières dont la connaissance pourrait leur servir plus ou moins par la suite.

Certes, ce système peut être défendu, mais il peut également être critiqué — et il l'a souvent été, non sans apparence de raison.

Qu'on exige de ceux qui aspirent à entrer dans les services du département des Finances un minimum de connaissances dont ils ont à justifier par l'obtention d'un minimum de points — aussi élevé qu'on le voudra, — soit !

Mais que, parmi tous ceux qui ont prouvé être *admissibles* aux emplois qu'ils sollicitent parce qu'ils possèdent les connaissances exigées, aucun choix ne soit plus possible et qu'il faille les admettre ou non dans les cadres administratifs uniquement en tenant compte du numéro de classement qu'ils ont, plus ou moins par chance souvent, obtenu à un examen-concours, c'est autre chose !

Tel aspirant-fonctionnaire possède peut-être des aptitudes administratives marquées : il a de l'énergie, du sens pratique, de l'esprit d'initiative. Il conviendrait, en conséquence, mieux que beaucoup d'autres, totalement dépourvus peut-être de ces qualités indispensables. Et cependant, quoiqu'il ait prouvé qu'il possède aussi les connaissances nécessaires, il ne pourra être admis dans les cadres, parce que le malheur aura voulu que, si, par exemple, 25 places sont à attribuer, il aura obtenu le n° 26 au classement des concurrents ! C'est fâcheux, non seulement à son point de vue, mais encore et surtout au point de vue de l'administration intéressée, de l'État, de l'intérêt général. Cela paraît très fâcheux surtout à ceux qui savent que, dans certains établissements d'enseignement, on pousse plus ou moins systématiquement les jeunes gens vers les carrières administratives, développant ainsi chez eux de bonne heure ce qu'on appelle parfois « l'esprit de fonctionnarisme ». Et si, dans ces mêmes milieux, on bourre la mémoire de ces jeunes gens de notions spéciales dont la connaissance est requise pour l'obtention des emplois administratifs auxquels on les destine, négligeant

— parce que cela ne doit pas être pris en considération à l'examen-concours — le restant de leur formation intellectuelle, ou mieux les qualités qui devraient en faire, par la suite, des hommes bien trempés — *virii* — on leur rend un service doublement détestable.

L'intérêt des jeunes gens, comme l'intérêt général, — celui de l'administration elle-même, — semble donc concorder pour qu'une réforme fondamentale soit apportée au régime en vigueur, quant au recrutement du personnel, au département des Finances. C'est du moins l'avis qui a prévalu à la section centrale.

* * *

Le budget des finances confinant par bien des côtés à celui des Voies et Moyens et à celui de la Dette publique, la section centrale, chargée de l'examiner, s'est soigneusement appliquée à ne pas excéder les limites normales de sa mission. C'est pourquoi le présent rapport ne vise pas certaines questions d'actualité, comme, par exemple, celle du droit de licence, comme celle des réclamations des marchands-colporteurs contre les taxes qui les atteignent lourdement dans certaines communes, où ils ont à payer, pour un seul passage sur le territoire, le même impôt que pour des ventes continuelles, renouvelées peut-être d'un bout de l'année à l'autre.

Ne pouvant faire plus, la section centrale se fait un devoir d'attirer sur ces questions la bienveillante attention du Gouvernement.

* * *

Sous le bénéfice de ce qui précède, elle a adopté, par 5 voix contre 1 et une abstention, le projet de budget, et elle a l'honneur d'en proposer également à la Chambre l'adoption.

Le Rapporteur,
Jos. HOYOIS.

Le Président,
HARMIGNIE.



11
(ANNEXE AU N° 86.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1907.

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. JOS HOYOIS.

NOTE DE LA MINORITÉ.

MESSIEURS,

La répercussion de la crise américaine en Europe jointe à d'autres événements, ramène impérieusement nos préoccupations sur l'ensemble de notre système de circulation et de crédit et sur les réformes qu'il réclame.

Cette note appelle l'attention sur quelques grands aspects du problème.

1. *La statistique du commerce de la Belgique avec la France et le cours du change.*

Il est nécessaire de reproduire, avec quelques corrections, les données statistiques sur le change et le commerce de la Belgique avec la France, qui ont été invoquées par nous dans la séance de la Chambre du 6 décembre, p. 194.

La persistance d'un change au-dessus du pair révèle que la balance des créances et des dettes entre la Belgique et la France nous est toujours défavorable. Comment expliquer cette tendance constante? Par une complexité de causes qui déterminent une demande plus active de remises sur la France: excédent de nos importations sur nos exportations; des capitaux belges placés en France sur les capitaux français importés en Belgique; dettes acquittées dans d'autres pays par l'intermédiaire de la France, voilà les causes mises en lumière par M. Ansiaux dans une importante étude (3). D'autres économistes appuient cette explication (4), mais ils sont frappés de la variabilité de la balance du commerce de la Belgique avec la France; de

(1) Budget, n° 4^{XIII}.

(2) La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Hoyois, Verhaegen, Bertrand, Maenhaut, Denis, de Smet de Naeyer.

(3) Les Problèmes actuels de la circulation métallique et fiduciaire en Belgique. 1907.

(4) *Moniteur des intérêts matériels*, 1907, n° 153, 155, 156.

1895 à 1906, la balance présente bien huit fois un excédent défavorable au commerce belge, mais deux fois l'excédent est inverse et l'équilibre se produit deux fois. C'est ce qui éveille la surprise et ce qui conduit naturellement à admettre que les trois causes de variations n'agissent pas toujours dans la même direction, et peut-être à affaiblir l'influence commerciale. Il importe de s'éclairer par la comparaison des données statistiques de la nation co-échangiste. Il serait du plus haut intérêt qu'on s'appliquât à mettre ces données en harmonie. Il suffit d'examiner les statistiques françaises pour se convaincre que, là, la balance nous est constamment défavorable et que la moyenne du chiffre des importations en Belgique est non pas de 400 millions, comme on l'a admis, mais de près de 650 millions.

Une prime de 3 pour mille sur 400 millions correspond à une charge de 1,200,000 francs sur les articles importés, parmi lesquels il en est de première nécessité; une prime de 3 pour mille sur 650 millions correspond à une charge de près de 2 millions de francs. Si, pour se rapprocher de la vérité, on considère comme présentant le plus haut degré d'exactitude les données françaises sur les importations de Belgique en France, et les données belges sur les importations de France en Belgique, on observe que dans trois cas la balance nous est favorable, et que la moyenne décennale des excédents de nos importations est de 74 millions seulement. Mais il faut serrer de plus près l'étude des phénomènes, car ce qui est saisissant, c'est l'allure progressive de l'excédent au cours des dernières années. Il est de 147 millions en moyenne de 1902 à 1906. En 1906, il s'élève à 227 millions de francs.

Les statistiques belges sont loin de nous révéler la même situation : elles ne nous donnent qu'un excédent moyen de 33 millions de francs, ce qui ne nous explique pas suffisamment le cours du change.

Quant aux deux autres causes qui influencent ce phénomène, elles font peser la prime non seulement sur les importateurs de marchandises, mais sur les acquéreurs de valeurs mobilières, sur ceux qui ont des capitaux à verser ou à rembourser en France, des intérêts à solder au moyen de remises.

Sur ces facteurs complexes, nous n'avons pas de données statistiques. Le vœu du Congrès des *valeurs mobilières* de 1900 fut d'établir des statistiques comparatives aussi étendues que possible sur les portefeuilles étrangers. J'ajoute qu'il serait bon que la Banque Nationale, dans des notes complémentaires de ses rapports annuels, contribuât à éclairer davantage l'opinion sur les causes complexes qui affectent cet appareil central du crédit et de la circulation. Il faudrait un document annuel analogue aux remarquables rapports du commissaire de la Monnaie.

On voit par ce qui précède dans quelles obscurités la science doit s'avancer encore. Un élément de solution rationnel serait la constitution d'une commission supérieure du crédit et de la circulation s'appliquant à éclairer dans des rapports annuels tous ces grands problèmes.

Statistique commerciale de la France.

(Commerce spécial.)

Années.	Importations de la Belgique en France.	Années.	Exportations de France en Belgique.
	En milliers de francs.		En milliers de francs.
1897	288,220	1897	512,854
1898	314,578	1898	548,969
1899	332,430	1899	605,477
1900	421,930	1900	598,257
1901	357,679	1901	562,241
1902	330,084	1902	633,524
1903	324,988	1903	630,624
1904	306,418	1904	677,701
1905	312,906	1905	763,625
1906	377,012	1906	803,625

Statistique commerciale de la Belgique.

(Commerce spécial.)

Années.	Exportations de Belgique en France.	Années.	Importations de France en Belgique.
	En milliers de francs.		En milliers de francs.
1897	297,938	1897	296,583
1898	331,963	1898	341,322
1899	345,805	1899	389,719
1900	426,092	1900	375,846
1901	350,598	1901	350,953
1902	357,337	1902	385,836
1903	393,074	1903	412,302
1904	346,670	1904	465,684
1905	371,632	1905	517,317
1906	548,061	1906	604,631

Phénomènes corrélatifs à ceux qui précèdent.

Années.	Change sur Paris.		Encaisse en écus de 5 francs à la Banque Nationale en milliers de francs.	Importations de numéraire par la Banque en milliers de francs.	Billets de 20 francs émis.	Taux moyen de l'escompte.
	Maximum.	Moyen				
1897	100 25	100 17	8,903	—	62,479,200	3 » p. c.
1898	100 37	100 23	20,125	38,000	67,696,860	3 04 —
1899	100 29	100 20	11,173	60,000	79,580,500	3 91 —
1900	100 71	100 25	12,003	35,500	87,535,160	4 08 —
1901	100 21	100 11	20,914	14,500	93,003,000	3 28 —
1902	100 21	100 13	14,186	11,000	98,836,840	3 » —
1903	100 20	100 16	13,919	25,000	104,365,560	3 17 —
1904	100 30	100 13	11,069	12,000	108,482,500	3 » —
1905	100 32	100 18	5,426	24,000	117,426,340	3 18 —
1906	100 40	100 27	10,596	81,500	133,058,660	3 84 —

2. *Les taux comparés de l'escompte et le maintien de l'Union latine.*

La précarité de l'Union latine, qui peut être dénoncée d'une année à l'autre, fait peser sur nous la menace d'une liquidation onéreuse ; on a évalué à une centaine de millions de francs la perte que nous ferait subir la rupture de la convention. Si la Belgique n'a aucun intérêt à rompre l'Union latine, il semblerait, que d'autres puissances, comme la Suisse, se préparassent à cette rupture. M. Ansiaux a cité l'opinion non équivoque de la plupart des économistes suisses. Il faut donc mettre en lumière les faits qui tendent à consolider l'Union latine. L'histoire du taux de l'escompte est ici très importante. L'examen comparatif des États à étalon d'or et des États de l'Union latine révèle que si le rapport de l'encaisse aux engagements exigibles a été sérieusement altéré, et d'une manière prolongée (1), l'élévation du taux de l'escompte, comme défense, s'est arrêtée à 6 p. c. à la Banque nationale belge, à 4 p. c. à la Banque de France, 5 1/2 p. c. à la Banque d'Italie, 5 1/2 p. c. à la Banque nationale Suisse. Au contraire, le taux de l'escompte a dû atteindre, dans le funeste mois de novembre 1907, 7 p. c. à la Banque d'Angleterre et 7 1/2 à la Banque d'Allemagne.

Les mêmes faits ont été observés et signalés dans le dernier quart du XIX^e siècle. C'est ce que le diagramme rend sensible. Nous pouvons par là mettre en lumière une raison générale et profonde du maintien de l'Union latine ; mais il subsiste toujours de l'incertitude, et la prévoyance nous est imposée. C'est vainement qu'on espérerait faire absorber par le Congo la masse considérable d'écus de cinq francs que la rupture de l'Union latine ferait rentrer en Belgique. Le fonds de prévision destiné à faire face aux charges de la liquidation de l'Union latine, n'atteint que 5,954,200 francs. On a invité le Gouvernement à l'accroître de la part de l'État dans les bénéfices de la Banque nationale.

3. *Le progrès des dépôts en banque et l'institution d'un clearing house.*

La nécessité de réduire l'emploi de la monnaie métallique et du billet de banque par le développement du chèque, du virement, de la compensation est devenue impérieuse en Belgique (2). C'est une phase nouvelle qui s'ouvre dans l'évolution monétaire, moins aisée à réaliser et qui commande, d'après moi, de puissantes interventions. « Aucune nation, a dit Bagehot, n'est encore arrivée à créer un grand système de banques de dépôts, sans passer d'abord par la phase préliminaire de l'émission de billets de banque. Il est plus facile, en effet, dans un pays où les affaires de banque ne sont pas encore développées, de placer des promesses de payer que d'obtenir des dépôts. Il est beaucoup moins facile d'attirer les dépôts dans une banque.

(1) Ces phénomènes importants sont mis en lumière par le diagramme.

(2) Voir notre note de minorité jointe au Rapport sur le *Budget des Voies et Moyens* et le diagramme sur la Banque Nationale.

Ce n'est pas le banquier, c'est le public qui doit ici prendre l'initiative. » Mais le public peut être stimulé et guidé, et tout le système de la circulation et du crédit réclame l'intervention éclairée de l'État dans l'intérêt surtout de la masse des commerçants et des industriels.

Au moment de la création d'un Clearing house en Belgique, il fallait rechercher comment l'initiative du public se révélait, quelle était la progression des dépôts en banque, base du clearing même. C'est l'objet du diagramme. On y peut suivre le développement parallèle des dépôts en comptes courants dans les banques, en Angleterre, en Belgique, en France. En Angleterre, les dépôts s'élèvent à 870 millions de livres sterling ou 21 milliards 750 millions de francs, ce qui équivaut à un dépôt moyen par habitant de 524 francs. En France, en 1904, les dépôts de la Banque de France et de toutes les sociétés bancaires étaient de 4,567,400,000 francs, soit 112 francs par habitant. On peut suivre le phénomène en Belgique : à la fin de 1906, 62 banques privées ont 676,774,000 francs de dépôts, soit 100 fr. au plus par habitant. En y ajoutant 80 millions de dépôts à la Banque nationale, on atteint environ 108 francs par habitant. La nation n'est pas d'ailleurs invinciblement réfractaire à l'emploi du chèque : son développement dans certaines banques, comme la Caisse des reports ou l'Union du crédit, en témoigne. Mais il faut, pour l'ensemble de la nation, un moyen éducatif puissant qui développe rapidement l'usage du compte courant. A l'égard du *clearing* en voie de formation, après l'exposé statistique qui précède, il importe de savoir comment il a été conçu, à quelles conditions l'affiliation est soumise, dans quelle mesure les 62 établissements de crédit dont la statistique est rassemblée dans le diagramme grâce aux riches matériaux annuellement recueillis par le *Moniteur des intérêts matériels*, participent à ce service de compensation, quelles sont les adhésions réunies actuellement, et l'importance correspondante des dépôts en comptes courants.

4. *Le service de chèques et de clearing à la Caisse d'épargne postale de Vienne et à la Caisse d'épargne de Belgique.*

L'évolution de ce service à la Caisse d'épargne de Vienne est la leçon la plus éloquente qui puisse être donnée à notre pays. Je la résume pour le quart de siècle qui vient de s'écouler en quelques tableaux de chiffres.

Le service de l'épargne proprement dite se distingue du service des chèques et virements.

Voici quel a été successivement le montant des fonds d'épargne :

1883	8,146,031 couronnes.
1887	25,574,104 —
1892	58,670,459 —
1897	109,001,534 —
1902	161,921,399 —
1907	218,888,775 —

Le service des chèques et du clearing comprenait :

De 1888 à 1892 . . .	8,384	comptes courants.
De 1903 à 1907 . . .	27,858	—

L'avoir total des ayants compte était :

En 1883, de . . .	218,490	couronnes.
1887, de . . .	55,851,903	—
1892, de . . .	85,569,055	—
1897, de . . .	117,798,690	—
1902, de . . .	257,854,564	—
1907, de . . .	566,995,104	—

Le nombre des transactions au service des chèques était :

1883, de	4,861	pour un total de	1,071,666	couronnes.
1887, de	4,918,161	—	2,445,526,052	—
1892, de	9,809,268	—	4,475,420,859	—
1897, de	16,495,127	—	7,540,980,881	—
1902, de	26,818,959	—	12,457,800,749	—
1907, de	45,845,081	—	21,585,954,565	—

Le service de virements ou *Clearing verkehr* a embrassé successivement :

1887. . .	790,642	opérations pour	601,916,341	couronnes.
1892. . .	1,472,580	—	1,441,992,672	—
1897. . .	2,584,122	—	2,637,670,024	—
1902. . .	4,201,572	—	5,055,946,270	—
1907. . .	6,866,562	—	9,857,770,002	—

On remarquera que la *moyenne* des opérations du service des chèques ne dépasse pas 470 couronnes ; le *minimum* est de beaucoup inférieur. C'est cette démocratisation, cette généralisation des formes les plus parfaites de la circulation qu'il faut atteindre en Belgique à l'aide d'un organisme analogue. La réforme la plus profonde accomplie jusqu'ici autorise à faire verser par la poste, en compte courant à la Banque Nationale, même au profit de tiers, le montant des bordereaux s'élevant à 1000 francs au moins. Le projet, déposé par moi, a le caractère que Koechlin a si admirablement assigné au service postal institué en Suisse, par la loi du 16 juin 1905, à côté des vastes services de la Banque Centrale de la République. Dans un pays démocratique comme la Suisse, il a été reconnu que le service des comptes courants de la Banque centrale d'État même est surtout propre à la grande industrie et au grand commerce. C'est pourquoi, après l'institution de cette banque, on a créé le service postal destiné à la petite industrie et au petit commerce. Je persiste à penser que la Caisse d'épargne doit être l'organe principal de ce service en Belgique.

Elle ne s'inspire que de l'intérêt public, et il ne faut pas la dessaisir de la partie des dépôts que l'on affectera au nouveau service, ni de leur placement à intérêt éventuel. Les diagrammes comparatifs des caisses de Vienne et de

Bruxelles montrent comment toutes ces fonctions s'harmonisent et se développent. La Caisse d'épargne doit être ici surtout l'éducatrice de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière.

§ 5. *La différenciation progressive de la circulation internationale et de la circulation intérieure. — Le taux de l'escompte et la part de l'État dans les bénéfices de la Banque nationale.*

La crise actuelle a prouvé encore en Belgique la nécessité de porter ses préoccupations dans cette direction, parce que l'élévation du taux de l'escompte, accomplie en 1906 et plus encore en 1907, pour défendre l'encaisse métallique de notre banque d'émission, a retenti douloureusement surtout sur le petit commerce et la petite industrie. Soustraire la circulation intérieure du pays aux contre-coups des ébranlements qui affectent la circulation internationale et le marché monétaire, c'est là un but d'une importance capitale à poursuivre, surtout dans l'intérêt des classes moyennes, car l'organisation d'une circulation intérieure, rendue aussi indépendante que possible, se traduit par la modération et la constance du taux de l'escompte : un tel état exige une large impulsion donnée au crédit populaire, aux mutualités, en même temps qu'une puissante coordination de tous ces organes locaux. C'est ce qui manque en Belgique ; c'est ce que Haeck, De Greef, nous-même nous avons toujours cherché ; c'est ce qui est poursuivi avec une méthode remarquable et une vigueur extraordinaire en Prusse, par l'institution de la *Preussische Central-Genossenschafts-Kasse*, dotée par l'État et fonctionnant depuis 12 ans. Appareil d'impulsion, dans la création des organes locaux, banque de dépôts en même temps qu'appareil régulateur dans la redistribution incessante des moyens de crédit, elle a actuellement comme intermédiaires, auprès des 11,766 caisses rurales et des 64 caisses urbaines, 53 caisses fédératives, groupant 1,147,526 intéressés (1).

Cette concentration puissante permet le large développement du chèque, du virement de la compensation : l'action régulatrice de l'organe central et l'indépendance relative du marché intérieur se révèlent par des chiffres comme ceux-ci :

	Taux d'escompte à la Reichsbank :		Taux d'intérêts de la Caisse centrale.	
			Dépôts.	Avances.
1895.	3.51.		2.5	3.
1896.	3.79.		2.5	3.
1897.	3.74.		2.5	3.
1898.	4.57.		2.75.	3.5
1899.	5.24.		3.	3.5
1900.	5.10.		3.	3.5
1901.	3.73.		3.	3.5
1902.	3.42.		3.	3.5
1903.	3.91.		3.	3.5
1904.	4.13.		3.	3.5
1905.	4.20.		3.	3.5
1906.	5.40.		3.	3.5

(1) *Preussische Central-Genossenschafts kasse*. Bericht über das XII^e Geschäftsjahr (1906), p. 57.

C'est une institution du même ordre que propose actuellement la Commission de la petite Bourgeoisie en Belgique (1).

On peut prolonger, au moins idéalement, une telle conception vers la réalisation d'une mutualité parfaite, aboutissant à la fois au crédit sans aucun esprit de lucre, et à l'élimination la plus complète possible de la monnaie métallique. C'est ce qui est tenté dans l'esquisse en annexe et où j'ai combiné les éléments du projet de la Commission, ceux que M. Degreef présentait dans les conclusions de son vaste ouvrage sur la Banque nationale, avec ceux que j'ai moi-même proposés en 1899 et depuis, essayant de marquer une évolution possible : l'idéal poursuivi y revêt une expression abstraite, il ne faut voir rien de plus ici, car la réforme immédiate à attendre en est sans doute loin encore, et je ne présente qu'une esquisse.

L'intervention de l'État est réclamée non seulement par la Commission de la petite Bourgeoisie, mais par les délégués de la Fédération des Banques populaires (2) ; le concours de la Caisse d'épargne avec la garantie de l'État est surtout réclamé par elles. La Caisse d'épargne peut être le point d'appui de la mutualité du crédit, comme elle doit être un organe de la circulation réformée.

La justification de l'intervention financière de l'État dans le projet conçu en mode encore capitaliste par la Commission, puise cependant sa légitimité dans ce fait saisissant :

Grâce à l'imperfection générale de notre système de circulation et de crédit, pendant les crises la charge du commerce s'élève rapidement avec le taux de l'escompte :

	1905.	1906.	1907.
Taux moyen d'escompte. fr.	3.17 p. c.	3.84 p. c.	4.95 p. c.
Produit total de l'action de			
la Banque	173.08	176.59	187.08
Part de l'État	5,589,161 »	7,330,508 »	12,731,111 »

Le dernier rapport de la Banque nationale montre qu'en 1907 le Trésor a perçu :

1. Le 1/4 du bénéfice excédant l'intérêt 4 p. c. sur le capital de la Banque	fr.	2,635,447.89
2. L'abonnement au timbre des billets	»	371,702.37
3. L'intervention dans les frais de Trésorerie	»	230,000 »
4. La patente	»	214,149.11
5. 1/4 p. c. par semestre sur la circulation des billets au-delà de 275 millions	»	2,267,270.95
6. Le produit de l'escompte et des prêts excédant 3 1/2 p. c.	»	7,002,541.06
	fr.	<u>12,721,111.36</u>

Qu'est-ce que ce dernier poste, à ne prendre que celui-là, si ce n'est une

(1) *Rapports et Vœux*, p. 124 et suiv. Voir *Annexe I*.

(2) Voir *Bulletin de l'Office des classes moyennes*, 15 octobre 1907.

prime payée par la nation, souvent par la gêne et la pauvreté, contre le risque de voir réduire l'encaisse métallique sous les répercussions du dehors, c'est une assurance contre l'insolidarité universelle ; cette prime est supportée pour les 4 dixièmes au moins par le petit et moyen commerces et la petite et moyenne industries ; est-ce qu'elle doit tomber dans le Trésor comme source de revenu, ou servir, au moins en partie, à l'instauration d'un système nouveau, expression d'une solidarité réelle, et revenir ainsi utilement à l'industrie et au commerce ?

§ 6. *La Conférence monétaire internationale de la Paix.*

La large pensée de Luigi Luzzatti d'organiser l'entr'aide entre les banques d'émission et même les Trésors publics, et une redistribution rationnelle des métaux précieux, propre à atténuer les effets des crises périodiques, est venue se heurter à d'innombrables résistances financières et politiques. L'idée de faire intervenir les représentants des États, celle de rendre l'entr'aide des banques obligatoire, doivent être abandonnées ; mais une partie du projet échappe à la critique, et des théoriciens de la monnaie, comme Lexis et de Foville, y ont rendu hommage.

Des conférences périodiques des délégués des banques d'émission sont possibles ; l'examen en commun de leurs conditions légales et statutaires, du degré d'élasticité qu'elles peuvent donner à la circulation en temps de crise, peut et doit suggérer des réformes, des actions communes, des institutions nouvelles même, une entr'aide spontanée, sinon obligatoire, plus fréquente ; nul ne conteste la possibilité pour les banques d'émission de s'ouvrir réciproquement des comptes courants. Le chèque international, la compensation internationale, le *clearing* sont donc possibles. Cela suffirait pour justifier une entente des banques, qui ne sera qu'une première manifestation de la solidarité monétaire internationale *active*. La solidarité *passive*, nous ne la connaissons que trop. Il serait bien que les Parlements des nations les plus avancées s'exprimassent sur un aussi grand objet. Si nous ne pouvons encore parler la langue de la solidarité universelle, au moins, essayons de la bégayer.

H. DENIS.

ANNEXE.

VOEUX DE LA COMMISSION.

Institutions de crédit à créer.

11. La Commission nationale estime que le système des virements et chèques à organiser, soit par l'État, soit par la Caisse d'épargne, soit par l'un et l'autre, est de nature à rendre service aux classes moyennes et à faciliter l'organisation du petit crédit. (*Séance plénière du 14 mai 1907.*)

12. En vue d'assurer la généralisation du petit crédit en Belgique et son adaptation aux besoins des classes moyennes de l'industrie et du commerce, la Commission nationale recommande un ensemble de mesures, notamment :

1° Sans préjudice à une législation assez large pour permettre aux associations de se constituer et de fonctionner suivant les besoins des institutions de crédit bourgeois, la création d'une nouvelle formule légale mieux appropriée au caractère social des institutions de petit crédit.

Parmi les dispositions législatives qui se recommandent à ce point de vue de la législation comparée, la Commission nationale signale : un caractère juridique autonome différant des sociétés civiles ou commerciales et facilitant l'établissement d'une clientèle fermée, des conditions professionnelles à l'admissibilité des membres, la limitation du montant des dividendes ou des intérêts à servir aux actions, du montant des parts sociales et du nombre de parts que peut posséder un même membre, du montant du crédit qui peut être consenti, l'établissement d'un contre-poids à l'influence des membres preneurs de crédit, l'obligation d'une inspection biennale, de la ristourne des bénéficiaires, l'intangibilité de la réserve.

Outre cette formule légale qui repose sur les caractères principaux de l'association économique allemande, il serait désirable d'admettre une formule légale qui donnât à la mutualité et à la solidarité leur expression la plus pure et la plus rigoureuse, en dégageant l'organisation du crédit de tout esprit de lucre et en la réalisant par des institutions qui ne comportent ni capital ni bénéfices.

2° L'organisation d'une propagande rationnelle qui tiendra à réaliser l'éducation économique des preneurs de crédit, en même temps qu'elle facilitera la constitution et le fonctionnement des institutions de crédit.

Cette propagande peut émaner concurremment de l'initiative privée et des pouvoirs publics.

Elle revêtira selon les circonstances les formes de l'enseignement dans les écoles d'adultes et les écoles professionnelles ou celles de la diffusion par voie de conférences, tracts, etc.

3° La création par la loi d'un institut central de réescompte ayant pour mission exclusive d'organiser le crédit syndical et mutuelliste des classes moyennes (industrie, commerce et agriculture) et servant, pour autant que de besoin, d'intermédiaire auprès du marché général de l'argent.

Parmi les dispositions qui doivent lui faciliter l'accomplissement de sa mission, la Commission nationale signale :

a) l'affectation par l'État d'un fonds de garantie limité à la durée de l'institution, par exemple sous forme d'une émission d'obligations ;

b) la limitation du réescompte aux seules fédérations d'associations de crédit mutuel ou coopératif qui auront organisé pour leurs associations affiliées un service de surveillance et de contrôle qui signalerait les déviations systématiques de la gestion aussi bien que les abus accidentels (erreurs de comptabilité, fautes d'un agent, etc.);

c) l'établissement d'un service de compensation ;

d) la fixation de statuts-types pour les associations locales et des principes dirigeants à suivre par elles dans la distribution du crédit, en vue d'assurer la permanence du caractère social de l'organisation ;

4° a) l'organisation de la couverture des risques en vue du développement du crédit personnel.

Esquisse d'une organisation présentée par M. Denis.

La Commission nationale prend acte du système préconisé par M. Denis pour le fonctionnement économique du régime mutualiste pur, principe dont elle a recommandé l'essai concurrentiel avec le régime syndical. (*Séance plénière du 28 mai 1907*)

« Constitution d'une fédération de crédit mutuel commercial entre les unions du crédit et les banques populaires qui se soumettront aux dispositions essentielles des statuts-types arrêtés ou approuvés par le Gouvernement et portant spécialement la responsabilité solidaire de tous les membres d'une union ou d'une banque populaire affiliée, à concurrence du crédit qui leur est ouvert.

» Les unions et banques populaires fédérées sont solidairement responsables de leurs opérations, à concurrence du montant respectif des crédits qu'elles ont ouverts.

» Le montant du crédit ouvert, suivant ses garanties réelles et personnelles, à tout membre d'une union ou d'une banque populaire, est limité, sous le contrôle du comptoir fédéral, à un maximum qui ne peut être dépassé par aucun d'eux. Aucun membre ne disposera de plus d'une voix dans l'assemblée générale d'une union de banques populaires.

» Sont admissibles, comme membre des unions, les échangistes individuels et réunis en mutualités, en sociétés coopératives ou autres, en syndicats investis de la personnalité civile et réalisant la garantie du risque, soit entre personnes d'une même profession, soit entre personnes de professions différentes.

» La fédération possède une personnalité juridique indépendante ; elle institue un comptoir fédéral auquel est attaché un commissaire du Gouvernement. Ses administrateurs peuvent même être au début désignés en majorité par le Gouvernement.

» Le comptoir fédéral exerce un contrôle incessant sur les unions fédérées ; les duplicatas de tous les comptes lui sont adressés. Il soumet les écritures des unions et banques fédérées à une inspection bisannuelle.

I. — Forme normale définitive de l'escompte réalisant, dans une mesure croissante, un marché intérieur complètement indépendant.

» Les opérations d'escompte sont accomplies exclusivement par les unions et banques populaires fédérées.

» Les effets de commerce admis par elles à l'escompte sont portés en compte courant. L'escompte en espèces et en billets de la Banque Nationale n'est pas, en vertu des statuts de la fédération, obligatoire pour les unions et leur fédération.

» L'admission des valeurs escomptées à l'actif des comptes courants ne sera définitive pour aucune des institutions fédérées, qu'après approbation et visa du comptoir fédéral.

» Le taux d'escompte sera calculé, sous le contrôle du comptoir fédéral, de manière à comprendre les frais d'administration, les primes de l'assurance, destinée à couvrir les risques probables du portefeuille de l'union, et le prélèvement destiné à alimenter la réserve commune de la fédération.

» Constitution d'une réserve commune à la fédération, au moyen d'une retenue spéciale sur toutes les valeurs admises en compte courant, et destinée à couvrir éventuellement les pertes

imprévues. Cette réserve sera impartageable entre les unions fédérées et les titulaires de comptes, et l'État disposera de son excédent au profit d'institutions mutualistes de crédit, en cas de dissolution de la fédération.

» L'État intervient, par la constitution d'un fonds de garantie complémentaire de la réserve fédérale, contre les risques de portefeuille des institutions de crédit fédérées. (Forme du fonds de garantie ci-après.)

» Cette intervention ne pourra, dans aucun cas et dans aucun exercice annuel, couvrir plus de 50 p. c. des pertes subies par les institutions fédérées.

Chèque. — Le chèque barré généralisé.

» Les titulaires de comptes disposent de leur solde créditeur en compte courant au moyen de chèques.

» Les chèques régulièrement émis ont, en vertu du pacte fédéral, force libératoire dans le sein de la fédération, comme une véritable monnaie métallique; ils sont acceptés par tous les affiliés avec la puissance acquisitive de monnaie. Tout échangiste — individu, société, syndicat, mutualité — étant affilié à l'une des unions et banques fédérées, et recourant à son intermédiaire, la pratique du chèque barré est généralisée au sein de la fédération avec toutes ses précieuses garanties.

II. — Forme préparatoire de l'escompte réalisant un marché intérieur relativement dépendant du marché monétaire.

» L'escompte des effets de commerce et la disposition du solde créditeur de son compte, en monnaie métallique et en billets de la Banque Nationale, sera facultatif pour le titulaire d'un compte courant.

» Les ressources qui seront applicables à ce service dérivent :

» 1° D'un fonds de garantie de l'État ;

» 2° Des dépôts en espèces et billets que les unions et la fédération peuvent recevoir à intérêt ;

» 3° Du réescompte d'une partie du portefeuille à la Banque Nationale par le comptoir fédéral, seul organe du réescompte.

» Taux d'escompte plus ou moins profondément influencé par la Banque Nationale, suivant l'importance, l'intérêt des dépôts et l'intervention de la caisse centrale.

» Le comptoir pourra être autorisé à consacrer à des avances sur fonds publics une partie disponible des fonds déposés.

Des virements et des unions ou banques populaires.

» Les unions et banques populaires reçoivent en compte courant les chèques et mandats de virement qui leur sont remis par leurs membres titulaires d'un compte courant.

» Elles opèrent chaque jour les virements entre leurs affiliés.

De la compensation et de la fédération.

» Le comptoir fédéral fonctionne comme le clearing des unions et banques populaires fédérées et opère chaque jour la compensation des chèques et valeurs dont elles sont détentrices les unes à charge des autres. La pratique généralisée du chèque barré donne le maximum de sûreté à la compensation.

» Le comptoir fédéral de réescompte opère entre les unions et banques populaires la redistribution des fonds destinés à l'escompte dans le cas visé plus haut, suivant les ressources et les besoins, de manière à réaliser l'équilibre le plus parfait possible de l'offre et de la demande.

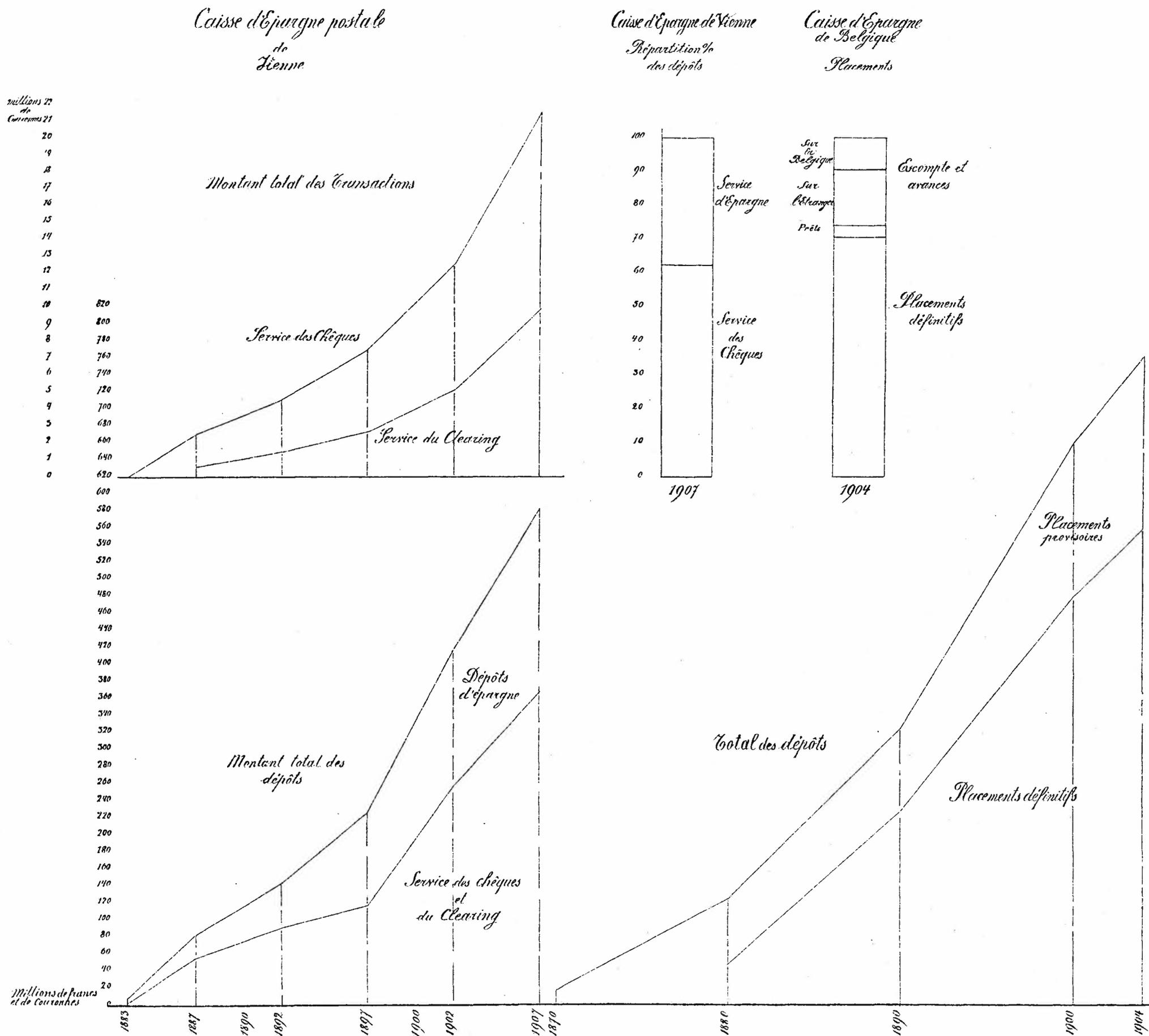
» Le comptoir exerce un contrôle incessant sur les opérations des unions et des banques.

» Il exerce seul la fonction de réescompte à la Banque Nationale.

De l'État.

- » L'État approuve les statuts des unions et de la fédération.
 - » Il intervient par un fonds de garantie ou la garantie spéciale et rigoureusement limitée d'avances de la Caisse d'épargne.
 - » Il dispose, en cas de dissolution, de la réserve de la fédération,
 - » Il a un commissaire spécial attaché au comptoir fédéral. Au début, il peut même désigner la majorité des membres de son conseil d'administration. »
-

CAISSES D'ÉPARGNE COMPARÉES.

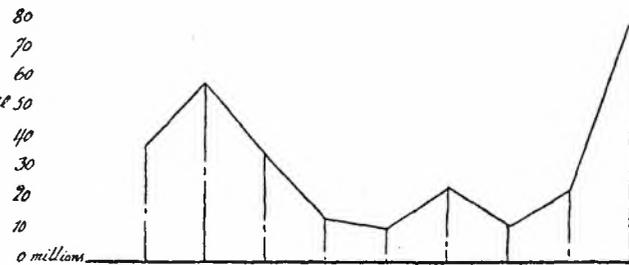


LE CHANGE ET LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA MONNAIE D'ARGENT

COURS PUBLIC DE M. H. DENIS

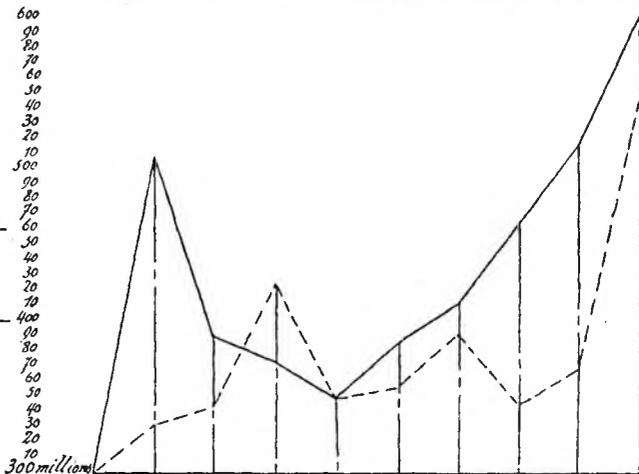
Statistiques belges

Reavitaillement de la Banque
en écus de 5 frs



Exportation de Belgique
en France

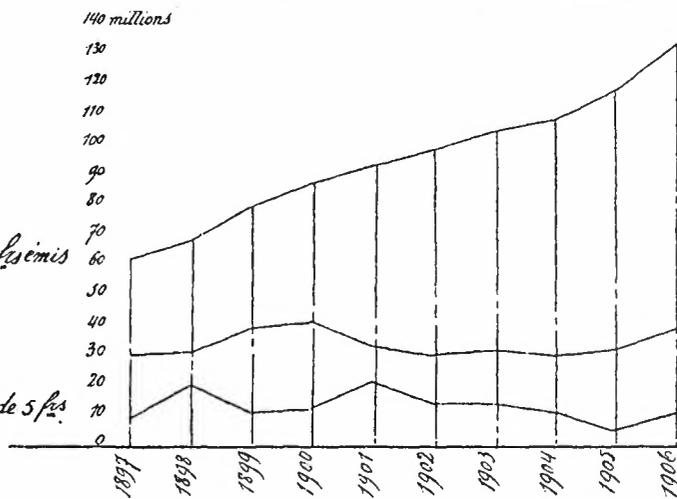
Importation de France
en Belgique



Billets de 20 frs émis

Caux moyen
d'escompte

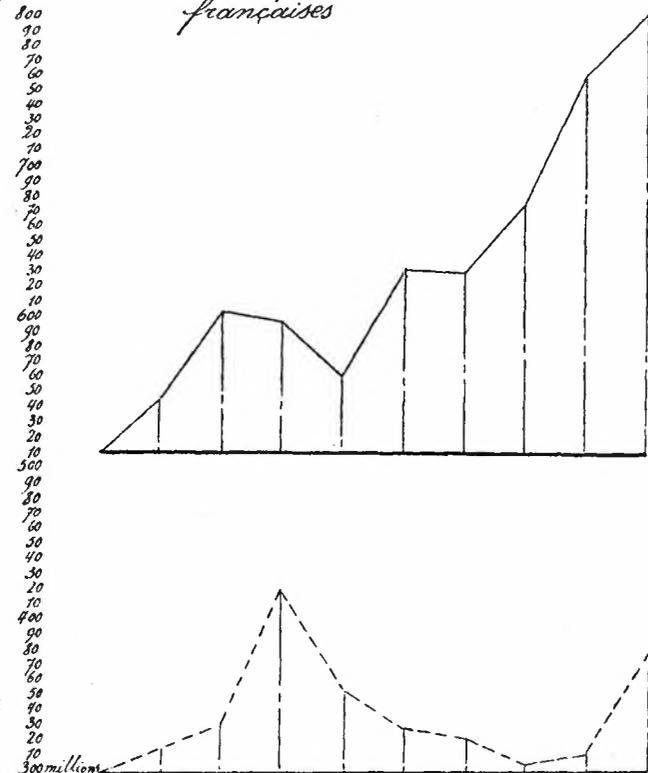
5
4
3
2
1
0



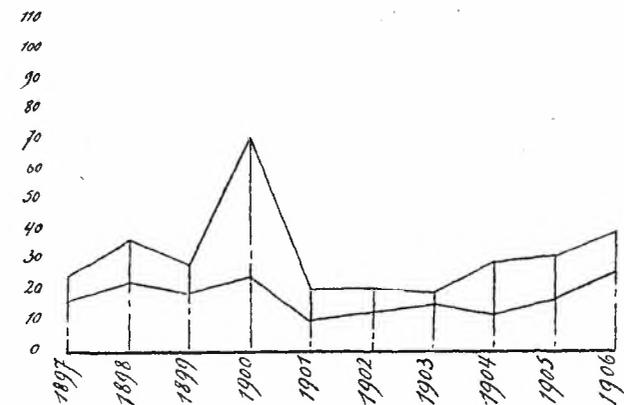
Statistiques françaises et belges

Exportation de France
en Belgique

Importation de Belgique
en France

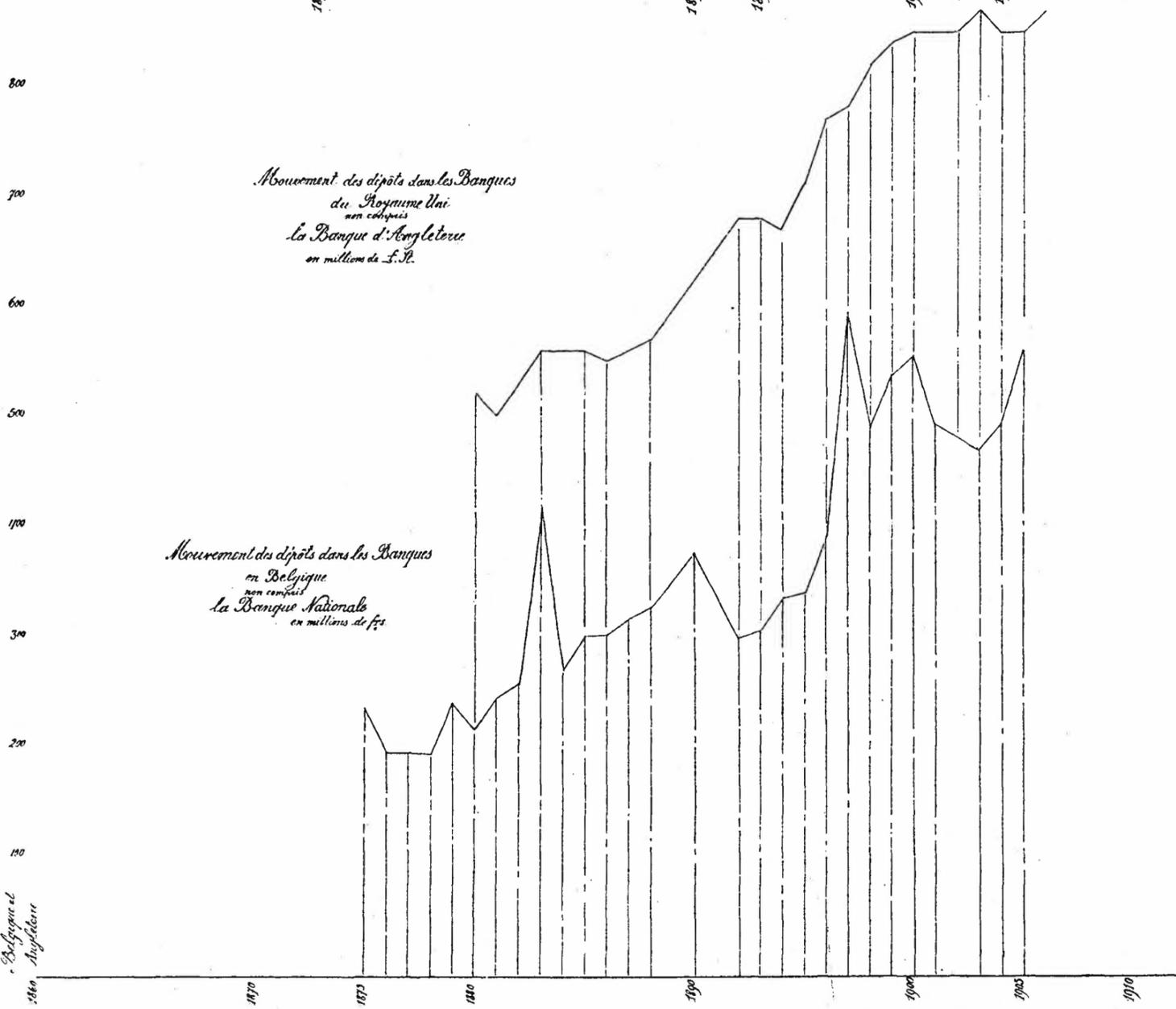
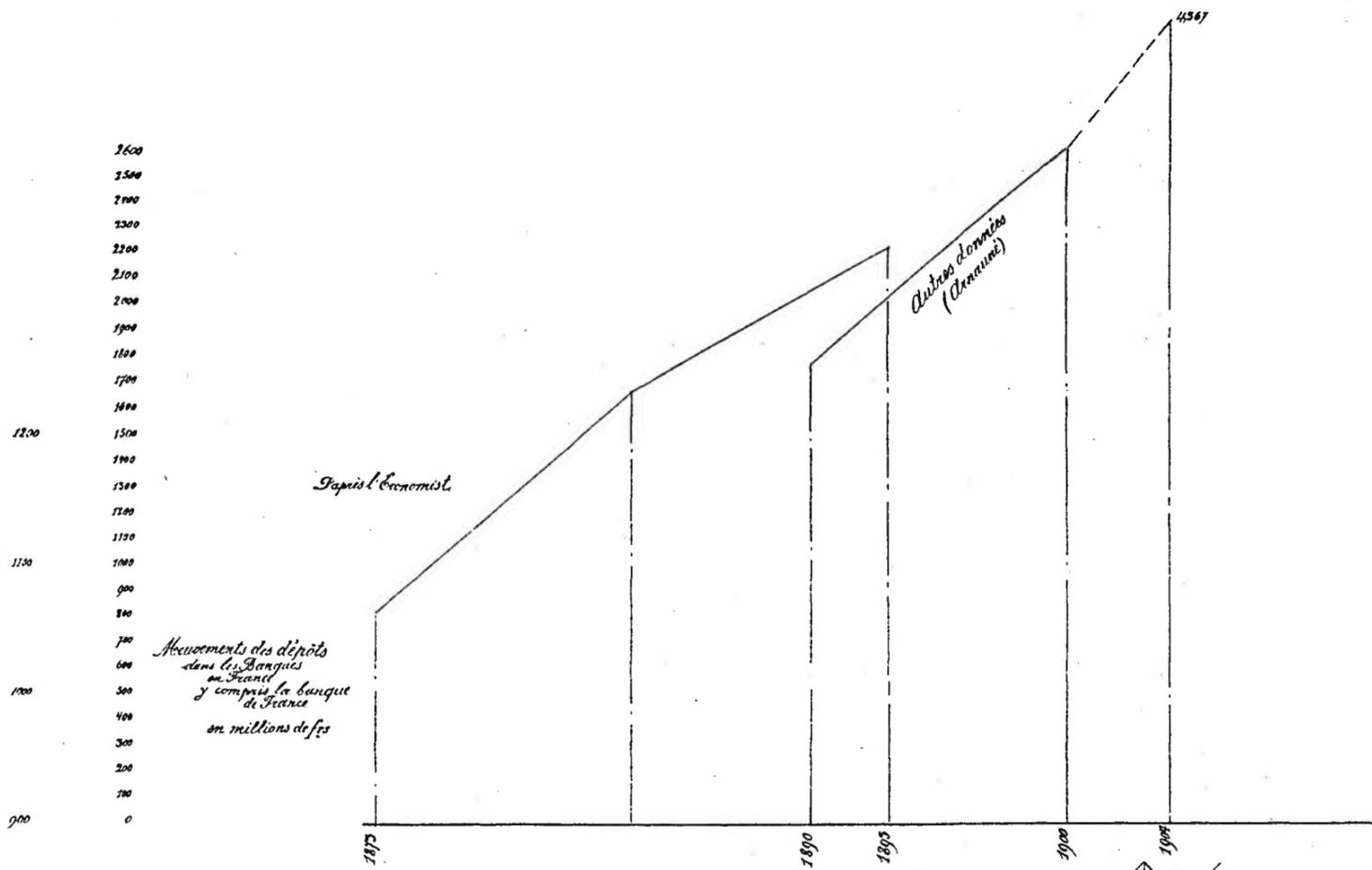


Change sur Paris } Maximum
Moyen }
fractions au delà de 100



LE MOUVEMENT DES DÉPÔTS DANS LES BANQUES.

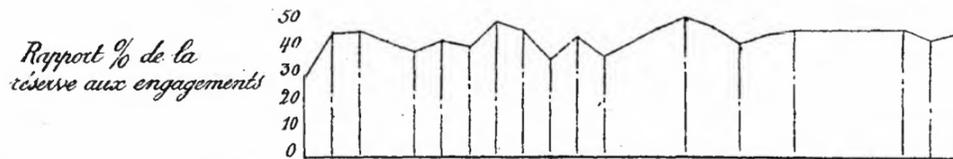
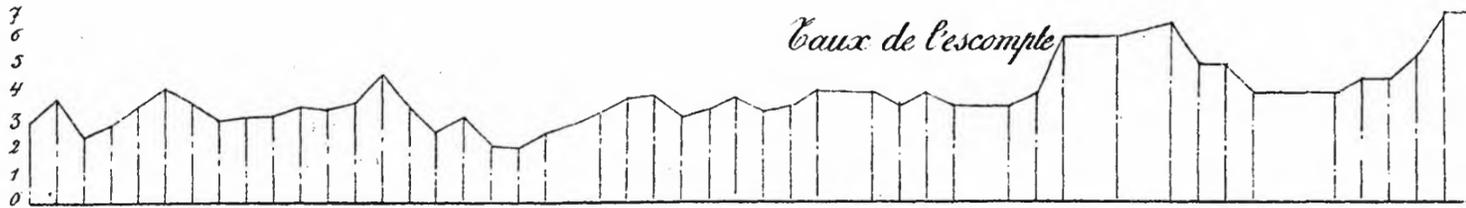
COURS PUBLIC DE M. H. DENIS.



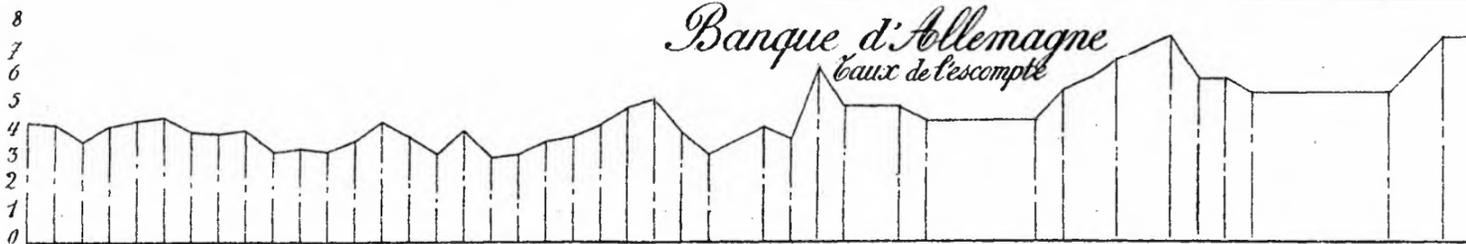
Belgique et Angleterre

VARIATIONS COMPARÉES DU TAUX DE L'ESCOMPTE.

Banque d'Angleterre

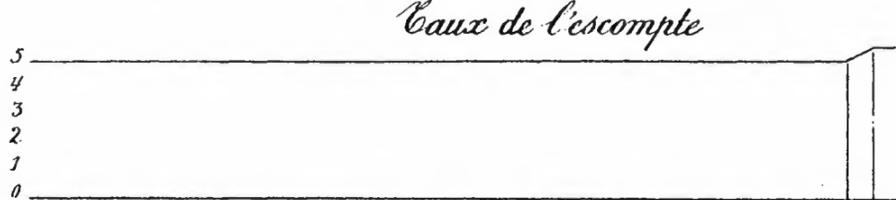


Banque d'Allemagne

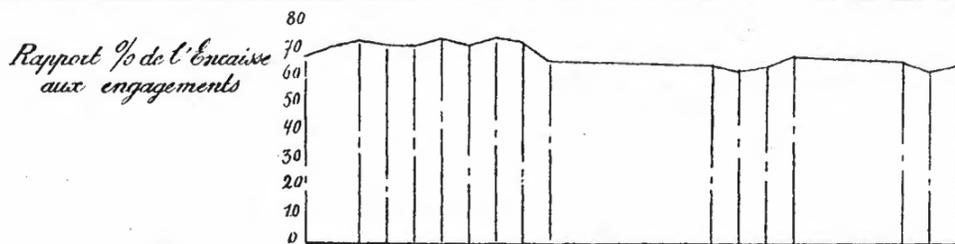
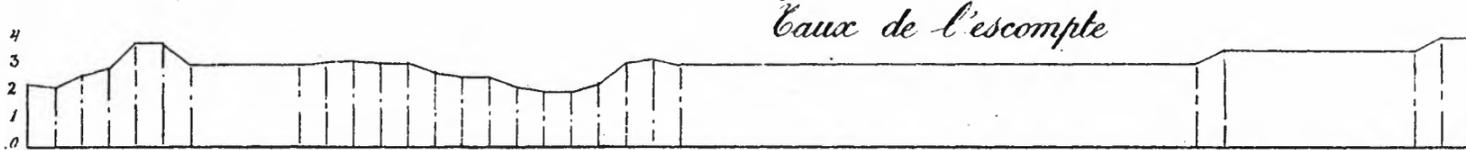


Union Latine

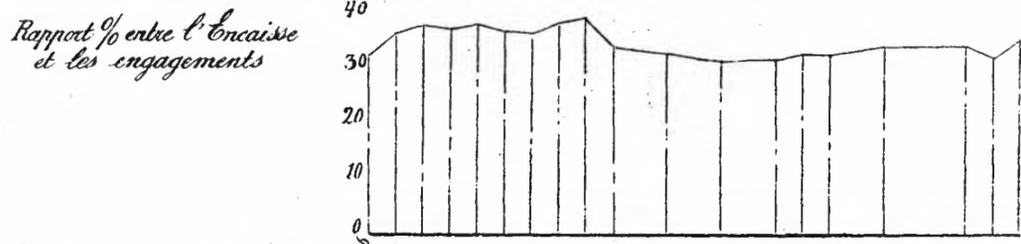
Banque d'Italie



Banque de France



Banque nationale de Belgique



1877 8 9 1880 1 2 3 4 5 6 7 8 9 1890 1 2 3 4 5 6 7 8 9 1900 1 2 3 4 5
 Jan. 1906 Fév. Mars Avril Mai Juin Juil. Août. Sept. Oct. Nov. Déc. 1907 Janv. Fév. Mars Avril Mai Juin Juil. Août. Sept. Oct. Nov. Déc.

(1)

(N° 86)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 DECEMBER 1907.

Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1908 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOYOIS.

MIJNE HEEREN.

De begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1908 bedraagt 281,715 frank meer dan die van het loopende dienstjaar, en wel 279,215 fr. voor gewone uitgaven en 2,500 frank voor uitzonderlijke.

Deze verhooging wordt verklaard bij ieder artikel waarvoor hoogere kredieten dan vroeger worden aangevraagd. In de afdeelingen noch in de Middenafdeeling werden daartegen bedenkingen ingebracht.

* *

Het onderzoek van het ontwerp van begrooting in de afdeelingen gaf overigens geene aanleiding tot andere opmerkingen en vragen dan de volgende, die in dezer voege voorkomen in de processen-verbaal :

1° Een lid vraagt « hoever het staat met de werkzaamheden der Commissie tot herziening van de belastingswetten, inzonderheid van de grondbelasting » ;

2° Een ander lid vraagt om « verbetering van het lot der accijsbeambten » ;

3° Een derde lid verlangt te weten « welke maatregelen de Regeering denkt te nemen om de geldcrisis te keer te gaan. Volgens hem berokkent het hoog disconto der Nationale Bank erge schade aan den Belgischen handel ».

* *

In de Middenafdeeling gaf dit laatste vraagstuk aanleiding tot eene gedachtenwisseling onder de aanwezige leden. Doch er valt op te merken

(1) Begrooting, n° 4^{xiii}.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Harmignie, voorzitter, Hoyois, Verhaegen, Bertrand, Maenhaut, Denis, de Smet de Naeyer.

dat het insgelijks werd opgeworpen bij het onderzoek der begrooting van 's Lands Middelen en dat de verslaggever daarover zelfs uitweidde. Daar het veeleer de begrooting van 's Lands Middelen betreft dan wel die van Financiën, en om nuttelooze herhaling te vermijden, wordt het niet breedvoeriger behandeld in deze begrooting.

* * *

Omtrent de verbetering van den toestand der accijnsbeambten werd ter Kamer eene vraag gericht tot den heer Minister van Financiën die daarop den 17ⁿ December 1907 antwoordde als volgt :

« De herinrichting van den accijnsdienst maakt deel uit van een gezamenlijk ontwerp, dat nog andere zaken omvat en een werk van langen adem is.

» Eerlang zullen de studiën over dit ontwerp af zijn. »

Dit antwoord zou duidelijker wezen indien de heer Minister van Financiën eindbeslissingen genomen had. Doch zooals het luidt, is het een blijkbaar bewijs van zijnen wil om naar wat beters uit te zien, door de belangen der Schatkist naar behooren overeen te brengen met die der accijnsbeambten.

Ongetwijfeld zal de heer Minister van oordeel zijn dat, eensdeels, de graad van ondercontroleur niet moet blijven bestaan en dat, anderdeels, eene zekere wijziging van de omschrijvingen der controleurs noodzakelijk is.

Trouwens, deze omschrijvingen werden lang geleden bepaald. Voorzeker werden zij bij gedeelten gewijzigd, maar 't ware moeilijk het hierbij te laten, gezien de steeds aanzienlijkere uitbreiding van sommige onzer agglomeratiën en het feit dat een aantal omschrijvingen sedert hare vroegere bepaling merkkelijk aangroeiden, zooniet in uitgestrektheid dan toch in belangrijkheid.

't Is ook waarschijnlijk dat de afschaffing van de ondercontroleurs en de gezamenlijke wijziging van de omschrijvingen der controleurs een gunstig gevolg zouden hebben voor de kommiezen van eerste klasse.

Doch, vermits er nog geene bepaalde beslissingen schijnen genomen te zijn, hoeven de belanghebbenden niet van stonden aan te rekenen op nieuwe maatregelen, die wellicht gansch anders zullen uitkomen dan de Middenafdeeling vooralsnog denkt.

In afwachting dat de goede gezindheid van den heer Minister van Financiën een tastbaren en degelijken vorm erlangt, ware het misschien niet nutteloos eens te meer zijne aandacht te vestigen op sommige *desiderata* van de controleurs der belastingen, — wat hem zal aanzetten om terzelfder tijd die der controleurs bij het tolwezen te onderzoeken, gezien het onderling verband dat de belanghebbenden zelve aan beide toekennen.

Dit vraagstuk werd menigmaal ter Kamer opgeworpen, zoo bij de behandeling der begrooting van Financiën als in andere omstandigheden. Overigens gaf het aanleiding tot verscheidene verzoekschriften die werden rondgedeeld onder de leden der Wetgevende Kamers.

Eensdeels staan, bij den aanvang hunner loopbaan, beide soorten van ambtenaren gelijk, d. w. z. dat zij bij hunne intrede in het bestuur dezelfde

examens aflegden en nadien, vóór de splitsing van hun ambt, dezelfde ondergeschikte betrekkingen bekleedden. Anderdeels zijn hunne ambtsbezigheden verschillend, doch even gewichtig en zwaar.

Welnu, in meer dan een opzicht worden beide groepen verschillend behandeld.

De controleurs der belastingen moeten vier klassen doorloopen en hunne jaarwedde verschilt van 3,150 tot 6,000 frank; de controleurs bij het tolwezen hebben maar drie klassen, doch behalve de aanvangswedde, die dezelfde is, blijven zij op elken trap merkelyk beneden hunne ambtgenooten der belastingen.

Daarentegen genieten de controleurs bij het tolwezen zekere geldelijke voordeelen die de controleurs der belastingen niet hebben: verblijfsvergoeding in de voorname plaatsen, vrij spoorwegverkeer binnen hun gebied.

Deze strijdige inrichting is reeds zeer oud. In de laatste jaren vroegen de controleurs bij het tolwezen herhaaldelyk verbetering van hunnen toestand; daartoe werd door hen gewezen op den toestand van de controleurs der belastingen; en hunnerzijds vroegen deze laatste dat hun dezelfde bijkomende voordeelen worden toegekend als aan hunne ambtgenooten bij den toldienst.

De Middenafdeeling koestert de hoop dat de achtbare heer Liebaert, pas aan het hoofd van het Ministerie van Financiën geplaatst, met zooveel mogelijk welwillendheid jegens de belanghebbenden de studie zal voortzetten, die werd aangevangen door zijn achtbaren voorganger, tot het brengen van eenheid in den geldelijken toestand der controleurs bij den toldienst en der controleurs van de belastingen.

De aanvangswedde zal hem waarschijnlijk gering voorkomen, vooral zoo hij rekening houdt met de kosten, aan bedoelde ambtenaren opgelegd door de menigvuldige, soms lange dienstreezen, die niet zelden een ganschen dag vergen en somtijds zelfs des nachts moeten geschieden.

Hij zal onderzoeken of het redelyk is dat de controleurs der belastingen, verplicht tot menigvuldige reizen in eene dikwijls uitgestrekte omschrijving, hunne reiskosten per spoor moeten betalen, terwijl hunne ambtgenooten bij den toldienst en andere ambtenaren ofwel vrij verkeer hebben, ofwel eene reisvergoeding trekken.

Terzelfder tijd zal hij onderzoeken of het toezicht, dat de controleurs der belastingen moeten uitoefenen tot groot voordeel voor de Schatkist, daardoor niet lijdt, — inzonderheid hun nachtelijk toezicht over fabrieken, werkplaatsen, enz., aan de accijns wetten onderworpen. Maar juist vermits zij niet worden vergoed voor hunne reis- en verblijfkosten, aarzelt het hooger bestuur somtijds niet des nachts van hen alles te vergen wat anders hun werk en ijver zouden kunnen en moeten leveren?

En nochtans is vooral des nachts hunne aanwezigheid nuttig in de werkplaatsen die onder hun toezicht staan, niet alleen om bedrog te verhinderen, maar ook om den ijver te prikkelen van het personeel, aangesteld ter bewaking van stokerijen, suikerfabrieken, enz.

Zoo de toestand van de controleurs der belastingen dient verbeterd te worden, hoe moet men het aan boord leggen? Op 't eerste gezicht zou het

schijnen dat men zich kan bepalen tot de controleurs der twee laagste klassen, daar de andere beter zijn bedeed. Voor 't overige blijft er keus tusschen eene bij voorkeur vaste vergoeding voor reis- en verblijfkosten, en het vrij verkeer binnen de omschrijving van bedoelde ambtenaren, aan welk verkeer zij sterk hechten, naar het schijnt. Mocht de heer Minister verkiezen het vrij verkeer toe te staan, niets zou verhinderen dat het Ministerie van Financiën, om de rekening van den spoorweg niet te verstoren, dit vrij verkeer betaalde aan het Ministerie van Spoorwegen als bijzondere abonnementen. Niets zou verhinderen dat hij aan zijne controleurs ten minste boekjes reiskaarten bezorgde, die vooraf worden betaald aan het Ministerie van Spoorwegen en door deze ambtenaren zouden afgescheurd worden naar gelang van hunne reizen, aangeteekend in het beknopt verslag van hunnen dienst. Dit stelsel zou wellicht dit voordeel opleveren, dat elk misbruik hunnerzijds zou worden voorkomen.

*
* * *

't Is overigens niet zoo onlangs dat de verbetering van den toestand der ambtenaren, belast met om 't even welken tak van den accijnsdienst, voor het eerst is opgeworpen. En wordt hun toestand verbeterd, het zal niet de eerste maal zijn, zomin voor hen als voor het personeel van het tolwezen.

Men vindt het bewijs ervan in de zeer leerzame tabel die hier volgt :

VERGELIJKENDE TABEL

*per tijdvak, van de jaarwedden, afhoudingen en pensioenen van de lagere
beambten der accijnzen en douanen, van 1830 tot 1908.*

van de lagere beambten der accijnzen en douanen, van 1830 tot 1905.

PENSIOENEN (²).									
Reglement van 29 Mei 1822.		Wet van 21 Juli 1844.				Wetten van 17 Februari 1849 en van 10 Januari 1886 (3).			
		Minimum.		Maximum.					
Leeftijd.	Bedrag. (1/2 van de vaste jaarwedde na 30 jaren dienst, en 1/40 ^e van deze jaarwedde per jaar boven 30.)	Leeftijd.	Bedrag. (1/50 ^e van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren, vermenigvuldigd met het getal dienstjaren	Leeftijd.	Bedrag. (3/4 van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren.)	Leeftijd.	(4)	Wet van 1849 1/50 ^e . Wet van 1886 1/50 ^e van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren, vermenigvuldigd met het getal dienstjaren. Maximum 3/4 van gemelde gemiddelde jaarwedde	
13	14	15	16	17	18	19	20	21	
55		55		58 1/2		65			
—	684 »	—	»	—	»	—	»	(1) De afhoudingen, vermeld in de kolommen 3 tot 6, bestaan niet meer. In de kolommen 7 tot 12 worden enkel opgegeven de gewone afhoudingen ten bate van het weduwen- en wezenfonds, namelijk :	
—	»	—	810 »	—	900 »	—	900 »	1 ^o De algemeene afhouding, toegepast op al de beambten, gehuwd of niet (kol. 7 en 8) ; 2 ^o De bijkomende afhouding, toegepast op de gehuwde beambten (kol. 9 en 11). Daarenhoven zijn er buitengewone of uitzonderlijke afhoudingen, waarvan de aard en het bedrag, sedert 1830, wijzigingen ondergingen. Thans heeft men :	
—	»	—	»	—	»	—	975 »	1 ^o De afhouding van gansch de eerste maand van elke jaarwedde, of van de helft er van, naar gelang de jaarwedde al of niet 1,200 frank bedraagt ; 2 ^o De afhouding van de eerste twee maanden van elke verhooging van jaarwedde ;	
—	»	—	»	—	»	—	1,125 »	3 ^o De achterstallige afhouding, toegepast op de beambten die huwen, nadat zij in 't bestuur traden, en op hen die, gehuwd op 't oogenblik hunner intrede, vroegere diensten tellen, welke kunnen medetellen voor het pensioen ;	
—	»	—	»	—	»	—	1,257 »	4 ^o De bijkomende afhouding wegens verschil van leeftijd tusschen de echtgenooten.	
—	»	—	»	—	»	—	1,462 »	(2) De cijfers van het pensioen, vermeld in de kolommen 14, 16, 18 en 20, worden berekend in de onderstelling dat de beambten in 't bestuur werden opgenomen op den leeftijd van 21 jaar en pensioen erlangden op den wettelijken leeftijd.	
—	»	—	»	—	»	—	—	(3) Onder de wet van 1849, kon het maximum van het pensioen worden bereikt na 41 jaar en 3 maanden werkelijken dienst. Dit maximum kon dus worden verworven op 65 jaar — ouderdom bepaald voor het op pensioen stellen — door beambten die in 't bestuur traden op den leeftijd van ten hoogste 23 jaar 9 maanden.	
—	»	—	»	—	»	—	—	Onder de wet van 1886, die thans nog van kracht is, kan het maximum van het pensioen worden bereikt op denzelfden leeftijd, na 57 1/2 jaren werkelijken dienst, dus zelfs door beambten die in het bestuur traden op 27 1/2 jaar.	
—	»	—	»	—	»	—	—	(4) De leeftijd, aangegeven in kolom 19, is niet die waarop de beambte op pensioen moet gesteld worden : 't is de leeftijd waarop de beambte kan worden op pensioen gesteld, zonder andere voorwaarde dan 30 jaren dienst.	

Aanmerkingen.

TIJDVAKKEN.		GRADEN		EN		JAARWEDDEN.		AFHOUDINGEN (1)												
								ten bate van de vroegere pensioenkas van het Ministerie van Financiën.			Ten bate van den Staat.	ten bate van het weduwen- en weezenfonds.								
								2 %		3 %	5 %	1 %	Algemeene afhouding				Bijkomende afhouding toegepast op de nieuwe beambten.			
								van 1830 tot Juli 1832 (Reglement van 29 Mei 1822.)	van Juli 1832 tot en met 1841. (Koninklijk besluit van 15 November 1832.)	van Januari 1833 tot en met 1844, op jaarwedden boven 1,200 fr. (Koninklijk besluit van 12 November 1833.)	van 1849 tot 1857 (Wetten van 17 Februari 1849 en 8 April 1857.)	Van 1845 tot Maart 1847 op jaarwedden beneden 1,200 fr. 2 1/2 % (Koninklijk besluit van 29 December 1844.)	Sedert 1857. A op jaarwedden beneden 1,200 fr. 3 1/2 % (Koninklijk besluit van 30 April 1857.)	Sedert Mei 1857 tot in Mei 1874. 1 % verschuldigd door de gehuwde beambten. (Koninklijk besluit van 30 April 1857.)	Totaal tot in 1874 voor de gehuwde beambten. (Kolommen 8 en 9.)	Sedert Mei 1874 1 1/2 % verschuldigd door de gehuwde beambten. (Koninklijk besluit van 25 April 1874).	Totaal sedert 1874 voor de gehuwde beambten. (Kolommen 8 en 11.)			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12									
		Brigadiers der douanen :																		
Vóór 1857 . . .	—	1,100	22	55	»	11	27.50	»	»	»	»	»	»	»	»					
In 1857 . . .	—	1,200	»	»	»	»	»	48	12	60	»	»	»	»	»					
In 1862 . . .	—	1,400	»	»	»	»	»	56	14	70	21	»	77	»	»					
In 1875 . . .	—	1,550	»	»	»	»	»	62	»	»	25.25	»	85.25	»	»					
In 1898 . . .	—	* 1,800	»	»	»	»	»	72	»	»	27	»	99	»	»					
		1,600	»	»	»	»	»	64	»	»	21	»	88	»	»					
		Onderbrigadiers der douanen :																		
Vóór 1846 . . .	—	940	18.80	28.20	»	»	25.50	»	»	»	»	»	»	»	»					
In 1846 . . .	—	900	»	»	»	9	22.50	»	»	»	»	»	»	»	»					
In 1857 . . .	—	1,000	»	»	»	»	»	35	10	45	»	»	»	»	»					
In 1862 . . .	—	1,100	»	»	»	»	»	58.50	11	49.50	16.50	»	55	»	»					
In 1875 . . .	—	1,200	»	»	»	»	»	48	»	»	18	»	66	»	»					
In 1898 . . .	—	* 1,500	»	»	»	»	»	60	»	»	32.50	»	82.50	»	»					
		1,300	»	»	»	»	»	52	»	»	19.50	»	71.50	»	»					
		Gepreposeerden der douanen :																		
Vóór 1846 . . .	—	640	12.80	19.20	»	»	16	»	»	»	»	»	»	»	»					
		740	14.80	22.20	»	»	18.50	»	»	»	»	»	»	»	»					
In 1846 . . .	—	700	»	»	»	7	17.50	»	»	»	»	»	»	»	»					
In 1857 . . .	—	900	»	»	»	»	»	31.50	9	40.50	»	»	»	»	»					
		800	»	»	»	»	»	28	8	36	»	»	»	»	»					
In 1862 . . .	—	1,000	»	»	»	»	»	35	10	45	15	»	50	»	»					
		900	»	»	»	»	»	31.50	9	40.50	13.50	»	45	»	»					
		800	»	»	»	»	»	28	8	36	12	»	40	»	»					

PENSIOENEN (*).

Reglement van 29 Mei 1822.		Wet van 21 Juli 1844.				Wetten van 17 Februari 1849 en van 10 Januari 1886 (3).	
		Minimum.		Maximum.		Leeftijd.	Leeftijd.
Leeftijd.	Bedrag. (1/2 van de vaste jaarwedde na 30 jaren dienst, en 1/40 ^e van deze jaarwedde per jaar boven 30)	Leeftijd.	Bedrag. (1/50 ^e van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren, verme- nigvuldigd met het getal dienstjaren	Leeftijd.	Bedrag. (3/4 van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren.)		
13	14	15	16	17	18	19	20

Aanmerkingen.

21

55		55		58½		65	
—	680 »	—	748 »	—	825 »	—	825 »
—	»	—	»	—	»	—	900 »
—	»	—	»	—	»	—	1.050 »
—	»	—	»	—	»	—	1.162 »
—	»	—	»	—	»	—	1.550 »
55		55		58½		65	
—	584 »	—	659 »	—	703 »	—	»
—	»	—	»	—	»	—	675 »
—	»	—	»	—	»	—	750 »
—	»	—	»	—	»	—	825 »
—	»	—	»	—	»	—	900 »
—	»	—	»	—	»	—	1.125 »
55		55		58½		65	
—	444 »	—	503 »	—	535 »	—	»
—	»	—	»	—	»	—	525 »
—	»	—	»	—	»	—	675 »
—	»	—	»	—	»	—	750 »

(*) De jaarwedden van de brigadiers en onderbrigadiers der douanen werden niet verhoogd sedert 1898, doch de tijd, vereischt om tot de hoogste jaarwedde te geraken, werd verminderd van 10 tot 5 jaren. (Besluiten van 3 November 1906 en 29 April 1907.)
(1), (2), (3), (4). Zie blz. 7.

TIJDYAKKEN.		GRADEN		EN		JAARWEDDEN.		AFHOUDINGEN (1)														
								ten bate van de vroegere pensioenkas van het Ministerie van Financiën.			Ten bate van den Staat.	ten bate van het weduwen- en weezenfonds.										
								Algemeene afhouding		Bijkomende afhouding toegepast op de nieuwe beambten.												
								2 o/o van 1830 tot Juli 1832 (Reglement van 29 Mei 1822.)	3 o/o van Juli 1832 tot en met 1844. (Koninklijk besluit van 15 November 1832.)	5 o/o van Januari 1833 tot en met 1844, op jaarwedden boven 1,200 fr. (Koninklijk besluit van 12 November 1833.)	1 o/o van 1849 tot 1857 (Wetten van 17 Februari 1849 en 8 April 1857.)	Afhouding afgeschaft.	Van 1845 tot Maart 1847 op jaarwedden beneden 1,200 fr. 2 1/2 o/o B op jaarwedden van 1,200 fr. en meer 3 o/o (Koninklijk besluit van 29 December 1844.)	Sedert 1857. A op jaarwedden beneden 1,200 fr. 3 1/2 o/o B op jaarwedden van 1,200 fr. en meer 4 o/o (Koninklijk besluit van 30 April 1857.)	Sedert Mei 1857 tot ia Mei 1874. 1 o/o verschuldigd door de gehuwde beambten. (Koninklijk besluit van 30 April 1857.)	Totaal tot in 1874 voor de gehuwde beambten (Kolommen 8 en 9.)	Sedert Mei 1874 1 1/2 o/o verschuldigd door de gehuwde beambten. (Koninklijk besluit van 25 April 1874.)	Totaal solert 1874 voor de gebuwde beambten (Kolommen 8 en 11.)				
3	4	5	6	7	8	9	10	11	12													
		Gepreposeerden der donanen (vervolg) :																				
In 1875 . .	1,000	1,100	900	1,400	1,200	1,100	1,000	1,400 (1)	1,500	1,200	1,100											
In 1898 . .	1,400	1,200	1,100	1,000	1,400 (1)	1,500	1,200	1,100														
In 1906 . .	1,400	1,500	1,200	1,100																		
		Matrozen :																				
Vóór 1846 .	840	840	950	850	1,100	1,000	1,200	1,100	1,500	1,400	1,500	1,200										
In 1846 . .	18.80	28.20	16.80	25.20	9.50	25.75	8.50	21.25	58.50	11	49.50	16.50	55									
In 1857 . .	25.50	21	25.75	21.25	58.50	11	49.50	16.50	55													
In 1875 . .	58.50	10	48	18	66	58.50	16.50	55														
In 1875 . .	1,200	1,100	1,500	1,400	1,500	1,400	1,500	1,200														
In 1898 . .	60	23.50	21	77	56	21	77	56	52	19.50	71.50	18	66									
In 1875 . .	48	18	66	58.50	16.50	55																
In 1898 . .	48	18	66	58.50	16.50	55																
In 1906 . .	48	18	66	58.50	16.50	55																
		Kajuitsjongens :																				
Vóór 1837 .	500	600	700	800	900 (K. B. van 3 November 1900.)																	
In 1837 . .	10	15	5	12.50	21	6	27	9	30													
In 1857 . .	600	700	800	900	21	6	27	9	30													
In 1875 . .	700	800	900	24.50	28	12.50	10.50	35														
In 1898 . .	800	900	24.50	28	12.50	10.50	35															
In 1906 . .	900	24.50	28	12.50	10.50	35																

PENSIOENEN (2).

Reglement van 29 Mei 1822.		Wet van 21 Juli 1844.				Wetten van 17 Februari 1849 en van 10 Januari 1886 3).	
		Minimum.		Maximum.			
Leeftijd.	Bedrag. (1/2 van de vaste jaarwedde na 30 jaren dienst, en 1/40 ^e van deze jaarwedde per jaar boven 30.	Leeftijd.	Bedrag. (1/50 ^e van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren, vermenigvuldigd met het getal dienstjaren	Leeftijd.	Bedrag. (3/4 van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren)	Leeftijd.	Wet van 1849 1/55 ^e . Wet van 1886 1/50 ^e van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren, vermenigvuldigd met het getal dienstjaren Maximum 3/4 van gemelde gemiddelde jaarwedde
13	14	15	16	17	18	19	20

Aanmerkingen.

55		55		58 1/2		65	
—	»	—	»	—	»	—	825 »
—	»	—	»	—	»	—	1,050 »
65	564 »	55	659 »	58 1/2	705 »	65	»
—	»	—	»	—	»	—	712 »
—	»	—	»	—	»	—	835 »
—	»	—	»	—	»	—	900 »
—	»	—	»	—	»	—	1,125 »
55	500 »	55	540 »	58 1/2	575 »	65	»
—	»	—	»	—	»	—	450 »
—	»	—	»	—	»	—	525 »
—	»	—	»	—	»	—	600 »

N. B. Voor de verwijzing naar de nota's, (1), (2), (3), zie blz. 4.

(2) De aanvangswedde van de gepreposeerden der douanen werd gebracht van 1,000 op 1,100 frank.

Deze beamtten trekken thans :

Eene jaarwedde van 1,200 frank na 5 jaren dienst (in plaats van 10).

Eene jaarwedde van 1,300 frank na 15 jaren dienst (in plaats van 20).

Eene jaarwedde van 1,400 frank na 25 jaren dienst (in plaats van 30).

(Koninklijk besluit van 5 November 1806.)

PENSIOENEN (2).

Reglement van 29 Mei 1822.		Wet van 21 Juli 1844.		Wetten van 17 Februari 1849 en van 10 Januari 1886 (3).	
		Minimum.		Maximum.	
Leeftijd.	Bedrag. (1/2 van de vaste jaarwedde na 30 jaren dienst, en 1/40 ^e van deze jaarwedde per Jaar boven 30.)	Leeftijd.	Bedrag. (1/50 ^e van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren, vermenigvuldigd met het getal dienstjaren	Leeftijd.	Bedrag. (3/4 van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren.)
13	14	15	16	17	18

Leeftijd. (4)
 Wet van 1849 1/55^e.
 Wet van 1886 1/50^e van de gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren, vermenigvuldigd met het getal dienstjaren.
 Maximum 3/4 van gemelde gemiddelde jaarwedde

Aanmerkingen.

21

53		53		58 1/2		65	
—	»	—	»	—	»	—	1,050 »
—	»	—	»	—	»	—	1,125 »
—	»	—	»	—	»	—	1,200 »
—	»	—	»	—	»	—	»
—	»	—	»	—	»	—	1,050 »
—	»	—	»	—	»	—	1,200 »
—	»	—	»	—	»	—	»
—	»	—	»	—	»	—	1,125 »
—	»	—	»	—	»	—	1,200 »
—	»	—	»	—	»	—	1,257 »
—	»	—	»	—	»	—	»

N. B. Voor de verwijzing naar de nota's (1), (2), (3), (4), zie bz. 7.

(*) Koninklijk besluit van 3 November 1906.

Tabel der vergoedingen verleend aan de

AARD DER VERGOEDINGEN.	KOMMIEZEN DER ACCIJNZEN. Te zamen : 950	
	Aantal deel- genooten.	Uitgaaf.
Vergoedingen voor verblijf in sommige gemeenten (1)	203	(1)35,600 »
{ 200 frank } { 150 — } volgens de klasse der gemeente	33	4,350 »
{ 125 — }	94	10,312 »
Vergoeding aan de tolbeambten die verplicht zijn eene dienstkleeding te dragen en dienst doen in eene gemeente waar zij geene vergoeding trekken voor verblijfkosten : 100 fr.	»	»
Vergoeding aan de kommiezen deel uitmakende van de reizende accijnsafdeelingen	6	5,400 »
{ 900 frank wanneer de dienst der reizende afdeeling eene gansche provincie omvat	25	15,000 »
{ 600 frank in de andere gevallen		
Vergoeding aan de diensthooften der belangrijke accijnsafdeelingen	5	1,250 »
{ 250 fr. (afdeelingen met ten minste 13 man).	15	2,250 »
{ 150 fr. (afdeelingen met ten minste 6 man).		
Vergoedingen aan de kommiezen der accijnzen, van dienst in sommige zeer uitgestrekte afdeelingen	6	2,100 »
{ 350 frank	4	1,200 »
{ 300 —	2	500 »
{ 250 —		
Vergoeding voor het toezicht in de suikerfabrieken	30	6,915 »
Vergoeding voor het toezicht in sommige suikerraffinaderijen	3	900 »
{ Diensthooften { 300 frank } { 200 — } volgens de klasse der { 150 — } fabriek	40	2,000 »
{ 100 — }	23	3,450 »
Vergoeding voor het toezicht in de fabrieken van azijnzuur : 300 frank	19	5,700 »
Vergoeding voor het opnemen van het getal tabaksplanten	477	8,791 »
Vergoeding aan de tolbeambten voor het bewaken van de buitengewone werken tot laden en lossen van de schepen buiten de dagen en uren door het reglement bepaald	»	»
Aandeel in het reserve-fonds van den dienst der betwiste zaken	143	7,350 »
Bijwedde verleend aan beambten die, ten gevolge van ziekte, van ongelukken in hun huisgezin of van andere soortgelijke omstandigheden, in een uitzonderlijken toestand verkeerden	77	12,062 »
BENADEREND TOTAAL, per graad, der verschillende vergoedingen voor een jaar.		125,430 »
TOTAAL, per graad, der afhoudingen van de jaarwedden voor het weduwen- en weezen-fonds (jaar 1902).		84,772 »

lagere accijs- en tolbeambten.

BRIGADIERS DER DOUANEN. Te zamen : 435.		ONDERBRIGADIERS DER DOUANEN. Te zamen : 767.		GEPREPOSEERDEN DER DOUANEN. Te zamen : 2,710.		Aanmerkingen.
Aantal deel- genooten.	Uitgaaf.	Aantal deel- genooten.	Uitgaaf.	Aantal deel- genooten.	Uitgaaf.	
101	(1)20,200 »	293	(1)58,600 »	1,218	(1)203,000 »	(1) De ongehuwden, die geen familielast te dragen hebben, trekken maar de helft der vergoeding voor verblijfskosten.
6	900 »	13	1,950 »	40	2,025 »	
10	1,250 »	23	2,875 »	85	8,875 »	
62	6,200 »	116	11,600 »	154	15,400 »	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	
28	225 »	11	102 »	55	756 »	
79	23,887 »	237	68,516 »	867	207,197 »	
69	3,450 »	98	4,900 »	200	10,000 »	
28	5,440 »	41	5,155 »	228	28,419 »	
	61,252 »		156,153 »		566,153 »	Gezamenlijke uitgaaf aan vergoedingen . . 908,688 Totaal der afhoudingen van de jaarwedden . . 448,566
	42,216 »		69,718 »		252,860 »	

Hier volgen overigens, om de zaken nog klaarder te maken, de wijzigingen die in den vroegeren toestand werden gebracht door het koninklijk besluit van 3 November 1906, verschenen onder n^o 2836 in het *Recueil administratif*, en op zijne beurt gewijzigd door het koninklijk besluit van 29 April 1907 (*Recueil administratif*, n^o 2848) :

LEOPOLD II, KONING DER BELGEN (1),

AAN ALLEN, TEGENWOORDIGEN EN TOEKOMENDEN, HEIL.

Herzien Ons besluit van 20 Juli 1875 (2) tot regeling der vaste jaarwedden verbonden aan de betrekkingen die afhangen van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen in de provinciën, en Onze besluiten van 6 October 1879, 27 Juni 1896, 14 April 1898, 25 Juni 1898 en 14 April 1901 (3), waarbij gewijzigd worden de bepalingen toepasselijk op de jaarwedden van de ondergeschikte en lagere tolbeambten en van de kommiezen der accijnzen ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën en Openbare Werken,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ART. 1. De jaarwedden van de ondergeschikte en lagere tolbeambten en van de kommiezen der accijnzen worden geregeld in overeenkomst met de bij dit besluit gevoegde tabel.

ART. 2. De Minister is bevoegd tot het verleenen, ten titel van belooning wegens ijver en plichtsbetrachting, aan de hierna vermeldde beambten, boven het normale maximum van hunnen graad of de normale wedde van hunne klasse, der volgende verhoogingen :

1^o Aan de brigadiers der douanen, eene verhooging van 100 frank na vijf jaren (4) dienst met maximum-wedde ;

2^o Met wijziging in 2^o van artikel 2 Onzes besluits van 3 November 1906, wordt de bijzondere verhooging van 100 frank, bestemd tot de belooning van den ijver en de plichtsbetrachting, verleend aan de onderbrigadiers der douanen na vijf jaar dienst met de aan hunnen graad verbonden normale maximum-jaarwedde (5) ;

3^o Aan de gepreposeerden der douanen, twee opvolgende verhoogingen van 100 frank elk, de eerste na vijftien jaren dienst in de betrekking van werkelijk gepreposeerde, de tweede na vijf en twintig jaren dienst in deze betrekking ;

4^o Aan de kommiezen der accijnzen van 1^o klasse, twee opvolgende verhoogingen van 100 frank elk, de eerste na vijf jaren dienst in die klasse, de tweede na eene nieuwe tijdruimte van vijf jaren (6) ;

(1) Officieele tekst.

(2) *Staatsblad*, n^o 515. R. 1465.

(3) R. 1691, R. 2372, R. 2507, R. 2508, R. 2621.

(4) Vroeger werden er tien jaren vereischt.

(5) Koninklijk besluit van 29 April 1907 (R. 2848).

(6) Vroeger verkregen zij 150 frank na tien jaren dienst in de 1^{ste} klasse.

5^o Aan de kommiezen der accijnzen van 2^o en 3^o klasse, eene verhooging van 150 frank na tien jaren dienst in de klasse.

ART. 3. De onderbrigadiers der douanen die, vóór hunne bevordering, de jaarwedde van 1,300 frank hebben verkregen, kunnen de aan hunnen nieuwen graad verbonden maximum-wedde van 1,400 frank bekomen, zoodra zij, gedurende vijf jaren, de vorige wedde hebben genoten, zoowel in hoedanigheid van gepreposeerde als in hoedanigheid van onderbrigadier.

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit; hij zal namelijk den datum bepalen waarop de verschillende beschikkingen ervan zullen worden uitgevoerd.

LEOPOLD.

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën en Openbare Werken,

Graaf DE SMET DE NAEYER.

Tabel inhoudende den maatstaf der wedde van de ondergeschikte en lagere tolbeambten en kommiezen der accijnzen.

AANDUIDING DER BETREKKINGEN.	AANWIJZING van den diensttijd in de betrekking of in de klasse.	JAARWEDDEN VERBONDEN AAN DE BETREKKINGEN.		
		verdeeld bij klasse.	niet verdeeld bij klasse.	vroegere jaarwedden.

I. — Toldienst.

Luitenant	5 jaren en meer	»	2,700	2,650
	minder dan 5 jaren	»	2,400	2,300
Onderluitenant	5 jaren en meer	»	2,300	2,100
	minder dan 5 jaren	»	2,100	2,000
Brigadier	5 jaren en meer	»	1,700	
	minder dan 5 jaren	»	1,600	
Onderbrigadier	5 jaren en meer	»	1,400	
	minder dan 5 jaren	»	1,300	
Gepreposeerde	5 jaren en meer	»	1,200	1,100
	minder dan 5 jaren	»	1,100	1,000
Tijdelijk gepreposeerde	»	»	1,000	»
Schipper op de stoombooten	10 jaren en meer	»	2,400	2,100
	5 tot 10 jaren	»	2,100	1,900
	minder dan 5 jaren	»	1,800	1,700
Onderschipper op de stoombooten	10 jaren en meer	»	1,800	1,650
	5 tot 10 jaren	»	1,650	1,600
	minder dan 5 jaren	»	1,500	1,500
Machinist	10 jaren en meer	»	2,400	2,100
	5 tot 10 jaren	»	2,100	1,900
	minder dan 5 jaren	»	1,800	1,700
Machinist-stoker	10 jaren en meer	»	1,800	1,650
	5 tot 10 jaren	»	1,650	1,600
	minder dan 5 jaren	»	1,500	1,500
Matroos	25 jaren en meer	»	1,500	
	20 tot 25 jaren	»	1,400	
	10 tot 20 jaren	»	1,300	
	minder dan 10 jaren	»	1,200	
Kajuitsjongen	»	»	900	800

II. — Accijnzendienst.

Kommies der accijnzen	1 ^{ste} klasse	1,800	»	1,800
	2 ^e —	1,600	»	1,500
	3 ^e —	1,400	»	1,300
	4 ^e —	1,300	»	1,200

Gezien en goedgekeurd om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 November 1906.

LEOPOLD.

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën en Openbare Werken,
Graaf DE SMET DE NAEYER.

Een bijzonder, maar toch belangwekkend vraagstuk wordt geopperd door de lagere tolbeamten (gepreposeerden, onderbrigadiers en brigadiers), die over 't algemeen liever niet zouden worden verplaatst, terwijl ze thans moeten, na een maximum-verblijf van acht jaar in eene zelfde gemeente.

Daarover klagen zij erg. Zij beweren dat de reden, die men voor deze verplichte verplaatsing inroept, de waarde niet meer heeft, welke zij misschien had, toen die thans beknibbelde en reeds sedert lang ingevoerde regel werd gevestigd en toen het sluiken wellicht op een grooter schaal werd gepleegd dan thans.

« Is het redelijk », vragen zij, « schuldige toegevingen te vreezen van wege bedienden wier degelijkheid nooit te betwijfelen viel en die overigens onder eene strenge bewaking staan van hoogerhand? »

Verder vergeten zij niet te doen opmerken dat er middel zou zijn, voor de gepreposeerden, tot onderbrigadiers benoemd, de tweede verplaatsing te vermijden, die thans het gevolg is van deze bevordering en bijna onmiddellijk volgt op eene verplaatsing hun opgelegd na het verstrijken van den diensttijd van acht jaar. Dat middel zou eenvoudig bestaan in eene verlenging van verblijf in eene zelfde gemeente.

Zij die niet tot Antwerpen of Brussel behooren, voegen er bij — met of zonder reden? — dat de maatregel waarover zij klagen, niet wordt toegepast op hunne collega's dier twee steden.

Ongetwijfeld trekken de gepreposeerden 50 frank vergoeding voor verhuizingskosten, en de onderbrigadiers en brigadiers 80 frank (Kon. Besl. van 20 Dec. 1862). Maar is die vergoeding, zooals zij werd bepaald vóór eene halve eeuw, voldoende voor een beambte met een gezin? — « Drie verhuizingen tellen voor een brand! », zegt het spreekwoord.

Misschien ook brengen sommige veranderingen van personeel, enkel omdat de dienstjaren na dewelke die veranderingen verplicht zijn, verstreken zijn, veeleer ontreddering dan verbetering in den dienst.

De Middenafdeeling bedoelt niets anders dan de aandacht van den heer Minister van Financiën op dit punt te vestigen; maar toch drukt zij den wensch uit dat in de praktijk en zoolang bedoelde regel van kracht zal blijven, daarvan zou worden afgeweken, telkens dat er genoegzaam ernstige redens bestaan wegens een gegrond belang van de gezinnen. Dat kan het geval zijn, bijvoorbeeld, waar het beamten geldt die nagenoeg aan het einde hunner loopbaan zijn gekomen, die slechts enkele jaren nog onder dienst moeten blijven alvorens den pensioen-leeftijd te bereiken. En ook, wanneer de geregelde voortzetting van de studiën der kinderen zou moeten gestaakt of ten minste belemmerd worden, uit hoofde van eene verplaatsing naar eene gemeente zonder de noodige onderwijsgestichten.

De uiteenzetting dezer beschouwingen mag overigens worden besloten met deze bemerking : hoe minder talrijk de niet volstrekt noodige verplaatsingen zullen wezen, — zij doen zich overigens niet zoo dikwijls voor in tal van min of meer gelijksoortige diensten, welke men hier zou kunnen opsommen, — hoe meer men zal kunnen uitsparen op de vergoedingen voor verhuizingskosten, ofwel hoe meer men het bedrag dier vergoedingen zal

kunnen verhoogen, en tevens het belang der betrokken gezinnen beter in acht nemen.

* * *

Nog twee andere punten, dikwijls te berde gebracht door het personeel van den toldienst, verdienen de bijzondere aandacht van den heer Minister van Financiën en van de Kamer, namelijk de rusttijd en de taalquaestie.

* * *

Het vraagstuk der Zondagsrust of der geregelde rust bestaat enkel voor het lagere personeel van het tolwezen, belast met een voortdurenden dienst buiten de kantoren.

Volledige zondagsrust voor alle tolbeambten is, naar het schijnt, een vrij moeilijk te bereiken ideaal, wijl het toltoezicht nooit mag onderbroken worden.

De dienst zou evenwel op Zondagen en groote feestdagen derwijze kunnen geschikt worden dat ieder bediende zijne godsdienstige plichten kan vervullen. Zoo de Middenafdeeling goed is ingelicht, wordt zulks ook door de ministerieele onderrichtingen voorgeschreven. Derhalve is de Middenafdeeling overtuigd dat de Minister voor hare stipte naleving zal zorgen.

Verder schijnt het de Middenafdeeling onontbeerlijk dat ieder beambte een dag volkomen rust geniete, zoo niet om de acht of tien dagen, dan ten minste om de veertien dagen. Daar de tolbeambten in brigaden zijn ingedeeld, doorgaans van 8 tot 12 man, vraagt men zich af wat zich zou verzetten tegen het bepalen van eene afwisseling onder hen om aan ieder op zijne beurt een verlofdag op geregelde tijden te verschaffen.

* * *

Wat de taalquaestie betreft, zij raakt bij het Ministerie van Financiën, evenals bij al de andere, de aanwerving en de bevordering der beambten.

Men mag zeggen dat bij dit Ministerie de eigenlijke taalgrens niet bestaat, in dezen zin dat de bedieningen in de Waalsche provinciën toegankelijk blijven voor de Vlaamsche kandidaten die Fransch kennen — en dat is waarschijnlijk het geval met nagenoeg al de lagere tolbeambten — en dat eveneens de Waalsche kandidaten toegang hebben tot de bedieningen in 't Vlaamsche land, mits zij eerst het bewijs leveren van eene voldoende kennis der Vlaamsche taal (de examens, te dien einde ingericht, verschillen volgens de beoogde bedieningen).

Dat neemt echter niet weg dat dergelijk stelsel feitelijk neerkomt op eene voor de Vlaamsche beambten spoediger bevordering dan voor de beambten die enkel Fransch kennen. De achtbare voorganger van den huidige heer Minister van Financiën had zich ingelaten met de ongelijkheid tusschen beide soorten van beambten en verschillende schikkingen genomen, ten minste wat de tolbeambten aangaat, om die te verhelpen, — wat hem dan ook in zekere mate gelukte. De Middenafdeeling wil op dit oogenblik geen grondig onderzoek wijden aan de taalquaestie, die hoe langer zoo meer kiesch wordt op velerhande gebied, en zij bepaalt zich erbij den wensch uit te drukken dat de huidige heer Minister van Financiën niets zou verwaarloozen om dat punt in der minne te regelen.

Alvorens met den toldienst gedaan te maken, achten wij het nuttig er aan te herinneren, dat menige veekeeker binnen de grensstrook bij voortduring klaagt over den te langen, veel te langen weg om naar de kantoren te gaan, waar de verplichte formaliteiten moeten vervuld worden. Het ware hoogst wenschelijk dat de heer Minister van Financiën het middel vond om hun voldoening te schenken.

* * *

Tot hetzelfde hoofdstuk behooren de klachten van sommige voorstanders der inrichting van den landbouw tot een tak van nijverheid : het komt hun wonderlijk voor dat het bestuur machtiging weigert om eene melkerij op te richten binnen de tolstrook, tenzij men de verbintenis aangaat geen uitlandsche melk te verwerken. Zij beweren dat, krachtens de bestaande wet, het bestuur den invoer niet kan verbieden van melk bestemd om te worden verwerkt tot natuurboter. Zij verklaren bijgevolg niet te kunnen raden waar het Ministerie van Financiën het recht vandaan haalt, dat het zich toeëigent.

« Waarom, «voegen zij erbij», betalen gestremde melk, versche of weeke kaas geen invoerrecht, wanneer zij bestemd zijn om tot belegen kaas verwerkt te worden, en wel vooral uit hoofde van het aanzienlijk nadeel door dien invoer aan onze zuivelnijverheid berokkend? Waarom..., vermits, om logisch te zijn, die stoffen uit den vreemde invoerrechten zouden moeten betalen, wel te verstaan, als men aanneemt en voorstaat dat de melkerijen niet mogen worden opgericht binnen de grensstrook, tenzij zij de verbintenis aangaan, de uitlandsche melk te weigeren, onder voorwendsel dat de vetstoffen der melk tot boter worden verwerkt? »

De Middenafdeeling heeft niet onderzocht of het onaannemelijk is, zooals het in de bezwaarschriften luidt, dat het bestuur een maatregel op de melk toepast, welken het voor geen enkele andere grondstof neemt — daar alle grondstoffen in België mogen ingevoerd worden naar vastgestelde tarieven, wat ook de bestemming ervan weze. Zij bepaalt zich erbij, de zaak bij den heer Minister van Financiën aan te bevelen tot een onderzoek, zoo welwiltend mogelijk, indien het waar blijft dat onze Belgische boternijverheid, met het oog op ons verbruik, te kort heeft aan melk.

Dat vraagstuk, evenals eene reeks andere, zou kunnen bestudeerd worden door de Grenscommissie, waarvan de aanstelling enkele keeren werd gevraagd aan de Regeering, ...indien deze ertoe besluit die commissie tot stand te brengen.

* * *

Bovenstaande opmerkingen wat betreft een verdubbelden ijver, 's nachts vooral, van wege de controleurs belast met het toezicht over werkplaatsen en fabrieken, komen des te meer van pas, daar de vraag mag gesteld worden of het geheim stoken van alcohol niet onrustbarend toeneemt, en of er dienvolgens, benevens nieuwe toezichtsmaatregelen, niet meer waakzaamheid noodig is dan ooit.

De statistieken, bekendgemaakt met het doel de gevolgen aan te toonen van de verhooging van invoer- en accijnsrechten en ook ter verdediging van het vergunningsrecht, getuigen voortdurend, sedert 1896, van eene vermindering in het verbruik van alcohol, gestookt... met het voorweten van den fiscus; maar er wordt er ook eene hoeveelheid andere verbruikt, gestookt... buiten de weet van den fiscus.

Is deze laatste hoeveelheid zoo groot dat bedoelde statistieken den echten toestand tamelijk verkeerd weergeven? Al wat dienaangaande mag bevestigd worden, zonder vrees zichzelf te misleiden, is dat het stoken buiten de eigenlijke stokerijen onderworpen aan het toezicht van den fiscus, zoo gemakkelijk is geworden dat het te vreezen is dat de jeneverslijters zelf ook stoken om hunne winsten merkelijk te vermeerderen.

Iedereen herinnert zich het luimige bewijs van dat feit, zekeren dag geleverd, op het spreekgestoelte der Fransche Kamer, door een Fransch afgevaardigde die, terwijl hij sprak, naast zich een klein zelfwerkend stooktoestel had geplaatst, hetwelk, moest het door de jeneverslijters algemeen gebezigd worden, veel nadeel zou berokkenen aan den fiscus en aan de volksgezondheid.

Derhalve rees bij de Middenafdeeling de vraag, of de fiscus zijn toezicht niet diende te versterken.

Een lid stelde zelfs versterking voor van het recht der accijnsbeambten om huiszoeking te doen bij de jeneverslijters. Dienaangaande drukte echter de Middenafdeeling geen wensch uit, omdat sommige leden er tegen inbrachten dat, wanneer thans ernstige redenen bestaan om te vermoeden dat de wet overtreden wordt, de fiscus een zoo volledig mogelijke huiszoeking kan doen op een eenvoudig bevelschrift van den vrederechter, dat gemakkelijk wordt verkregen, maar tevens voor de slijters de wenschelijke waarborg is tegen een mogelijk overdreven ijver der accijnsbeambten.

Daarentegen zag de Middenafdeeling er hoegenaamd geen groot bezwaar in, den wensch te beamen dat de fiscus zijn toezicht zou uitoefenen niet alleen, zooals heden, op het stoken van den alcohol in de stokerij, maar ook op het uitvoeren van de alcohol buiten de stokerij, wijl dat toezicht kan geschieden juist als bij het uitvoeren van geraffineerde suiker. Men dient immers niet te vergeten dat naast den alcohol, die door de meetkuip gaat en waarover de accijnsbedienden toezicht kunnen uitoefenen, er ook andere heimelijk kan gemaakt worden in de stokerij. En hoe zou men beter die bedrieglijke voortbrenging kunnen voorkomen dan door te beletten — wat thans niet gebeurt — dat om 't even welke hoeveelheid alcohol de stokerij verlaat, tenzij langs bepaalde uitgangen die niet open kunnen zonder den sleutel, berustend bij de accijnsbedienden?

Er blijft nog te weten of het verkeer, het vervoer zelf van den alcohol niet zou moeten gedekt worden — zooals dat bestaat voor andere waren — door geleibriefven. Hoe zou men anders beletten dat, zelfs indien de alcohol, in de stokerijen voortgebracht, gemeten wordt bij het uitgaan, deze alcohol onderweg verwisseld wordt met anderen alcohol, heimelijk gestookt buiten de stokerij?

Deze hervorming zou misschien verzet uitlokken van wege de belangheb-

benden. Er bestaan echter meer redenen om hun dien maatregel op te leggen dan er bestaan om met alle strengheid sommige fiskale bepalingen te handhaven, namelijk die betreffende de saccharine, welke hoegenaamd geen schadelijke waar is — terwijl het met den alcohol, als drank, geheel anders gelegen is!

Doch, daar de wet van 15 April 1896 geen straffen bepaalt voor het vervoeren en het voorhanden hebben van flegma's en alcohol, rijst de vraag of men er zou kunnen opleggen voor een van beide zonder nieuwe wetsbepaling? Waarschijnlijk neen. Het schijnt echter anders gelegen met het vervoer van alcohol van de eene stokerij naar de andere, waarbij gezuiverd wordt: voor dat vervoer schijnt het bestuur voldoende gewapend om een geleibrief te kunnen eischen. Werd dat middel aangewend, het zou veel moeilijker worden, in de werkhuizen van overhaling flegma's te zuiveren, welke bedrieglijk of heimelijk werden voortgebracht.

* * *

Dat neemt niet weg dat de ijver der accijnsbedienden soms de palen eener billijke gematigdheid te buiten gaat. Herhaalde malen werd daarover in de Kamer geklaagd, namelijk nog onlangs door den achtbaren heer Delbeke, thans minister van openbare werken.

't Is te wenschen dat zij met al den ijver dien zij moeten wijden aan hunne moeilijke zending, die veeleer onaangenaam is voor de menschen wie 't aangaat, zooveel mogelijk omzichtigheid en kieschheid aan den dag zouden leggen. Zij moeten de wet toepassen, doch zich van de wet niet bedienen om de burgers zonder reden te kwellen.

Over 't algemeen is het wel zoo dat ze handelen; maar soms toch is het anders.

Wat er ook van zij, niet zelden zijn de processen-verbaal die zij opmaken, opgesteld in een bijzonderen stijl en in een geest van vooringenomenheid, zóó dat de lezing ervan onvermijdelijk, juist om die reden, een ongunstigen indruk jegens dezen tegen wie ze zijn opgemaakt moet teweeg brengen bij het hooger bestuur en, bij voorkomend geval, bij de magistraten die ze in handen krijgen. Het is hoogst wenschelijk dat die handelwijze niet geduld worde door den heer Minister van Financiën en dat hij ze doe ophouden waar hij die ontdekt. Misschien zelfs ware het wenschelijk dat hij nu en dan aan zijne bedienden bij omzendbrief herinnere op welke wijze zij hunne zending moeten vervullen, ze mogen dan ook al of niet denken met een bedrogpleger te doen te hebben. Anders, vooral wanneer de processen-verbaal veeleer luiden als een requisitorium, kunnen zij veel te strenge en zelfs volstrekt onrechtvaardige veroordeelingen of bestuursbeslissingen uitlokken; dat moet kost wat kost vermeden worden.

De processen-verbaal der accijnsbeambten moeten enkel vaststellen en niet beoordeelen, noch bedekt, noch uitdrukkelijk, daar deze beoordeelingen enkel tot de bevoegdheid behooren van hen die later moeten uitspraak doen over de waarde en de gevolgen welke aan die processen-verbaal dienen te worden gegeven.

Overigens, ter Kamer heeft men verscheidene malen gewezen op het feit, dat de beambten van den fiskus een persoonlijk, geldelijk belang hebben bij het vaststellen van de overtredingen der fiskale wet, en nog beter : bij het welslagen van de vervolgingen, op hun initiatief ingesteld ; dat feit werd er niet geloochend. Klaarblijkelijk geeft dat stelsel aanleiding tot misbruiken. In de rechterlijke inrichting bestaat het niet : de gewone misdrijven worden opgespoord en vervolgd zonder dat de beambten van bestuur of gerecht, die ze kennen en, bij voorkomend geval, straffen deden, eenig aandeel bekomen in de boeten welke de Staat uit dien hoofde kan te ontvangen hebben. Naar het voorkomt, zijn er, in fiskale zaken, geene redenen zwaarwichtig genoeg om een stelsel te handhaven dat, onvermijdelijk, gedurig critiek moet uitlokken en alle wantrouwen wettigt !

Voorzeker kan, in fiskale zaken, het recht van gratie worden uitgeoefend om de verkeerde beoordeelingen te herstellen, waartoe overdreven ijver of zelfs mogelijke oneerlijkheid van sommige beambten van den fiskus mochten aanleiding geven. Maar beter is het dat de belanghebbenden niet op dat uiterste hulpmiddel moeten rekenen.

De heer Minister van Financiën beschikt nog over een ander middel om hetzelfde doel te bereiken en vooral om de strengheid der fiskale straffen in ruime mate te verzachten, namelijk het recht om een vergelijk te treffen.

Daarvan maakt hij, evenals zijne voorgangers, een zeer welwillend gebruik, behalve — en hier zal de Middenafdeeling niet nagaan of het terecht of ten onrechte is — in zake van geheime stokerij of bedrieglijken invoer.

Soms is hij zelfs veel welwillender dan de rechtspraak van hoven en rechtbanken schijnt toe te laten : want onvermijdelijk moet er soms botsing ontstaan tusschen de rechterlijke macht, belast met de strengste toepassing der wet, waarvan de tekst niet altijd den zin naar behooren doet uitkomen, en den Minister van Financiën die door de dagelijksche behandeling der zaken voelt hoe er, op elk punt van het fiscaal gebied, zwaarwichtige redenen kunnen zijn om een vergelijk, eene eervolle overeenkomst niet af te wijzen.

Welnu, de veeleer verouderde tekst zelf van de wetsbepalingen waaruit zijn recht tot vergelijk blijkt, is zoo opgesteld dat er niet altijd gemakkelijk een akkoord kan tot stand komen tusschen den Minister van Financiën, wien onmenselijkheid noodzakelijkerwijze walgen moet wanneer hij zich bevindt tegenover bijzonder belangwekkende toestanden waar loutere toepassing van de straffen (zelfs van de minste straffen, door de fiskale wetten voorzien) klaarblijkelijk overdreven ware, en de rechterlijke macht, die minder op de hoogte is van de beschouwingen welke den Minister van Financiën kunnen bewegen, — beschouwingen waaraan de rechterlijke macht vreemd moet blijven wegens den aard zelf van hare zending.

Die wetsbepalingen, welke te lezen staan in de algemeene wet van 26 Augustus 1822, luiden inderdaad als volgt :

« Art. 229. Wegens alle overtredingen dezer wet en der bijzondere wetten op het heffen van de accijnsrechten, zal door of bij machtiging van het Bestuur, omtrent geldboete, verbeurdverklaring, sluiting van fabrieken of werkplaatsen, een vergelijk kunnen getroffen worden, zoo dikwijls er in

de zaak verzachtende omstandigheden voorkomen of als aannemelijk kan worden gehouden dat de overtreding eerder aan verzuim of vergissing dan aan een oogmerk tot opzettelijk bedrog moet worden toegeschreven.

» Art. 230. Elk vergelijk is verboden, wanneer de overtreding moet geacht worden vatbaar te zijn voor voldoende bewijs in rechten en aan het oogmerk tot opzettelijk bedrog niet kan worden getwijfeld. »

Het spreekt van zelf dat deze bepalingen dienen te worden gewijzigd en beter in overeenstemming gebracht met de vereischen der toestanden waarin de heer Minister van Financiën zich kan bevinden. Zijn recht tot het treffen van een vergelijk zou onbeperkt moeten zijn, zonder dat hieromtrent eenige betwisting kan ontstaan.

* * *

Is er, andererseits, ook niets te doen om aan de hoven en rechtbanken toe te laten, wanneer billijkheid en menselijkheid dat gebieden, de strengheid der fiskale wet wat te temperen : 1° wanneer de belanghebbende, niet wetend dat hij mocht trachten een vergelijk te treffen of met te veel waan op zijne vrijspraak rekenend om stappen te doen tot het treffen van een vergelijk, dat niet deed ; 2° wanneer het bestuur geen vergelijk wilde treffen ; 3° wanneer de voorwaarden van het vergelijk, welke het voorstelde, aan den beweerdten overtreder of bedrieger onaannemelijk schenen ?

Om dat punt op te lossen moet men zich herinneren : 1° dat, in fiskale zaken, de rechtbanken de verzachtende omstandigheden niet kunnen toepassen op den beklagde ; 2° dat zij hem ook geen *uitstel* kunnen verleen, d. i. geen louter voorwaardelijke veroordeeling uitspreken, ten minste wanneer er sprake is van boeten, ofwel van eene gevangenisstraf toepasselijk alleen voor het geval dat de boete niet wordt betaald. Anderdeels moet men niet uit het oog verliezen : 1° dat de beklagde dikwijls niet in staat is tot de betaling der overgrootte boete (die soms 10,000 frank bedraagt) waartoe hij veroordeeld werd ; 2° dat er soms klaarblijkelijke en stuitende ongelijkheid bestaat tusschen de straffen, door de rechtbanken uitgesproken tegen de gewone rechtsovertreders, wier misdadige handelingen ergernis verwekten en zelfs aan eenigen, ja soms aan meerderen, aanzienlijke schade veroorzaakten, — bijvoorbeeld wanneer het geldt verdachte financieele zaken, zwendelarij, diefstallen van wezenlijk belang, — en de straffen in fiskale zaken, bij voorbeeld, wegens het feitelijk bezit of enkel het vervoer van eene bepaalde koopwaar, buiten elke bedoeling de wet te ontduiken en zonder kwade trouw ; 3° dat de daders dier feiten vaak geringe lieden zijn, voor welke de fiskale boete den ondergang medesleept of wier gevangenzitting — deze is altijd van langen duur — hen en de hunnen in oneer brengt.

Het schijnt dat men, door de bepalingen van het gemeene recht betreffende het toekennen van verzachtende omstandigheden en het verleen van *uitstel* toe te passen in fiskale zaken, een waren vooruitgang zou verwezenlijken — mits men de rechten van 's Rijks schatkist en, bij voorkomend geval, die van de kas der provincie- en gemeentebesturen voldoende vrijwaart, voor zooveel het eenvoudig het bedrag van een ontdoken

recht of taxe zou gelden. Door de wet alleen kan men dien vooruitgang verwezenlijken.

* * *

De wijzigingen, die in de thans van kracht zijnde fiskale wetten dienen te worden gebracht, zijn lang niet de eenige waarvan wij pas hebben gesproken.

Een enkel voorbeeld ten bewijze daarvan : ondanks de algemeene rechtsbeginselen, krachtens welke eenieder strafrechtelijk aansprakelijk is alleen wegens zijne persoonlijke handelingen, ziet men burgers — namelijk mannelijke echtgenooten — voor de boetstraffelijke rechtbanken vervolgen en veroordeelen wegens overtredingen — en daar is weigering van onderzoek — begaan door hunne vrouw, buiten hun weten en zelfs in hunne afwezigheid! Zulke afwijkingen van de eerste regelen van het strafrecht zouden waarschijnlijk de proef eener openbare parlementaire bespreking niet doorstaan!

Tal van andere onregelmatigheden, om niet meer te zeggen, dienden te verdwijnen. Het ware echter te lang ze hier te vermelden.

* * *

Overigens ware het moeilijk of ten minste eenigszins onvoorzichtig de meeste dier hervormingen tot stand te brengen, zonder dat een eerste voorloopige maatregel werd genomen, namelijk het verzamelen van de fiskale wetten in een wetboek.

Voor iemand die geen bedreven vakman is, levert het thans groote moeilijkheid op, een leidraad te vinden door den warboel van onze fiskale wetten, vooral van die welke de rechtstreeksche belastingen en de registratierechten regelen.

De achtbare heer de Smet de Naeyer, wien men het verzamelen, in een wetboek, van de accijns wetten en dit van de wetten op het gemeentefonds en het bijzonder fonds is verschuldigd, heeft in het begin van verleden jaar eene Commissie ingesteld, gelast de ontelbare teksten, verspreid in velerle wetten, betreffende registratie- en zegelrecht enz., in een anderen vorm te gieten (1). Dat is eene zeer prijzbaare gedachte; men zegt dat de Commissie ijverig werkt en wij kunnen enkel wenschen dat zij zoohaast mogelijk een goed opgevat en practisch werk levere, doch dit zal niet volstaan.

De laatste verzameling van wetten in zake van rechtstreeksche belastingen, die door het bestuur werd bewerkt, dagteekent van 1871. Welnu, een groot getal wetten of wetsbepalingen, opgenomen in wetten die een ander doel beoogen, bij voorbeeld in eene reeks begrootingen van 's Lands Middelen, werden sedert ingevoerd. Ook ware het zeer nuttig dat het Departement van Financiën eene nieuwe, tot heden bijgehouden uitgave van het wetboek van 1871 deed verschijnen.

Wanneer de noodige verzamelingen tot stand zullen gebracht zijn, zal

(1) Zie in het *Staatsblad* van 27 Januari 1907, bladz. 424, het Koninklijk besluit van 24 Januari.

men misschien aan hen, die mochten beweren dat zij de fiskale wet overtraden uit onwetendheid — uit eene onwetendheid waarvoor zij zich schier onmogelijk konden vrijwaren, — met meer recht dan thans kunnen antwoorden dat, « niemand wordt geacht de wet niet te kennen ». Maar wanneer men hun nu soms die rechtspraak tegenwerpt, kan men zich verwachten aan het antwoord dat de wetgever eerst aan de burgers het middel zou moeten aan de hand doen om de wet te kennen en te begrijpen.

Men moet er overigens bijvoegen dat het niet voldoende zal zijn, de bestaande wetten te verzamelen en ze in de nuttig geachte mate om te werken. Men moet ook beletten dat de toestand waarover men nu klaagt, opnieuw voorkome; bijgevolg zal men de openbaarheid moeten regelen, alsmede de indeeling en de latere verzameling der wetsbepalingen, koninklijke besluiten, ministerieele omzendbrieven of onderrichtingen, administratieve of rechterlijke beslissingen die, zoo men er niet op let, eerlang het fiscaal gebied nogmaals zullen belemmeren en de burgers in twijfel brengen.

* * *

Bij het verzamelen der wetten zal men niet vergeten dat het wellicht evenzoo onmisbaar ware een organiek besluit of een algemeen reglement te nemen tot regeling van de verschillende diensten die van het Departement van Financiën afhangen. Er zijn wel vele ministerieele besluiten, waarvan ieder een zekeren tak van het bestuur of een zekere groep van het personeel betreft, doch dat is alles. Klaarblijkelijk is dat ontoereikend, zoowel voor het Parlement als voor het Departement van Financiën en voor het publiek. Men moet hopen dat de in dat opzicht bestaande leemte eerlang aangevuld zal worden.

* * *

Hoofdstuk III der begrooting (*Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen in de provinciën*) gaf nog aanleiding tot de navolgende bemerkingen :

Vooreerst schijnt het hoogst wenschelijk dat de lastenbetalers klaarder dan nu zien of de rechtstreeksche belastingen, die hun opgelegd zijn, geïnd worden van den Staat, de provincie of de gemeente. Thans bestaat er verwarring in veler geest, hieruit volgend dat de belastingen ten bate van den Staat, voor de provincie, van de gemeente, op één en hetzelfde belastingsblad zijn vermengd. Vele lastenbetalers, die maar weinig de gewoonte hebben, dergelijke stukken omstandig te onderzoeken, zien slechts naar de som die er op voorkomt en daarin vermeld wordt als de som welke zij moeten betalen. En zoo deze som van jaar tot jaar vermeerdert, is het hun vaak onbekend wie — Staat, provincie of gemeente — voor die verhooging aansprakelijk is.

Gansch anders zou het wezen, zoo die verschillende soorten van belastingen waren ingeschreven op afzonderlijke bladen, vooral zoo deze een verschillende kleur hadden : elke misgreep aangaande het voormelde punt zou voor den schatplichtige onmogelijk worden.

Om dat doel te bereiken is er enkel een bevel van den heer Minister van Financiën noodig en, volgens de inlichtingen die aan de Middenafdeeling toegekomen zijn, zou dat geen verwikkeling of bezwaren aan het bestuur veroorzaken.

Bijgevolg drukt de Middenafdeeling den wensch uit dat deze hervorming onmiddellijk tot stand wordt gebracht, ja reeds voor het dienstjaar 1908, — ten minste als proefneming in zekere provinciën, zoo de heer Minister van Financiën het verkieslijk achtte den door de Middenafdeeling aangeprezen maatregel niet ineens algemeen te maken.

* * *

De tol- en accijns wetten kunnen beschouwd worden uit het oogpunt van hare uitwerking op de opbrengst der belasting. In dit opzicht behooren zij tot de begrooting van 's Lands Middelen.

Maar zij kunnen ook worden beschouwd uit het oogpunt van haren invloed op den toestand van den handel en vooral van de nijverheid uit hoofde van de gerieflijkheden, de hulp of de beletsels die zij hun bijbrengen. In dit opzicht behooren zij tot de begrooting van Financiën.

Het scheen zeer nuttig, aan de Kamer en aan het land te toonen hoe aanhoudend sedert 1884 de bezorgdheid van de Regeering is geweest om doeltreffend door onophoudelijke bedrijvigheid op wettelijk zoowel als op bestuurlijk gebied, mede te merken tot den bloei van onzen handel en onze nijverheid. Daarom hebben wij de hiernavolgende tabellen opgemaakt :

Opgave van maatregelen genomen, in tolzaken, in het belang van nijverheid en handel, sedert de maand Juni 1884.

Koninklijk besluit van 4 December 1884.

Tijdelijke vrijstelling van invoerrechten voor wasdoek bestemd om te worden gedrukt en veranderd in tapijt voor den uitvoer.

Wet van 11 Juni 1887.

Vrije invoer van azijnzuur voor nijverheidsdoeleinden.

Koninklijk besluit van 18 November 1887.

Toepassing van den regel van fictieve stapelplaats op het versch in ijs bewaard vleesch.

Koninklijk besluit van 3 September 1888.

Oprichting van een openbaar stapelhuis en van een tolkantoor te Charleroi.

Wet van 30 Juli 1889.

Vermindering van de minimum-hoeveelheid wijn, brandewijn en likeur, aanvaard bij het binnenbrengen in en het weghalen uit de openbare stapelplaatsen.

Wet van 30 Januari 1892.

Machtiging aan de Regeering, om een bijkomend recht te stellen op de voortbrengselen die bij den uitvoer uit de landen van herkomst premie genieten.

Koninklijk besluit van 2 October 1892.

Oprichting van eene openbare stapelplaats en van een tolkantoor te Aalst.

Wet van 12 Juli 1895.

Wet houdende inzonderheid :

Ontheffing van bakenrechten voor de zeeschepen ;

Afschaffing van invoerrechten op cacao in boonen, op cacaopellen en boter ; — op oud ijzer, onbewerkt blik (vertind ijzer), gelooide en hard gedroogde geite- en schapevellen en gewitlooide en hard gedroogde geitjesvellen ;

Aanzienlijke vermindering van invoerrechten op timmer- en meubelmakershout (behalve eiken- en notebomenhout) in de schors of ongezaagd en gezaagd op 5 centimeter dikte en minder ; — katoenen en wollen garens ; — ruw gietijzer ; — gegoten staal uit den ruwe bewerkt ; — katoenen en wollen weefsels ; — gesneden of toebereide walvischbaarden, daaronder begrepen nagemaakte baleinen in hoorn, enz. ; — houten bobijnen om naaigaren op te winden voor den verkoop in 't klein ; — toebereidsels voor kunstbloemen zooals : kelkbladen, heidekruid in banden, bloemkelken, stijve

draden, stampertjes, vruchtknopjes, buisjes in stof en in caoutchouc, enz.

De wet van 12 Juli 1893 machtigt bovendien den Minister van Financiën, onder de *Verschillende voortbrengselen voor den ijverheid, belastbaar met 5 t. h. ad valorem*, te rangschikken de artikelen opgesomd onder de afdeeling *Kramerijen ijzerkramerij*—belastbaar met een recht van 15 t. h. *ad valorem* (tegenwoordig 13 t. h.) — en noodig tot het voltooien van andere voortbrengselen.

Deze maatregel werd toegepast op de koopwaren hierna vermeld, te weten :

Schoenmakerstoebehooren in karton, zooals hielbelegstukken, geboorde leeren, vooreinden, enz. (Besluit van 22 Mei 1896, R. 2362);

Leeren toebehooren dienende tot beslag voor mandenmakerswerk. (Beslissing van 16 Juli 1893, R. 2313);

(Kleine) toebehooren in gemeen metaal voor het vervaardigen van bretels, kousebanden, uitgezonderd oogjes en gespen met tongen of met haakjes. (Besluit van 10 Juli 1905, R. 2881);

Toebehooren voor dasspelden, bestaande uit een plaatje glas waarop is geplakt een velletje paarlemoer met teekeningen en opschriften erop (Besluit van 13 September 1897, R. 2445);

Sluitspangen in met holtten gesmeed ijzerblik voor gordels. (Besluit van 10 Juli 1905, R. 2781);

Ringen met beenen samenvoegingen, dienende tot het monteeren. (Besluit van 2 Maart 1896, R. 2353);

Gewrongen strooken papier dienende om koorden, garens, dubbeldraden, enz., te vervangen in zekere nijverheidstakken als mutsen- en modewaren, boekbinden, enz. (Besluit van 14 December 1898, R. 2317);

Celluloïd-ballen, dienende tot het vervaardigen van kammen, spelden, enz. (Besluit van 5 April 1907, R. 2845);

Sluitringen of sluitgespen tot het vervaardigen van schoeisels. (Besluit van 7 October 1897, R. 2448);

Houten kapjes voor het aaneenplakken van kurken, houten, beenen of porseleinen verbindingstukken, beenen of porseleinen ringen voor het monteeren van tullen. (Besluit van 2 Maart 1896, R. 2353);

Kapjes in tin, lood of in mengsel van tin en lood, voor het stoppen van flesschen, potten of ander vaatwerk. (Besluit van 9 November 1895, R. 2342);

Lijmstof-platen voor het vervaardigen van prenten. (Besluit van 26 Juli 1905, R. 2782);

Houten spieën voor schoeisels. (Besluit van 13 Maart 1907, R. 2814);

Dopje in gemeen metaal voor baleinen van keurslijven en snoeren of veeren voor toilet. (Besluit van 15 Maart 1907, R. 2814);

Boekhaken, met of zonder omlijsting, in metaal, in metaal en been, enz., voor omslagen. (Besluit van 23 November 1898, R. 2310);

Sluithaken met drukking voor dassen (Besluit van 10 Juli 1905, R. 2781);

Nestels in gemeen metaal voor veters (Besluit van 10 Juli 1905, R. 2781);

In stukken gesneden micabladen of-platen, voor versiering van stoven, lampekappen, waaiers, enz. (Besluit van 16 Juli 1895, R. 2315);

Vormen voor knopen en voor houten passementwerk (Besluit van 7 October 1877, R. 2448);

Kleingoed : prenten, in stukken gesneden randen en metalen loovertjes voor modeversierselen (Besluit van 24 December 1895, R. 2547);

Potlooderts voor potlooden (Besluit van 21 Augustus 1896, R. 2579);

Monturen van waaiers (Besluit van 24 December 1895, R. 2547);

Kleine versierselen in tot brillant geslepen metaal voor de versiering van kammen (Besluit van 26 Mei 1900, R. 2574);

Kleine metalen versierselen bestemd om ingewerkt te worden in hoornen en celluloiden platen, enz., dienende tot het vervaardigen van geldbuidels, boekenomslagen of andere dergelijke voorwerpen (Besluit van 31 Januari 1898, R. 2468);

Kleine houten buisjes dienende tot monteering van muziek-ballons (Besluit van 2 Maart 1896, R. 2553);

Houten handvatsels of hechten bestemd tot het maken van springkoorden (Besluit van 6 Februari 1901, R. 2612);

Pomeransen van biljartkeus. (Besluit van 5 April 1907, R. 2843);

Kurken wielen om glas te polijsten. (Besluit van 9 November 1895, R. 2542);

Kartonnen schachten voor pantoffels. (Besluit van 25 Mei 1898, R. 2489.)

Onder andere maatregelen uitgevaardigd in het belang van den landbouw, vestigde dezelve wet invoerrechten op boter, margarine en haver; het invoerrecht op de boter had voor gevolg, het ontstaan der samenwerkende melkerijen te begunstigen.

Ook heeft deze wet invoerrechten geheven van meel- en moutsoorten en ze doen opwegen tegen de uitvoerpremiiën, aan deze voortbrengselen in het buitenland verleend.

Koninklijk Besluit van 12 Juli 1895

Toelating om de haver en het meel onder het regiem van fictief stapelhuis te plaatsen.

Koninklijk Besluit van 11 September 1895.

Toelating tot tijdelijke weghaling, met gedeeltelijken vrijdom van de invoerrechten, van stalen roeden om tot gegalvaniseerde of ongegalvaniseerde draden, tot speldnagels of tot kunstdoornen verwerkt te worden voor den uitvoer.

Omzendbrief van 20 September 1895.

Toelating om ontvangen rechten op postpakketten weer te keeren, die aan den bestemming niet werden besteld en naar het buitenland werden teruggezonden.

Koninklijk Besluit van 25 September 1895.

Toelating om kunstrezel onder het regiem van fictief stapelhuis te plaatsen.

Koninklijk Besluit van 22 September 1896.

Oprichting van een openbaar stapelhuis en van een tolkantoor te Thiënen.

Koninklijk Besluit van 3 November 1896.

Tijdelijke weghaling uit het openbaar stapelhuis, met *gedeeltelijken* vrijdom der invoerrechten, van de enkele ongebleekte garens van katoen, bestemd om getwijnd te worden voor den uitvoer.

Omzendbrief van 7 November 1896.

Invoer, met *gedeeltelijken* vrijdom van rechten, van katoengarens bestemd om verwerkt te worden tot weefsels voor den uitvoer.

Wet van 30 December 1896.

De wet voor de begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1897 vermindert het invoerrecht op de gezaagde balken.

Artikel 1 van deze wet machtigt den Minister van Financiën om in de reeks der *Verschillende voortbrengselen voor de Nijverheid*, — waarop het recht van 5 t. h. *ad valorem* is gesteld, — te rangschikken de artikelen van het toltarief, onder eene andere afdeeling aangeslagen — omdat er een hooger recht op stond — en die bestemd zijn om aangewend te worden bij werktuigen, toestellen of gereedschappen, of om als aanhoorigheden daarbij te dienen.

Deze maatregel werd toegepast op de hierna volgende waren :

Strooken in wollen weefsel voor filtreerpersen (1). (Besluit van 10 December 1898, R. 2514);

Vilten darmen voor het opmaken van werktuigen voor het vormen van baksteen. (Besluit van 31 October 1901, R. 2639);

Vilten bestemd tot het vervaardigen van electriche accumulatoren (2). (Besluit van 26 April 1899, R. 2536);

Wollen, katoenen en leeren hulzen voor het opmaken van cylindere voor spin- of kamgetouwen. (Besluiten van 6 Juli 1897 en 4 Maart 1898, R. 2426 en 2470);

Lederen segmenten voor kamgetouwen (Besluit van 4 Maart 1898, R. 2470);

Katoenen weefsels doortrokken met creosoot of met eene delfstoffelijke olie voortkomende van de distillatie van petroleum, gebruikt voor het bewerken der deeg voor de filtreerpersen in de fabrieken van plateelwerk en porselein. (Besluit van 15 Februari 1899, R. 2527);

Wollen vilten weefsels voor fabrieken van plateelwerk en porselein (3). (Besluit van 6 September 1899, R. 2546);

Wollen weefsels genaamd *roller cloth*, bestemd tot het opmaken van machinecylinders. (Besluit van 6 Juli 1897, R. 2426);

(1) De invoerders moeten voor de tolbeambten voldoende bewijzen dat de weefsels wezenlijk bestemd zijn tot het aangegeven gebruik.

(2) De invoerders moeten voor de tolbeambten voldoende bewijzen dat de weefsels wezenlijk bestemd zijn tot het aangegeven gebruik.

(3) De invoerders moeten voor de tolbeambten voldoende bewijzen dat de weefsels wezenlijk bestemd zijn tot het aangegeven gebruik.

Vilten weefsels (1) en hulzen in vilten weefsels, voor papierfabrieken. (Besluit van 6 Juli 1897, R. 2426);

Katoenen of vlassen bossen voor spinnerijspillen, voor Jacquartgetouwen of bestemd voor andere nijverheidsdoeleinden. (Besluit van 6 Juli 1897, R. 2426).

Koninklijk Besluit van 5 Mei 1897.

Vermindering van het minimum der hoeveelheden wijn toegelaten bij het in- en uitgaan in de bijzondere stapelhuizen.

Koninklijk besluit van 7 Juni 1897, ter vervanging van het besluit van 22 October 1883.

Tijdelijke vrijstelling van de invoerrechten voor tabak bestemd tot het vervaardigen van sigaren voor den uitvoer.

Wet van 9 Augustus 1897.

Afschaffing van de invoerrechten op de thee. — Verbod, saccharine en producten die saccharine bevatten, of soortgelijke voortbrengselen in te voeren, te vervaardigen, te vervoeren, voorhanden te hebben of te verkoopen.

Wet van 19 Augustus 1897.

Krachtens deze wet mogen bijzondere stapelhuizen en fictieve stapelhuizen in concessie worden gegeven binnen een kring zich uitstrekkende tot ongeveer 2,500 meter van het stadhuis van Brussel, op het grondgebied der gemeenten die bijdroegen tot het tot stand brengen van het kapitaal der Naamlooze Vennootschap van het kanaal en de haveninrichtingen van Brussel.

Wet van 28 December 1897.

De begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1898 wijzigt de invoerrechten op room en melk, geplette verse rozijnen, zakuurwerken en benodigdheden voor zakuurwerken, alsmede op kanten; zij machtigt de Regeering ethers, chloroform, collodion, chloraat-hydraat, iodium-ethyle en andere soortgelijke producten, bereid met alcohol en waaruit deze werd gedreven gedurende de vervaardiging, te belasten met een recht van 5 t. h. op de waarde of met een even hoog specifiek recht.

Koninklijk Besluit van 1 Maart 1898.

De regelen betreffende het fictief stapelhuis worden toepasselijk gemaakt op de ijzeren huizen.

(1) De invoerders moeten voor de tolbeambten voldoende bewijzen dat de weefsels wezenlijk bestemd zijn tot het aangegeven gebruik.

Omzendbrief van 12 December 1898.

Voorwerpen van waarde mogen door den dienst der posterijen ingevoerd worden.

Wet van 29 December 1899.

Krachtens de begrootingswet van 's Lands Middelen, voor het dienstjaar 1900, mogen de materialen, die dienen tot het bouwen, het bewapenen, het optuigen en het meubileren der schepen en booten en door het toltarief niet vrijgesteld zijn van invoerrechten, met vrijdom van rechten worden ingevoerd mits de door den Minister van Financiën te bepalen voorwaarden.

Door die wet zijn afgeschaft of verminderd : de invoerrechten op gedistilleerde waters, casegom of kaasstof bereid door middel van alcalis voor nijverheidsgebruik, vogelhuiden en vogelvederen, bloemen in plateelwerk of in porselein bestemd tot het vervaardigen van lijkkronen, zuiver berberissap.

10 Januari 1900.

Te Brussel wordt een nieuw openbaar stapelhuis gebouwd.

Overeenkomst van 7 April 1900.

Tusschen België en Duitschland wordt eene nieuwe overeenkomst gesloten tot regeling van het verkeer der fabrieken aan de Belgisch-Duitsche grens.

November 1900.

Er verschijnt een nieuwe uitgave van het Officieel Toltarief met de beknopte mededeeling van de voornaamste bepalingen der tolwetten, het algemeen toegelicht repertorium der koopwaren, de tabel der invoerrechten en eene bijlage bestaande uit verscheidene tabellen waarin zijn vermeld de bevoegdheden van de kantoren, van de hulpkantoren en van de stapelhuizen van den toldienst.

Wet van 31 December 1900.

De begrootingswet van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1901 bepaalt eene gunstregeling voor gesteriliseerde most van wijn; krachtens dezelfde wet zijn de door stoom bewogen pers-cylinders, dienende tot het effenen van kiezelwegen, vrij van invoerrechten.

Omzendbrief van 15 Maart 1900.

De regelen betreffende het fictief stapelhuis worden toepasselijk gemaakt op de ijzeren of stalen buizen zonder onderscheid, daaronder begrepen de zelfs afzonderlijk ingevoerde omhulsels die daarbij behooren.

Koninklijk Besluit van 9 October 1901.

Oprichting van een openbaar stapelhuis en van een tolkantoor te Ath.

Wet van 30 December 1901.

De begrooting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1902 bepaalt :
 Dat de invoerrechten op geweerhout en vuursteen en zijn afgeschaft;
 Dat de rechten op de schapevellen (stroogele) zijn verminderd van 30 tot 15 frank per 100 kilos;
 Dat de verscheidene producten, die behooren tot de klasse *reukwerk*, vrij mogen ingevoerd worden.

Wet van 19 Mei 1902.

Deze wet bepaalt het tolstelsel dat in sommige bijzondere gevallen van toepassing is en verleent machtiging aan de Regeering om de producten, die in hun land van afkomst eene uitvoerprijs genieten, te belasten met een compensatierecht.

Wet van 27 December 1902.

In de begrotingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1903 komen de volgende bepalingen voor :

De garens van wol, die men noemt « fils mixtes », worden, wat betreft de toepassing van het toltarief, gelijkgesteld met de garens van gekamde wol.

Een invoerrecht van 3 frank per 100 kilogram wordt gesteld op het vloeibaar koolzuur.

Bij verlies van de in doorvoer verzonden goederen, wordt men vrijgesteld van de betaling der boete en der rechten of der waarde.

Wet van 18 Februari 1903.

Het invoerrecht op ongebrande koffie wordt afgeschaft. Het invoerrecht op gebrande koffie wordt verminderd van 15 tot 10 frank per 100 kilogram.

Omzendbrief van 14 Mei 1903.

Machtiging wordt verleend tot het terugbetalen van de rechten, door de spoorwegbesturen geïnd, op de goederen die aan den bestemming niet besteld en naar het buitenland teruggezonden werden.

Koninklijk Besluit van 25 Juni 1903.

Oprichting van een openbaar stapelhuis en van een tolkantoor te Sint-Nikolaas.

Wet van 21 Augustus 1903.

Nieuwe wet betreffende de invoerrechten op suiker : Vermindering van de rechten op suiker, stroop en melasse, bereide cacao en verduurzaamde eetwaren met suiker. Afschaffing van de invoerrechten op de beetwortelen.

Koninklijk Besluit van 26 Augustus 1903.

Bij dit besluit wordt eene bijbelasting gelegd op de van uit den vreemde ingevoerde suiker.

Wet van 28 December 1904.

In de begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1905 komen de volgende bepalingen voor :

Worden vrij aangenomen bij den invoer : vogelhuiden ontkleurd, gebleekt of geverfd, niet anders bereid noch opgemaakt, en vogelvederen enkel ontvet, ontkleurd, gebleekt of geverfd, niet afgeschraapt.

Het invoerrecht op bereiden mosterd wordt bepaald op 12 frank per 100 kilogram, bruto gewicht (in plaats van 15 t. h. op de waarde).

Wet van 16 Juni 1905.

Wet tot goedkeuring van het op 22 Juni 1904 tusschen België en Duitschland gesloten toegevoegd verdrag aan het handelsverdrag van 6 December 1891 :

Sommige stalen draden tot vervaardiging van geraamten van regen- of zonneschermen, alsmede tot de vervaardiging van kaardebeslagen, mogen vrij ingevoerd worden.

Het recht van 10 t. h. op de waarde van platen of bladen in aluminium, rondvormig of volgens teekening gesneden, wordt verminderd tot 5 frank per 100 kilogram,— wat in dit geval gelijkstaat met 1.15 t. h. op de waarde.

De rechten op de voorwerpen, begrepen onder *Kramers- en ijzergoed*, worden verminderd.

Ministerieel Besluit van 8 November 1905.

Door dit besluit wordt men ontslagen van de tolformaliteiten, voor het voorhanden hebben en het verkeer van het vee, voorgeschreven door het koninklijk besluit van 26 Juni 1887, R. 2029, binnen het deel van den kring dat op meer dan 2,500 meter van de Duitse grens is gelegen.

Wet van 30 December 1905.

In de begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1906 komen de volgende bepalingen voor :

Het invoerrecht op bananen met of zonder twijg wordt verminderd tot 5 frank per 100 kilogram ;

Knoppen in porselein voor het vervaardigen van mechanische stopsels worden aangenomen bij den invoer, mits betaling van een recht verminderd tot 5 t. h. op de waarde.

Caoutchouc houdende weefsels, gevoerd of niet gevoerd met vilt, bijzonder vervaardigd voor het maken van kaardebeslagen, worden vrij ingevoerd.

Maart 1906.

Er verschijnt eene nieuwe uitgave van het toltarief.

Wet van 1 Maart 1906.

Wet houdende goedkeuring van het op 12 Februari 1906 tusschen België en Oostenrijk-Hongarije gesloten handels- en scheepvaartverdrag.

Koninklijk Besluit van 25 Mei 1906.

Oprichting van een tolkantoor te Zeebrugge.

Omzendbrief van 17 Juli 1906.

Gedeeltelijke vrijstelling van de invoerrechten wordt verleend voor de stalen roeden bestemd om te worden gebruikt bij het maken van tralie- of roosterwerk.

Wet van 21 December 1906.

Wet houdende goedkeuring van het Handelsverdrag, den 5^{en} Juni-23^{en} Mei 1906 gesloten tusschen België en Rumenië.

Wet van 24 December 1906.

In de begrootingswet van s' Lands Middelen voor het dienstjaar 1907 komen de volgende bepalingen voor :

De invoerrechten van 2 frank en 3 frank per 100 kilogram op stalen draden, blanke of gegalvaniseerde, hebbende een diameter van minder dan 5 millimeter en een weerstand van ten minste 120 kilogram per vierkanten millimeter, die bestemd zijn tot het vervaardigen van kabeltouw en koordeën, worden verminderd tot 1 frank per 100 kilogram ;

Gemalen kurk, met andere stoffen samengeperst tot vorm van baksteen, tegel, paneel, plank, schaal voor bekleeding van buizen en andere voorwerpen van zelfde samenstelling, bestemd voor bouwwerken of voor nijverheidsdoeleinden, wordt bij den invoer belast met een recht van 3 frank per 100 kilogram in plaats van het recht van 5 t. h. op de waarde.

Koninklijk Besluit van 11 Maart 1907.

Kaarsen, plaveien voor vloeren en allerlei bouwwerken, in [plateelwerk of in porselein, weefsels van jute, ongebleekt, zuiver of gemengd, effen of gekerped, worden bij den invoer belast met specifieke rechten in plaats van de rechten op de waarden.

Koninklijk Besluit van 12 Augustus 1907.

Weefsels van wol wegende minder dan 200 gram den vierkanten meter worden bij den invoer belast met specifieke rechten in plaats van het recht op de waarde.

Wet van 23 December 1907.

De begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1908 vermindert de invoerrechten op :

1^o De langs de vier zijden gezaagde stukken hout van ten minste 0^m.25 × 0^m.25 dikte in het vierkant ;

2^o De bij rollen ingevoerde draden in staal voor het vervaardigen van geraamten van regen- of zonneschermen ;

3^o De pijpen en buizen in ijzer of in staal overdekt met een hulsel van met teer of asphalt bestreken weefsel.

Maatregelen, die sedert 1894 werden genomen door de Regeering en voor gevolg hadden, diegene onzer nijverheidstakken te bevorderen of te begunstigen, waarvan de voortbrengselen aan den accijns zijn onderworpen.

BIER EN AZIJN.

Krachtens de wet van 2 Augustus 1822, werd de bieraccijns geheven uitsluitend naar de inhoudsgrootte van de roerkuip. Onder het ministerie van den heer Beernaert, werd eene tweede wijze van heffing ingevoerd door de wet van 20 Augustus 1885; deze wijze was gegrond op de hoeveelheid aangegeven meel. De brouwers hadden vrije keuze tusschen beide stelsels.

De bestaande regelen werden daarna gewijzigd en verbeterd door de navolgende wetten :

Wet van 20 Mei 1898, waarbij het maken van azijn door middel van appelen, peren of inlandsche honig wordt vrijgesteld van elk accijnsrecht.

Begrotingswet van 31 December 1900, waarbij de wetsbepalingen betreffende het innen van het accijnsrecht op bier en azijn worden vereenvoudigd. De bijzondere bepalingen, die in deze wet voorkomen, maken én het werk der brouwers én het toezicht door de accijnsbeambten gemakkelijker.

Begrotingswet van 31 December 1901, waarvan artikel 4 bepaalt dat, te rekenen van 1 Januari 1904, de bieraccijns uitsluitend naar de aangegeven hoeveelheid meel zal geheven worden. Deze bepaling had voor gevolg het afschaffen van de wijze van belasting naar de inhoudsgrootte der roerkuip, — wijze die aan de brouwers minder vrijheid gaf bij het werk.

Krachtens hetzelfde artikel, werden de op 1 Januari 1904 van kracht blijvende bepalingen der wetten op bier en azijn vereenigd in een wetboek; dat leverde groot gemak op niet alleen voor de brouwers en de bedienden van het Bestuur, maar ook voor de personen die verlangen of uit hoofde van hun ambt verplicht zijn, die wetten te raadplegen.

AZIJNZUUR.

Koninklijk besluit van 14 Maart 1903, houdende vermindering van het bedrag van het accijnsrecht op het maken van azijnzuur.

BRANDEWIJN.

De wet van 15 April 1896 heeft de belasting naar de inhoudsgrootte vervangen door de belasting naar de voortgebrachte hoeveelheid slegma's of alcohol. Aan de stokerij werd door deze wet verzekerd : 1^o eene grootere vastheid van de belasting, die niet meer verandert van jaar tot jaar; 2^o eene grootere vrijheid bij het werk; 3^o eene zeer gewichtige vermindering van de bedrijfskosten; 4^o de verbetering van de hoedanigheid der voortbrengselen; 5^o de afschaffing van wat overbleef van de voortbrenging, vrij van rechten en uit hoofde waarvan de kleine stokers niet konden optreden tegen de groote stokers; 6^o het middel om met beter gevolg te strijden op de uit-

voermarkten; 7° het recht om gist of zuurdeesem voor de behoeften der stokerij, ofwel bakkersgist, die wij in het buitenland moesten aankopen, te maken. Om over de gewichtigheid van dezen laatsten maatregel te kunnen oordeelen, volstaat het te zeggen, eenerzijds, dat, gedurende het jaar 1896, 16,787,652 kilogram gist werd ingevoerd uit het buitenland, terwijl in 1897 er nog slechts 320,321 kilogram werd ingevoerd; anderzijds, dat de fabricatie, die in 1896 niet bestond, in 1907 10 miljoen kilogram bereikte, waarvan 1,912,155 kilogram naar het buitenland werd uitgevoerd.

De Regeering is daarenboven door de wet gemachtigd, om geheele of gedeeltelijke afschrijving van rechten te verleenen voor alcohol bestemd tot nijverheidsdoeleinden. De nijverheidstakken, die tot nog toe door deze afschrijving werden bevoordeeld, zijn de volgende: het vervaardigen van aether, kunstzijde, vernis, azijn; het vergulden van lijsten; het zuiveren en wasschen van ruwe olie; het gloeien, in de gasvlam, van bindgarens; het bereiden van peptones door middel van brouwersgist; het vervaardigen van vilten en hoeden, van knalkwik, van artseni- of scheikundige producten waarbij de alcohol volkomen ter zijde wordt gelaten gedurende de bewerking; het vervaardigen van simili-leder, van collodium verbruikt in de fabriek zelve, van verderfwerende en geneeskrachtige watten, van anilinkleuren, van kunstbloemen, van doorzichtige zeep, van looizuur, van pyrotechnische producten en van rookloos buskruit. Gelijke afschrijving wordt verleend voor de anatomische of wetenschappelijke preparaten in de inrichtingen voor hooger onderwijs.

De *begrootingswet van 27 December 1902* verleent, bij artikel 7, aan de stokers gemak voor de aanzuivering hunner kredietrekening.

De *begrootingswet van 28 December 1904* bepaalt, bij artikel 8, aanvullende maatregelen om het geheim gebruik van stooktoestellen te voorkomen.

De *koninklijke besluiten van 2 Augustus 1898, 23 Maart 1899 en 16 Mei 1903* verleenen eene aanvullende afschrijving van den accijns, wegens verlies bij het zuiveren, op gezuiverde alcohol en brandewijn, wanneer zij worden uitgevoerd of gedenatureerd voor nijverheidsdoeleinden en als zoodanig volkomen vrij zijn van rechten.

DRUIVENSUIKER, MALTOSE, STROOP EN INVERTSUIKER.

Wet van 19 Mei 1898, waarbij de belasting naar de inhoudsgrootte wordt vervangen door de belasting naar de opbrengst. Dank zij deze wet is een meer redematige en minder kostelijke bewerking mogelijk; zij brengt de rechten op druivensuiker in overeenstemming met die op bier, machtigt den uitvoer van glucose met afschrijving van den accijns en verleent afschrijving voor gedenatureerde glucose bestemd tot nijverheidsverbruik buiten al wat eetwaren betreft. Daarenboven wordt het fabricceeren van maltose en invertsuiker toegelaten door de wet; invertsuiker is gedeeltelijk vrij van de belasting.

Koninklijk besluit van 27 Juli 1898, waarbij eene vermindering wordt verleend voor verlies bij het fabricceeren van glucose.

Koninklijk besluit van 8 December 1903, waarbij eene afschrijving wordt verleend : van 5 frank per 100 kilogram suiker welke tot de fabricatie van invertsuiker dient, en van 15 frank per 100 kilogram droog extract vervat in tot uitvoer bestemde invertsuiker.

MARGARINE.

Wet van 12 Juli 1895, waarvan de artikelen 5 tot 12 een accijnsrecht op margarine invoeren. Deze maatregel had voor gevolg dat de melknijverheid zich op merkwaardige wijze uitbreidde en de margariënenijverheid (de margarine is een zeer gezond voedsel) in ons land tot stand kwam ten bate van de arbeidersklasse.

SUIKER.

Internationale Overeenkomst onderteekend te Brussel den 23^e Mei 1902. Ten gevolge van deze overeenkomst, tot stand gebracht na herhaalde vruchteloze pogingen gedurende een twintigtal jaren, verviel het stelsel van premiën bij de voortbrenging en den uitvoer van suiker en werd de nijverheid en de handel van dit product opnieuw onderworpen aan de algemeene economische regelen.

Wet van 21 Augustus 1903. Door deze wet is de vroeger bestaande regeling, namelijk de belasting naar de vermoedelijke opbrengst, gewijzigd : overeenkomstig de bepalingen van voormelde overeenkomst wordt het recht geheven naar de werkelijke opbrengst ; het accijnsrecht wordt verminderd van fr. 51.15 tot 20 frank per 100 kilogram voor al de soorten suiker zonder onderscheid. Daarenboven zijn de fabrieken en raffinaderijen door de wet onderworpen aan de regelen betreffende het bergen in stapelhuizen ; de Regeering is gemachtigd om de afschrijving van den accijns te verleenen voor suiker en siroop bestemd voor nijverheidsdoeleinden of voeding van het vee ; het waarborgen van de betaling der wet is gemakkelijker gemaakt, en strenge maatregelen zijn bepaald om den invoer, de vervaardiging, het vervoer, het voorhanden hebben en den verkoop van saccharine en soortgelijke voortbrengselen te voorkomen.

Koninklijk besluit van 21 Augustus 1903, waarbij geheele afschrijving van de accijnsrechten wordt verleend voor suiker gebruikt bij het bereiden van verduurzaamde groenten, confijten, geleien of moezen, gecondenseerde melk en melkmeel, evenals voor suiker en door raffineering verkregen stroop bestemd voor nijverheidsdoeleinden of voeding van het vee.

TABAK.

Wet van 17 April 1896, houdende wijziging van de fiskale regelen betreffende den tabak. Deze wet schaft de belasting naar de teelt af, alsmede de formaliteiten waartoe dit stelsel aanleiding gaf, voert een accijnsrecht in van 15 frank per 100 kilogram op ongefabriceerden buitenlandschen tabak en op gedroogden inlandschen tabak, bepaalt de geheele vrijstelling van den

accijns wat betreft den tabak door den planter gewonnen voor het verbruik van zijn gezin, verleent eene ruimere bescherming aan den inlandschen tabak, onderwerpt den tabak aan het regiem van bijzonder stapelhuis en fictief stapelhuis.

Begrootingswet van 28 December 1897, waarvan artikel 4 de afschrijving bepaalt, die, uit hoofde van droging, van toepassing is op den tabak in een bijzonder stapelhuis.

Begrootingswet van 31 December 1900, waarbij de Minister van Financiën gemachtigd wordt, eene hoogere afschrijving dan die bepaald bij bedoelde wet van 28 December 1897, te verleenen voor vreemden tabak in bladeren, kunstmatig gedroogd.

WIJNEN.

Begrootingswet van 30 December 1896, waarbij, onder andere, het accijnsrecht op wijnen, anders dan in flesschen ingevoerd, wordt verlaagd tot 20 frank per hectoliter, opdat ook de arbeidersklasse zich wijn zou kunnen verschaffen.

* * *

Bij deze dubbele opsomming van maatregelen in zake van tol en accijzen, ten behoeve van handel en nijverheid, dient de volgende gevoegd, wijl zij daarbij aansluit:

Maatregelen betreffende het gemeentefonds.

De wet van 30 December 1896 deed, bij de berekening voor de verdeling van het gemeentefonds, rekening houden met het bevolkingcijfer der gemeenten, benevens den vroegeren grondslag van het verondersteld vermogen. Om die wijziging te wettigen, werd ingebracht dat, gezien den aard der ontvangsten van het gemeentefonds, de bijdrage van elke gemeente tot het in stand houden van dat fonds tevens van beide voormelde bestanddeelen afhing.

Daarenboven werd sedert 1896 aan elke gemeente als minimum toebe-deeld eene som, die gelijk stond met die welke zij in 1895 ontving. Het overige werd jaarlijks verdeeld naar het bevolkingcijfer.

De wet van 26 December 1904 waarborgde aan elke gemeente, als minimum in de verdeling, de in 1903 verdeelde som, jaarlijks verhoogd met 700,000 frank.

De wet van 29 September 1906 handhaafde het grondbeginsel van het minimum, doch met beding dat, van het jaar 1906 tot het jaar 1913, het deel der opbrengst van het aan de gemeenten uitgekeerde gemeentefonds niet lager mag zijn dan de in 1903 verdeelde som, verhoogd naar eene jaarlijksche klimming welke berekend wordt op den voet van 10 centiemen per inwoner, op het bevolkingcijfer dat tot grondslag van de verdeling dient.

Hierboven werd aangewezen in welke gevallen volledige of gedeeltelijke afschrijving van rechten wordt verleend voor alcohol bestemd voor industriële doeleinden. Daarover nog een woord.

Meermaals reeds en met reden werd op dit vraagpunt de aandacht der Kamer gevestigd. Ook hielden verschillende middenafdeelingen, die de begrooting van financiën onderzochten, er zich mede bezig.

In het verslag over de begrooting voor 1902 lezen wij het volgende :

« In de 3^e afdeeling werd het vraagpunt van de denatureerring van alcohol geopperd en de middenafdeeling behandelde het op hare beurt.

» Onderstaande vraag werd tot den heer Minister van Financiën gericht :

VRAAG.

» Hoe staat het met de studiën over het denatureeren van alcohol?

ANTWOORD.

» Behoudens zeer zeldzame uitzonderingen, werden de nijveraars, die het gevraagd hadden, gemachtigd om gebruik te maken van gedenatureerden alcohol, met gedeeltelijke of geheele vrijstelling van de accijnsrechten.

» Ook werd het denatureeren van alcohol, bestemd voor verwarming en verlichting, niet uit het oog verloren. De Regeering gaat aandachtig de studiën na, die daarover in Frankrijk en Duitschland worden voortgezet. Zij stelde harerzijds proefnemingen in, waaruit bleek dat thans het gebruiken van gedenatureerden alcohol in België duurder zou kosten dan dit van petroleum.

» Zoo in Frankrijk en Duitschland het verbruik van alcohol als brandstof zekere uitbreiding nam, is dat vooral te wijten aan de hooge tolrechten op petroleum in die landen. »

En het verslag gaat voort :

« Met voldoening ziet de Middenafdeeling dat de Regeering zich voortdurend inlaat met het vraagstuk van het denatureeren van alcohol. Toch heeft zij zich afgevraagd of België niet ten achter bleef bij de naburige landen. Trouwens, naar 't schijnt, werd in Frankrijk en Duitschland merkelijke vooruitgang verwezenlijkt, en heeft, zoo voor verlichting als verwarming, in beide landen het gebruik van gedenatureerden alcohol veel uitbreiding gekregen.

» Dit wordt vastgesteld door den heer Everard, secretaris der Centrale Landbouwvereniging, in een verslag, door hem in die vereeniging uitgebracht ter zitting van 8 Januari laatstleden.

» In dit verslag wordt gewezen op de maatregelen, door de Fransche en de Deutsche Regeeringen genomen, en hierop de aandacht der Belgische Regeering gevestigd. Wij kunnen niet anders dan ons vereenigen met de wenschen, door de Landbouwvereniging uitgedrukt, opdat de Regeering zooveel mogelijk het voorbeeld der naburige landen volgen zou. Deze landen hebben niet gewacht om het gebruik van gedenatureerden alcohol te bevoren tot het wezenlijk gedenatureeringsmiddel gevonden was, en toch

verwierven zij uitnemende uitslagen, zonder te moeten klagen over het bedrag, dat in België zoozeer wordt geducht.

« Waarom zouden wij niet tot dezelfde uitkomst kunnen geraken? »

Uit de inlichtingen, dit jaar aan de Middenafdeeling verstrekt, schijnt te blijken dat het Bestuur thans niet verder gevorderd is in zijne studie dan toen het bovenstaand antwoord gaf aan de vorige Middenafdeeling. In elk geval, veranderde het Bestuur zijne zienswijze niet : het schijnt niet te willen gelooven dat het thans mogelijk is alcohol zoodanig te denatureeren, dat hij niet meer drinkbaar zou zijn ; ook niet dat het gebruik van gedenatureerden alcohol voor de verlichting algemeen zou worden, daar de kostende prijs van het licht te hoog zou zijn en daar de gewenschte lamp — naar zijne meening — nog niet uitgevonden werd.

Dit zoo zijnde, kan de Middenafdeeling van dit jaar enkel de wenschen herhalen der Middenafdeeling die de begrooting van financiën voor 1902 onderzoekt, en aandringen opdat hare wenschen spoedig zouden worden verwezenlijkt.

In afwachting meent zij het beheer der financiën dienst te bewijzen, door er aan te herinneren dat, in Frankrijk, de Kamer eene Commissie tot onderzoek ingesteld heeft, die middelen zal opsporen om het gebruik van alcohol voor nijverheid en huishouden uit te breiden, en dat deze Commissie het plan harer werkzaamheden, in den vorm eener vragenlijst, als volgt heeft opge maakt — wij deelen dit enkel als inlichting mee :

I.

1. — Gebruik van alcohol in nijverheid en huishouden : motorrijtuigen, verlichting, verwarming, als oplossend middel, enz.

2. — Voor- en nadeelen van het gebruik van zuiveren of gecarbureerden alcohol. Verschillende wijzen van alcoholcarbureering.

3. — Uitkomst in Frankrijk en elders.

4. — Mogelijke technische vooruitgang.

II.

5. — Prijs van zuiveren of gecarbureerden alcohol, naar gelang van de verschillende industriele of huiselijke verbruiksvormen, waartoe hij bestemd wordt.

6. — Vergelijking, met het oog op den kostenden prijs, van alcohol met petroleum en vloeibare brandstoffen.

7. — Minimum kostende prijs van alcohol bestemd voor de nijverheid.

8. — Wijze en kosten van denatureering.

9. — Staatsbedrijf. Vervoerkosten van gedenatureerden alcohol.

III.

10. — Voorgestelde middelen tot verlaging en bestendiging van den prijs van gedenatureerden alcohol :

a) Vereeniging der voortbrengers,

b) Premie,

c) Verplichte denatureering van een gedeelte van den rectificeering-alcohol,

d) Monopolie van den verkoop in 't groot van vloeibare brandstoffen en gedensureerden alcohol.

* * *

Deze oorkonde uit de Fransche wetgeving is, bij onze Zuiderburen, de eenige niet van dien aard en waarop onze aandacht dient gevestigd te worden.

Trouwens, een wetsontwerp, onlangs in het Parlement ter tafel gelegd door den Franschen Minister van Financiën, heeft ten doel de opneming en schatting van de onbebouwde gronden.

Bij ons, evenals in Frankrijk, is het vraagpunt van de schatting der onbebouwde gronden, uit fiscaal oogpunt, aan de orde.

Voorzeker doet het zich in beide landen niet voor op dezelfde wijze en met denzelfden aard, doch heelemaal verschillend is het niet.

Daarom kan de Kamer er belang bij hebben, den inhoud van het Fransche wetsontwerp te kennen.

Wetsontwerp tot opneming en schatting van onbebouwde gronden.

Artikel 1. — Onmiddellijk na de afkondiging van deze wet, zal er overgegaan worden tot het opnemen van al de onbebouwde gronden met schatting van hunne huurwaarde.

Art. 2. — Ten minste eene maand vóór den datum, vastgesteld voor den aanvang der werkzaamheden in elke gemeente, zal aan elken grondeigenaar een bericht overgemaakt worden, aanwijzende de algeheele uitgestrektheid van de onroerende goederen die op zijn rekening op den kadastralen legger geschreven staan. Dit bericht zal naar de « mairie » moeten teruggestuurd worden, binnen den termijn van eene maand, door de zorgen van den belanghebbende, met aanwijzing der terechthoudingen aan de algeheele uitgestrektheid toe te brengen, en der verdeeling, naar de ligging en naar den aard der beplanting, van de niet bebouwde gronden die hij in de gemeente bezit.

De eigenaars die mochten nalaten binnen den bepaalden termijn gemeld bericht in te vullen of terug te sturen, of die valsche aanwijzingen zouden geven, zullen de schatting niet meer mogen betwisten, behoudens klaarblijkende misslagen.

Art. 3. — De schatting heeft ten doel, in het globaal cijfer de echte huurwaarde vast te stellen van al de niet bebouwde gronden, door elken eigenaar in de gemeente bezeten.

Deze huurwaarde wordt vastgesteld hetzij door middel van authentieke huurakten of van behoorlijk geregistreerde verklaringen van mondelinge verhuringen, hetzij bij vergelijking met de gelijksoortige gronden waarvan de huurprijs bevonden werd regelmatig te zijn opgegeven of van algemeene bekendheid is, hetzij door middel van de bewerkingen bij het volgend artikel voorzien.

Art. 4. — Wat betreft de niet bebouwde gronden die niet rechtstreeks en op de wijze, bij het vorig artikel voorzien, geschat kunnen

worden, zal worden overgegaan tot het werk der schatting, dat bestaan zal uit :

- 1^o Het vaststellen, voor iedere gemeente, van een tarief behelzende, voor elke klasse waarin de verschillende soorten van gronden kunnen ingedeeld worden, de hun toe te kennen gemiddelde huurwaarde per hectaar ;
- 2^o De indeeling dier gronden in de klassen van dit tarief ;
- 3^o De toepassing van het schattingstarief op de uitgestrektheden in elke klasse gerangschikt, en de optelling per eigendom van de aldus vastgestelde huurwaarden.

Het tarief der schattingen wordt door den bestuurder der rechtstreeksche belastingen bepaald.

Art. 5. — De werkzaamheden worden verricht door het beheer der rechtstreeksche belastingen, met medewerking van den inningsdienst, en, desnoods, van het beheer der registratie. De ambtenaren van het beheer moeten bijgestaan worden door den maire en zes commissarissen waarvan de helft benoemd wordt door den gemeenteraad en de andere helft door den prefekt; al de door den gemeenteraad benoemde commissarissen en ten minste één der door den prefekt benoemde commissarissen moeten grondeigenaars zijn in de gemeente.

Op dezelfde wijze als de titelvoerende commissarissen, worden zes plaatsvervangende commissarissen benoemd.

Bij ontstentenis van de commissarissen door den gemeenteraad benoemd, of zoo zij weigeren deel te nemen aan de werkzaamheden, worden zij vervangen door een deskundige, te benoemen door den prefekt.

Twee commissarissen of de deskundige moeten aanwezig zijn bij al de werkzaamheden.

Art. 6. — De uitkomsten der nieuwe schatting blijven gedurende eene maand ter secretarie van de « mairie » berusten, opdat de belanghebbenden inzage ervan kunnen nemen en aan den maire hunne aanmerkingen overmaken.

De bestuurder der rechtstreeksche belastingen gaat over tot het onderzoek der voorgelegde aanmerkingen en geeft er het noodige gevolg aan, na het advies te hebben ingewonnen van de Arrondissementscommissie die bestaat uit :

- Den ontvanger der financiën ;
- Den hypotheekbewaarder ;
- Een hulptoezichter van de registratie, door zijn dienstoverste aangewezen ;
- Een toezichter der rechtstreeksche belastingen, op dezelfde wijze aangewezen ;
- Een notaris en twee grondeigenaars, door den onderprefekt aangewezen.

Indien de Kamer belang stelt in hetgeen elders geschiedt, stelt zij nog meer belang in de inzichten der Regeering.

Welnu, tijdens de jongste beraadslaging in den Senaat over de begrooting van 's Lands Middelen, legde de heer Minister van Financiën verklaringen af, die, alhoewel zij evenveel betrekking hadden met de begrooting

van financiën als met die van 's Lands Middelen, in volle licht dienen te worden gesteld.

Wij lezen hieromtrent in de *Handelingen* (vergadering van den Senaat, van 17 December 1907, bl. 126) het volgende :

« De achtbare heer Astère Vereruyse acht het wenschelijk, het onveranderlijk kadaster door een veranderlijk te vervangen.

» Dit zou voorzeker eene gunstige hervorming zijn. Want het is bijna onbegrijpelijk dat door achtereenvolgende beslissingen, waarvan de eerste dagteekent van 1845 en de andere van 1877, de kadastrale schattingen op onveranderlijke cijfers werden vastgesteld tot de volgende algemeene schatting door de wetgeving bevolen zou worden, uitgenomen voor de bebouwde gronden ingeval van herbouwing of aanzienlijke herstelling.

» De grondwet van 5 Frimaire jaar VII schrijft uitdrukkelijk voor, dat de grondbelasting op de evenredige gelijkheid moet berusten; welnu, het is klaarblijkend dat deze gelijkheid alleen dan gewaarborgd is; wanneer het inkomen, dat tot grondslag der belasting dient, buiten elke algemeene herziening, onderworpen wordt aan een nazicht dat de merkelijke waardeveranderingen nauwkeurig nagaat, dit wil zeggen, aan een nazicht op bepaalden tijd, bij voorbeeld om de vijf of om de tien jaar.

» Jammer dat theorie en praktijk zoo ver van malkander afwijken, en dat de juiste bepaling van het belastbaar inkomen moeilijker is dan men wel denkt; men kan er zich slechts rekenschap van geven wanneer men de zaak heeft doorgrond, zooals ik het moet doen, en men in de gelegenheid komt te ondervinden wat een ingewikkelde taak dit is.

» Een eerste maal, — in 1826 — heeft men al de kadastrale perceelen willen schatten; het duurde tot in 1844, dus 18 jaar!

» In 1860, stegen menigvuldige klachten op over de later ontstane ongelijkheid die alle evenredigheid brak; een gedeeltelijke, stuksgewijze herziening werd beslist. Men dacht op 18 maanden klaar te komen, het duurde zeven jaar: de uitkomsten werden slechts in 1867 door de wet van 7 Juni bekrachtigd. En thans leven wij nog onder het stelsel van die onvolledige herziening. »

In dezelfde vergadering van den Senaat sprak de heer Minister nog over hetzelfde onderwerp en zegde :

« Ik verklaarde het reeds, ik ben voor het stelsel dat mijn achtbare voorganger de bestendige schatting noemde, dit wil zeggen, de wederzijdsche bevoegdheid om, zooals ik zooeven zegde, de stuksgewijze herziening aan te vragen.

» **Baron della Faille d'Huyse.** — Men slaat nooit af, altijd op.

» **De heer Liebaert, Minister van Financiën.** — In dit stelsel kan men evengoed af- als opslaan.

» Voor 't oogenblik is het van belang te weten of de kadastrale schatting van den niet bebouwden grond moet berusten op een nieuwe perceelsgewijze schatting, ofwel, of een globale schatting volstaat. Mijn vurige wensch is dat deze laatste oplossing aangenomen wordt. Ik bestudeer thans het vraagstuk. » (*Goedkeuring van verschillende zijde.*)

Sprekende over het kadaster, zooals daareven, hoort hierbij ook de vermelding dat de middenafdeeling eene nota ontvangen heeft, geteekend Thiry, oud-controleur van het kadaster, die de tolk schijnt te zijn van het Verbond der provinciale vereenigingen van landmeters van het kadaster.

Deze nota is op en top eene critiek van de thans bestaande regeling van den dienst van het kadaster, en eene klacht over den toestand van het personeel. Schrijver wijst, in de voorrede, op een ideale hervorming van de bestuurlijke regeling en bepaalt verder de eerste wenschen van het Verbond :

« Inrichting van nieuwe omschrijvingen, dit wil zeggen, van nieuwe plaatsen van landmeter in werkelijken dienst ;

» Verhooging van het bedrag der vergoeding aan bedienden van den gezeten dienst voor werken buiten de reglementaire kantooruren verricht ;

» Toekenning van eene vergoeding voor verblijf, zooals die bestaat voor andere bedienden van het beheer der belastingen ;

» Verhooging van het bedrag der vergoeding voor kosten van omreizen, toegekend aan landmeters in werkelijken dienst ;

» Afschaffing van het kader, dit wil zeggen, van de beperking van het getal landmeters in elke klasse ;

» Wijziging in het programma van het toegangsexamen ».

De Middenafdeeling kan de feiten en beschouwingen van die nota niet na-gaan ; zij kan enkel crop wijzen dat de dienst van het kadaster steeds belangrijker wordt, én voor de betrekkingen tusschen particulieren, én voor den grondslag der belasting. Zij twijfelt er niet aan, of de minister van financiën zal aandachtig de verschillende vraagpunten onderzoeken, die dezen belangrijken tak van zijn beheer aanbelangen.

Hij zal overigens opmerken, en niet uit het oog verliezen dat de wijzigingen, die in de toekomst in ons hypothecair stelsel gebracht kunnen worden, in zekere mate zullen terugslaan, zooniet op de regeling zelve van den dienst van het kadaster, dan toch wellicht op het personeel van dezen dienst.

* * *

Het onderzoek van Hoofdstuk IV van de begrooting, betreffende het beheer der registratie en der domeinen waarvan de dienst der hypotheeken afhangt, verschaftte aan de Middenafdeeling de gelegenheid, den Minister van Financiën en de Kamer er aan te herinneren, dat deze laatste sedert 1901 een wetsvoorstel ter behandeling kreeg, ingediend door den heer Hoyois en medeleden, betreffende de splitsing der al te groote hypotheekkantoren.

Onlangs nog, bij de behandeling van het wetsontwerp betreffende de hypotheek op zeeschepen ter Kamer, kwam die splitsing ter sprake, en werd aan het Bureel der Kamer gevraagd het onderzoek van dit voorstel te bespoedigen, nadat de heer Minister van Justitie zelf gezinspeeld had op een waarschijnlijke, binnenkort te beslissen splitsing der hypotheekbewaring te Brussel.

De Middenafdeeling drukt op hare beurt den wensch uit, de splitsing der groote hypotheekkantoren eerlang te zien tot stand komen.

Niets belet aan te vangen met dit van Brussel, dat zonder bezwaar in drie kantoren kan gesplitst worden.

Men zal deste minder wachten — indien het niet terzelfder tijd als het vorige gedaan wordt — met de splitsing van het hypotheekkantoor te Antwerpen, daar het wetsontwerp betreffende de hypotheek op zeeschepen, zopals het door de Kamer aangenomen werd, aan dit kantoor een merkelijke vermeerdering van werk en verantwoordelijkheid gaat opleggen.

Niet erg verschillend is wellicht het geval waarin andere hypotheekkantoren als die van Brussel en Antwerpen verkeerren. Dat zou het beheer der Financiën moeten opzoeken.

* * *

De splitsing der te aanzienlijke hypotheekkantoren en, bij voorkomend geval, het oprichten van een nieuw bijzonder kantoor te Antwerpen, tot uitvoering der wet op het scheepsverband, is niet de eenige hervorming die zich opdringt en spoedige verwezenlijking vergt in zake van hypotheeken. 't Is niet de eerste maal dat eene middenafdeeling, met het onderzoek der begrooting van financiën belast, op dat feit de zorgvuldige aandacht der Regeering vestigt. Zoo leest men, in het verslag der Middenafdeeling, belast met het onderzoek der begrooting voor 1901, bladz. 7 en volgende, het volgend uittreksel uit de Toelichting van het wetsvoorstel op de hervorming van het hypotheekwezen, ingediend door de heeren Hoÿois en medeleden, den 5ⁿ Mei 1900 :

- » « Ons stelsel is: verwarring en onzekerheid.
- » » De overdracht bij overlijden, de deelingen zonder opleg, de huwelijks- » contracten en eene menigte andere akten ontsnappen aan de hypothecaire » overschrijving.
- » » Het stelsel van specialiteit, ingevoerd door de wet van 16 December 1851, » en hierin bestaande dat men enkel vergt dat de goederen in de akten wor- » den aangewezen bij hunnen aard en hunne ligging, is niet enkel oorzaak » van leemten, maar soms van ondoorgrondbare duisterheden.
- » » Daaruit volgt dat het opzoeken van de eigendomstitels en het opmaken » der staten van lasten soms gepaard gaan met onoverkomelijke moeilijk- » heden. Ook gebeurt het zelden dat men door de hypothecaire stukken » alleen volledige inlichtingen bekomt.
- » » Wil men den hypothecairen toestand van de goederen eens burgers » kennen, dan volstaat het niet, dezès naam op te geven. Men moet » daarbij de namen voegen van de vorige eigenaars gedurende de laatste » dertig jaren, ja zelfs tot den 1ⁿ Januari 1852, om wille van de wettelijke » inschrijvingen die nog konden bestaan. En zelfs te dien prijze is het nog » niet zeker dat het bewijsschrift volledig zal wezen, want er bestaan tal- » rijke redenen van ontzetting die het opzeggen der contracten kunnen » veroorzaken en waarvan in de hypothecaire stukken geen spoor is te » vinden. Zij leeren aan derden, noch de mogelijke redenen tot verbreking, » noch de onbevoegdheid van partijen, noch de onbeschikbaarheid der » goederen, enz.
- » » En de moeilijkheden worden nog vermeerderd, de zaak driedubbel » verzaard door het feit dat de opzoekingen gedaan worden in eeuwenoude » tabellen en repertoriums waarin voorkomen duizenden, zelfs honderden- » duizenden namen behoorende tot verdwenen geslachten. Die van het

» tegenwoordig geslacht worden vermengd en verward met die der voor-
 » ouders, in eene onbeschrijfelijke wanorde, waarin niets den weg wijst
 » om de dooden van de levenden te onderscheiden. »

Verder leest men in hetzelfde verslag :

« De aandacht der Middenafdeeling werd bijzonder gevestigd op de Ne-
 » derlandsche hypothecaire wetgeving en op de voordeelen van een stelsel
 » waar de dienst van het kadaster nauw verbonden is met de regeling der
 » hypotheek. Met het oog daarop, richtte zij tot de Regeering de volgende
 » vraag.

VRAAG II.

» Is de Regeering niet van gevoelen dat er aanleiding bestaat om over te
 » gaan tot eene herziening van het kadaster in dezen zin dat een soort van
 » burgerlijken stand aan ieder perceel zou worden gegeven? Zoo zou onmid-
 » dellijk ieder belanghebbende inlichtingen kunnen nemen aangaande de
 » hypotheeken die een eigendom zouden kunnen belasten.

» De Middenafdeeling doet opmerken dat dergelijk stelsel reeds in Holland
 » bestaat (Zie wetsontwerp ingediend door den heer Hoyois).

» Wat denkt de Regeering van die hervorming?

ANTWOORD.

» De Regeering is niet in staat te antwoorden op die vraag, welke eene
 » grondige studie vergt van wege het Departement van Financiën, dat van
 » Openbare Werken en dat van Justitie.

» Trouwens is, in Nederland, de inrichting van het kadaster nauw ver-
 » bonden met die van het hypotheekstelsel. »

En na dat antwoord der Regeering te hebben opgenomen, gaat het verslag
 over de begrooting van 1901 voort :

« Het antwoord der Regeering leek aan verschillende leden van de
 » Middenafdeeling eene weigering.

» Nochtans schijnt het oogenblik gekomen om ons gebrekkig tevens en
 » verouderd hypotheekstelsel te hervormen.

» Een wetsvoorstel, uitgaande van den heer Hoyois en door hem inge-
 » diend ter vergadering van 5 Mei 1900, stelt den weg open voor die nood-
 » zakelijke hervorming. »

Dat ontwerp, vooral ingegeven door de Italiaansche, Duitsche en Neder-
 landsche hypotheekwet, tracht, in zake van hypotheeken, eene betere wijze en
 betere regelen van openbaarheid in te voeren en tevens beter dan thans de
 persoonlijkheid der partijen en der overgedragen of belaste goederen te
 verzekeren.

« De Middenafdeeling drukt den wensch uit dat de Regeering zich ijverig
 onledig houde met de studie dier zaak, waarvan het belang haar niet kon
 ontgaan, en dat zij zoohaast mogelijk aan de Kamer een volledig wetsont-
 werp over de zaak zou voorleggen. »

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek der begrooting van
 financiën voor het dienstjaar 1908, kan niet anders dan zich bij dien

wensch aansluiten. Nochtans denkt zij er te moeten bijvoegen dat, zoo het ontwerp van hypothecaire hervorming min of meer kiesche vraagstukken opwerpt, waarover uiteenlopende meeningen kunnen bestaan, er gemakkelijker te verwezenlijken nieuwigheden zijn, waarover iedereen het eens zou wezen, waarvan de spoedige verwezenlijking des te wenschelijker schijnt daar de hypotheekkantoren hoe langer zoo meer worden overlast, de opzoekingen voor de hypotheekbewaarders van dag tot dag moeilijker worden, gevaarlijker voor hen en voor het publiek. Onder die nieuwigheden komt, onder andere, voor : betere bepaling van goederen en partijen, vaststelling van een tijdperk — 30 jaar, bijvoorbeeld, — waarop alleen de staten van lasten dienden van toepassing te zijn, vereenvoudiging in de schrifturen en andere maatregelen van gelijken aard, in geen deele rakend aan de beginselen waarop ons huidig hypotheekstelsel berust.

* * *

De Middenafdeeling heeft gemeend hare aandacht te moeten vestigen op de wijze van werving van het personeel bij het Ministerie van Financiën.

Ziehier eerst en vooral welke de toestand is :

Van het Ministerie van Financiën hangen af : het beheer der thesaurie en Staatsschuld, het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, het beheer der registratie en der domeinen.

Wat betreft de wijze van werving van het personeel, bestaat er een onderscheid tusschen de mannen wier loopbaan door den band beperkt is tot een lageren werkkring (tolbeambten, kommiezen der accijnzen, beambten bij den dienst van het zegel) en hen die, het zoogenoemde « beroepspersoneel » uitmakend, kunnen geroepen worden tot alle ambten, tot de hoogste sport van de ladder toe. De eerste worden aangeworven door middel van een persoonlijk examen, de andere — bij uitzondering van het klein getal bedienden van den muntdienst — ten gevolge van algemeene wedstrijden.

PERSONEEL BUITEN HET ZOOGENAAMDE « BEROEPSPERSONEEL ».

I. De gepreposeerden der douanen worden hoofdzakelijk aangeworven onder de oud-militairen van lageren rang en onder de bijzondere klerken der ontvangers en andere ambtenaren van het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen. Zij die ten gevolge van een weinig lastig examen bekwaam zijn bevonden, worden als tijdelijke gepreposeerden in proeftijd aangenomen.

II. De kommiezen der accijnzen worden geworven, door middel van een examen over eenvoudige begrippen in zake van rechtstreeksche belastingen en accijsrechten, onder de gepreposeerden der douanen, die met heel goeden dienst geboekt staan, en onder de bijzondere klerken der ontvangers en andere ambtenaren van het beheer der rechtstreeksche belastingen, tol- en accijsdiensten.

ZOOGENAAMD « BEROEPSPERSONEEL ».

Er worden wedstrijden ingericht over examenvakken en n verschillende toelatingsvoorwaarden voor het aanwerven van de tweede klerken van het

beheer der thesaurie en der Staatsschuld, van de boventalligen bij het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen en van de boventalligen bij het beheer der registratie en domeinen.

I. Hoofdbestuur.

Het Algemeen Beheer van de drie voornoemde diensten maakt met het Algemeen Secretariaat, het Hoofdbeheer uit van het Ministerie van Financiën.

Er bestond vroeger een bijzonder stelsel voor het aanwerven van het personeel der verschillende takken van het Hoofdbestuur (koninklijk besluit 1849, medeondertekend door den heer Frère-Orban.)

De Minister koos de jongelingen die hij toeliet in de bureelen als adspirant boventalligen. De boventalligen werden ook door hem gekozen onder de aspiranten die een jaar proeftijd deden hetzij bij het hoofdbeheer, hetzij in de bureelen van een provincialen hoogen dienst, alsook onder de aanvragers met een diploma van doctor of van candidaat in de rechten, in wetenschappen of in de wijsbegeerte en letteren. Na ten minste twee jaar dienst als boventallige werd men toegelaten tot een examen voor het bekomen van een ambt met eene jaarwedde.

Later kwam er een nieuw inrichtingsbesluit, waarbij de bedieningen met proeftijd werden afgeschaft, die bestonden bij het hoofdbeheer (de ambten van afschrijver, van adspirant-boventalligen en van boventalligen) en waarbij geen enkele vereischte van examen of van diploma werd gesteld voor het bekomen van het ambt van tweeden klerk, dat voortaan het aanvangsambt was : dat koninklijk besluit van 20 December 1861 was ook ondertekend door den heer Frère-Orban.

Het koninklijk besluit van 31 December 1875, dat heden nog het Hoofdbeheer regelt, gaat uit van den heer Malou. Met uitzondering van achtereenvolgende wijzigingen die de beginselen der regeling niet raken, heeft het van den wedstrijd den gewonen regel gemaakt voor het werven van de tweede klerken.

Deze regel is onveranderd van kracht gebleven, voor het beheer der Thesaurie en der Staatsschuld. Wat de twee andere groote diensten betreft — Rechtstreeksche belastingen, Douanen en Accijnzen eenerzijds, en Registratie en Domeinen anderzijds — die bezitten buiten Brussel bedienden-beginselen, ook bij wedstrijd benoemd en waaronder de nieuwe ambtenaren voor het hoofdbeheer worden gekozen.

Volledigheidshalve dient hier bijgevoegd dat het reglement van de wedstrijden voor de Thesaurie werd herzien door het besluit van 3 October 1901, uitgaande van den heer de Smet de Naeyer. Het programma der wedstrijden behelst klassieke vakken (Fransche taal, geschiedenis, aardrijkskunde, wiskunde), grondwettelijk recht, financiewetten en staathuishoudkunde.

Voor den wedstrijd wordt geen voorafgaande proeftijd geëischt.

II. BESTUREN BUITEN BRUSSEL.

Voor de diensten buiten Brussel, ahangende van het Ministerie van Financiën, werden de aanwervingsvoorwaarden herhaalde malen gewijzigd.

A. *Belastingen, douanen en accijnzen.*

Ziehier hoe men vroeger werd opgenomen in het beroepspersoneel van het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen onder het koninklijk besluit van 24 April 1849, door den heer Frère-Orban medeondertekend :

Men moest eerst een proeftijd uitdoen als aangestelde klerk in de bureelen van een bestuur- of van een toezichtsdienst buiten Brussel, waar men aanvaard werd bij ministerieele beslissing. Na een proeftijd van ten minste een jaar en na een bekwaamheidsexamen, kon de aangestelde klerk door den Minister toegelaten worden tot de nog onzekere betrekking van aspirant-boventallige; vervolgens boventallige geworden, mocht hij eindelijk, na een nieuwen proeftijd van twee jaar in die hoedanigheid, en na een nieuw examen, een klein ambt met vaste jaarwedde verhoplen.

Dat stelsel werd gewijzigd door een koninklijk besluit van 20 December 1862, medeondertekend door den heer Frère-Orban. In dit nieuw reglement was er geen sprake meer van examens: het getuigschrift van boventalligen klerk bij de belastingen, kon verleend worden aan de candidaten die door den minister waren aangenomen als aangestelde klerken in de bureelen van een provincialen dienst en een proeftijd van ten minste een jaar hadden uitgedaan, en verder aan de houders van een diploma van candidaat in de rechten, in de letteren of in de wetenschappen.

Het thans van kracht zijnde stelsel werd ingevoerd ten tijde van den heer Malou, bij reglement van 20 Maart 1878, ter uitvoering van een koninklijk besluit van 26 Februari van dit jaar. 't Is de algemeene wedstrijd toegankelijk voor twee soorten van candidaten: eenerzijds, de jonge lieden die hun proeftijd doen als aangestelde klerken in een provincialen dienst of in het kantoor van een ontvanger of als bijzondere klerk bij een provincialen inspecteur of controleur; anderzijds, al de lagere bedienden van het bestuur, namelijk de gepreposeerden der douanen en de kommiezen der accijnzen.

Het programma van dien wedstrijd is voor de helft « klassiek » (Fransche taal en, naar keuze, de Vlaamsche, Duitsche of Engelsche taal; geschiedenis, aardrijkskunde, wiskunde), en voor de helft, rechtskundig en vakkundig (beginselen van het grondwettelijk recht en van de fiskale wetten).

Den aanvragers, houders van sommige diploma's van hogere studiën (doctors en candidaten in de wijsbegeerte en letteren, in de rechten of in de wetenschappen, candidaten-notaris, licenciaten in de handelswetenschappen) staat het vrij niet mede te dingen voor de klassieke vakken: aan diegenen welke deze ontslagting te baat nemen, worden ambtshalve 80 punten gegeven op de 100 welke de wedstrijd kan toekennen. Voor dat groot voorrecht echter bestaat er een tegenwicht: de groep der aanvragers met diploma, kan maar een zesde bekomen van het gezamenlijk getal ambten te begeven na iederen prijskamp.

B. *Kadaster.*

Voor den dienst van het kadaster bestaat eene afzonderlijke werving.

Overeenkomstig een ministerieel besluit van 28 December 1904, uit-

gaande van den heer de Smet de Naeyer, begint men er ook met het ambt van boventallige, ten gevolge van een wedstrijd. Om tot dien wedstrijd toegelaten te worden, moet men het diploma bezitten van landmeter of een ander gelijkaardig technisch diploma en een proeftijd hebben uitgedaan van ten minste achtien maand als aangestelde klerk bij een landmeter van het kadaster.

C. Registratie en Domeinen.

Laat ons overgaan tot de registratie en de domeinen.

Ook daar begon men vroeger met twee achtereenvolgende aanvangsambten : dat van adspirant-boventallige en dat van boventallige.

De aanvrager werd aangenomen als adspirant-boventallige bij ministerieele beslissing, mits aflegging van een vakexamen (betreffende de rechten en het bestuur) voor eene commissie van ambtenaren bestaande in iedere provincie. De doctors in de rechten evenwel en zelfs de candidaten in de rechten konden toegelaten worden zonder examen. De adspirant-boventalligen werkten in de kantoren der ontvangers en konden tot boventalligen benoemd worden mits zij ten volle 21 jaar oud waren.

Daarin bestond de werving geregeld door den heer Frère-Orban. (Ministerieel besluit van 29 Juni 1849).

Eenige jaren later, bij besluit van 21 Juli 1857, uitgaande van den heer Mercier, werd de graad van adspirant-boventallige afgeschaft en men richtte het examen in per provincie voor het rechtstreeksch toekennen van het ambt van boventallige.

Om toegelaten te worden tot dit examen, dat plaats moest hebben telkens er een ambt openviel, — wyl het aantal boventalligen zeer gering was in iedere provincie — moest men een proeftijd van ten minste twee jaar hebben uitgedaan in eene ontvangerij. Het examen, deels schriftelijk en deels mondeling, liep zooals vroeger over rechts- en bestuurszaken. De doctors en de candidaten in de rechten, de doctors in staat- en bestuurskundige wetenschappen, alsmede de candidaten-notaris waren ontslagen van het examen over de bijzonderste vakken; op die vakken was hun ambts-halve van de drie vijfden tot het algeheel getal punten toegekend volgens den graad van hun diploma (op voldoende wijze, met onderscheiding, enz.).

Na eenige ondergeschikte wijzigingen, in 1862 ingevoerd door den heer Frère-Orban, kwam er een nieuw inrichtingsbesluit, gedagteekend 14 Maart 1865 en uitgaande van denzelfden Minister, met het hoofdzakelijk doel een eenig examen in te richten voor al de aanvragers van het land. Dit is de oorsprong van het huidige stelsel van algemeen wedstrijd.

Het besluit van 1865 verkortte den voorafgaanden proeftijd tot zes maand voor de doctors in de rechten, en tot een jaar voor de andere gediplomeerden, en het schafte het mondeling examen af.

Het besluit van 31 Juli 1884, uitgaande van den heer Malou, alhoewel het stelsel van wedstrijd, in 1865 ingericht, handhavende in zijne breede lijnen, verleende zeker voordeel, onder vorm van bijpunten, aan de candidaten met volledige humaniora en zelfs aan hen die maar tot in poëzis waren gegaan.

Het thans bestaande reglement is het werk van den heer de Smet de Naeyer (ministerieel besluit van 9 September 1896). 't Is het gevolg van een koninklijk besluit ter herinrichting van den dienst der Registratie en der Domeinen; artikel 6 luidt: « Voor ambten van boventallige wordt een wedstrijd uitgeschreven. De Minister regelt de vormen en voorwaarden van den wedstrijd. »

De eenige candidaten, die bevoordeeld worden, zijn de doctors in de rechten. Dit stelsel is zóó geregeld dat het hun mogelijk is op korten tijd, ten gevolge van een enkel examen, eene vrij behoorlijke betrekking te bekomen, waartoe de andere bedienden eerst geraken na vijf of zes jaar te hebben uitgedaan in de aanvangsambten en mits twee examens te hebben onderstaan, gewoonlijk het eene verscheidene jaren na het andere. Men heeft echter de doctors in de rechten geen vollen vrijen toegang verleend. Ten einde in het bestuur enkel de werkzame en bekwame doctors in de rechten toe te laten, en ook ter vrijwaring van de belangen der jongelingen die langs den gewonen weg binnenkomen, zijn de doctors in de rechten eveneens onderworpen aan een proeftijd van een jaar vóór den wedstrijd; daarenboven kunnen zij enkel aangenomen worden indien zij de 7/10 der punten bekomen en enkel ten getale van 6 om de twee jaar (daar de bijzondere wedstrijd onder de doctors in de rechten slechts om de twee jaar plaats heeft.)

Zooals voorheen is het programma van den wedstrijd nagenoeg gansch van rechtskundigen aard (staatsrecht, burgerlijk recht, handelsrecht, fiscaal recht).

Dienst van het Zegel.

De bijzondere dienst van het Zegel, afhangende van den Dienst der Registratie en der Domeinen, moet afzonderlijk bestudeerd worden.

Hij werd heringericht door twee koninklijke besluiten van 1896 en van 1900 en door een ministerieel besluit van 1900. Hij bestaat voor het heele land uit een ambtenaar met den titel van *zegelbewaarder*, en uit 48 ambten met den titel van *hoofdrekenaars*, *hoofdzegelaars*, *rekenaars*, *zegelaars* en *bladkeeders*.

De bewaarder bestuurt het algemeen werkhuis van het zegel, te Brussel gevestigd, waar het zegel gedrukt wordt op bijzonder vervaardigd papier dat moet dienen tot het opmaken van akten, vonnissen, handels-effecten, enz., en tot het vervaardigen van sommige registers aan het zegel onderworpen.

Aan het algemeen werkhuis zijn verbonden een hoofdrekenaar, een hoofdzegelaar, rekenaars, zegelaars en bladkeeders. Die dienst bezorgt den voorraad zegels aan de verkoopkantoren buiten Brussel.

Ieder weet dat het zegel kan gezet worden, door middel van *buitengewone bezegeling*, op ander papier dan dat door het bestuur geleverd, namelijk op vignetten bestemd voor het vervaardigen van handelseffecten en voor plakbrieven. Die bezegeling geschiedt in de provincie-hoofdplaatsen, waartoe dan ook twee of drie zegelaars en bladkeeders gehecht zijn aan ieder provinciaal bestuur der Registratie en Domeinen.

De bedienden-beginnelingen worden geworven onder twee soorten van candidaten : eenerzijds de bijzondere klerken van de ontvangers der registratie, der erfenisrechten, enz.; anderzijds, de oud-militairen.

Daar het personeel van het zegel heel weinig talrijk is en om zoo te zeggen geen vooruitzicht van bevordering heeft, komt er heel zelden eene plaats open in dezen dienst.

Het reglement voorziet noch wedstrijd noch examen voor de aanwerving. Een heel gewoon onderwijs is overigens voldoende tot het ambt van blad-keerder. *Op voorhand* is men zeker dat een bediende, die eenige jaren werkzaam is geweest in een registratie-kantoor, ruimschoots genoeg onderwijs bezit; hetzelfde geldt voor een oud-onderofficier van het leger. Overigens begint men over 't algemeen met den candidaat op proeftijd te stellen als bezoldigd tijdelijk hulpbediende.

D. Dienst der Munt.

De technische ambten bij den dienst der Munt worden begeven aan houders van een wetenschappelijk diploma, zooals dit van ingenieur, van doctor in de natuurkundige wetenschappen of in de natuurkundige wetenschappen en in de wiskunde, van scheikundige, enz.

*
* * *

Uit bovenstaande uiteenzetting blijkt dat de werving van het beroepspersoneel bij het Ministerie van Financiën, die voorheen — namelijk onder Frère-Orban — gansch anders geschiedde, heden nog enkel bij wedstrijd gebeurt.

Daaruit blijkt ook dat de bekwaamheid, buiten die welke door de wedstrijden wordt bewezen, hoegenaamd niet meer in rekening komt, en dat de jongelingen in de verschillende takken van het bestuur al of niet worden aangenomen naar gelang dat zij al of niet eenige punten of eenige tienden van een punt meer bekwamen dan hunne mededingers, die met hen werden ondervraagd over zaken waarvan de kennis hun later min of meer dienstig kan zijn.

Dat stelsel kan heel zeker verdedigd worden, doch het kan evenzeer afgekeurd worden en dat werd het ook dikwijls niet zonder schijn van redenen.

Van hen, die wenschen in dienst te treden bij het Ministerie van Financiën, eische men een minimum van kundigheden waarvan zij blijk moeten geven door het bekomen van een minimum aantal punten dat men zoo hoog mag stellen als men verkiest! Dat kan men aannemen.

Heel iets anders is de vraag of onder al degenen die het bewijs leverden *aanneembaar te zijn* voor de door hen aangevraagde bedieningen daar zij de vereischte kennis bezitten, geen keure hoegenaamd meer mogelijk is en of men ze al of niet moet aannemen onder het bestuurspersoneel, alleenlijk voortgaande op het volgnummer dat zij, dikwijls bij min of meer kans, verwierven in een wedstrijd.

Menig aanvrager naar een ambt bezit misschien bijzondere bestuursbekwaamheid, werkkraacht, gezond verstand, ondernemingsgeest. Hij zou

derhalve meer geschiktheid bezitten dan veel andere, misschien volstrekt beroofd van die onontbeerlijke hoedanigheden. Toch, alhoewel hij bewezen heeft dat hij ook de noodige vakkenis bezit, zal hij onder het personeel niet kunnen opgenomen worden, omdat hij, per ongeluk — indien er bij voorbeeld 25 ambten te begeben zijn — maar n^o 26 bekwaam bij de rangschikking der mededingers! Dat is te betreuren, niet alleen van zijn standpunt uit, maar ook en vooral met het oog op het betrokken bestuur, den Staat, en het algemeen belang. Dat schijnt vooral hoogst nadeelig voor al wie weet dat men, in sommige onderwijsgestichten, de leerlingen min of meer stelselmatig naar de bestuursloopbanen richt en aldus bij hen vroegtijdig ontwikkelt hetgeen men weleens « ambtenaarsaanleg » noemt. Indien men terzelfder tijd in die gestichten het geheugen der jongelingen vol pompt met bijzondere vakkenis welke vereischt wordt voor het bekomen van de bestuursambten waartoe men ze bestemt — dit alles overigens ten koste van het overige hunner geestesontwikkeling dat wordt verwaarloosd, wijl het niet te pas komt bij den wedstrijd, alhoewel het juist die hoedanigheden geldt die de jongelingen later tot mannen, *virii*, zouden doen opgroeien — zoo bewijst men hun een dubbel verfoeilijken dienst.

Het belang der jongelingen alsook het openbaar belang, — ook dit van het bestuur, — schijnen dus evenzeer te eischen dat er eene grondige hervorming geschiede in het bestaande stelsel voor het aanwerven van het personeel bij het Ministerie van Financiën. Dit is, ten minste, de meening waarbij de Middenafdeeling zich aansloot.

* * *

Daar de Begrooting van Financiën in veel opzichten die raakt van 's Lands Middelen en die van 's Lands Schuld, heeft de Middenafdeeling zich zorgvuldig erop toegelegd, de normale palen harer zending niet te buiten te gaan. Daarom spreekt onderhavig verslag niet van sommige thans druk behandelde vraagstukken, zooals, bijvoorbeeld, het vergunningsrecht, de klachten der kooplieden-marskramers over de zoo zware belastingen in sommige gemeenten, waar zij voor een enkelen doortocht over het grondgebied, dezelfde belasting moeten betalen als voor een onafgebroken verkoop van den eersten tot den laatsten dag van het jaar.

Daar zij niet meer vermag, acht de Middenafdeeling het als een plicht de welwillende aandacht der Regeering op die vraagstukken te vestigen.

* * *

Behoudens bovenstaande beschouwingen, heeft zij het ontwerp van begrooting aangenomen en heeft zij de eer aan de Kamer voor te stellen het insgelijks goed te keuren.

De Verslaggever,

Jos. HOYOIS.

De Voorzitter,

HARMIGNIE.